Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

N° 79-80 NOVEMBRE-DECEMBRE 1988 40 F

GORBATCHEV

- Le passé présent
- Les conflits du travail en URSS

TROTSKY

- Entretien avec Pierre Broué
- Ernest Mandel : sur Trotsky

PIERRE ROUSSET :

Internationalisme et solidarité anti-impérialiste

PETER WATERMAN :

Pour un nouvel internationalisme

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 1 — 15 Août 1929 Hebdomadaire Prix : le N° 0 fr. 50

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Après dix années d'existence, l'Internationale Communiste est en complet recul. Son emprise sur la classe ouvrière va sans cesse et régulièrement s'atténuant. Ses sections, travaillées les unes après les autres, par de graves crises intérieures, s'anémient. Leurs effectifs sont en diminution constante.

C'est un fait si certain, si évident que les dirigeants des partis communistes sont contraints de le reconnaître.

L'un d'eux a pu caractériser le Parti français comme une passoire. L'expression est juste. Il faut ajouter : une passoire qui retient de moins en moins de substance solide.

Ce qui est vrai pour le Parti est également vrai pour la C. G. T. U. La aussi, il a fallu en faire l'aveu public.

Divers remèdes ont été essayés pour enrayer cette désagrégation inquiétante. Tous se sont révélés inefficaces. Ils ne s'attaquaient pas à la racine du mal.

Des organisations ouvrières qui se montrent incapables de réunir leurs membres sont des organisations qui n'inspirent pas confiance aux ouvriers.

Si les présents dirigeants de l'Internationale Communiste se sont imaginés qu'ils pouvaient impunément chasser du Parti Communiste russe les meilleurs ouvriers d'Octobre, les persécuter, les déporter, les exiler, ils ont simplement fourni la preuve qu'ils ne comprennent rien au mouvement ouvrier.

S'ils se sont crus capables de guider la classe ouvrière dans sa lutte quotidienne contre la bourgeoisie, ils se sont illusionnés sur leurs mérites et sur leurs talents.

Leur tactique zigzagante, oscillant entre le putsch et l'opportunisme borné, menant même parfois les deux en même temps, alarme et décourage les ouvriers sérieux.

∴

Le régime intérieur des partis bannit toute discussion approfondie. Il faut approuver aveuglément toute décision signifiée par le centre — ou s'en aller.

La vraie et saine critique que toute organisation ouvrière doit, non pas redouter mais désirer, a été remplacée par une caricature de critique baptisée autocritique.

Un tel régime ne peut s'imposer et durer qu'à coups d'exclusions. Les communistes authentiques sont chassés du Parti. D'autres se mettent silencieusement à l'écart, espérant que cela ne durera pas toujours.

Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, les partis communistes soient des passoires ?

∴

Partout, maintenant, les communistes hors du Parti sont nombreux. Et partout, les forces d'opposition ont été amenées à se grouper.

Dans l'Union Soviétique, l'opposition mène stoïquement la lutte, malgré une répression qui dépasse en brutalité, en cruauté raffinée, la répression tsariste.

En dehors de l'Union Soviétique, la situation varie suivant les pays.

Dans certains cas :

En Belgique, aux Etats-Unis, on peut dire que l'opposition forme déjà le vrai Parti. C'est chez elle qu'on trouve les militants capables, les ouvriers de la première heure, les fondateurs du Parti. Les dirigeants staliniens sont ou des social-démocrates qui ont gardé leur « chemise sale », ou des « vieux bolcheviks » de 1923-1928.

Ailleurs, l'opposition n'a pas encore réussi à se rassembler.

C'est notamment le cas en France où les éléments et les groupes d'opposition ne manquent pas, mais où, pour des raisons diverses, ils n'ont pu constituer encore une force capable de se mettre en travers des sottises des dirigeants du Parti — ce qui est le plus urgent — et de faire œuvre constructive — ce qui est le plus nécessaire.

Ce groupement de l'opposition, c'est la tâche que nous voulons entreprendre.

Les appels du Parti et de sa doublure, la C.G.T.U. tombent dans le vide. Les ouvriers n'y répondent pas. On voit surtout les policiers de Chiappe. Mais cela n'empêche pas Parti et C. G. T. U. de recommencer.

Il faut crier : « Assez ! »

Mais pour être entendu, il est indispensable de parler avec une force suffisante, et surtout de répéter l'avertissement sans se lasser.

∴

Nous croyons que l'opposition a besoin, tant pour son regroupement que pour son action, d'un hebdomadaire édifié sur une base communiste solide.

Cette base communiste, nous la trouvons dans les conceptions théoriques et dans la tactique élaborées par les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, complétées par les travaux de l'Opposition communiste russe.

Lénine et Trotsky assistent à un défilé de l'Armée Rouge.

C'est l'Opposition communiste russe qui incarne aujourd'hui la courte, mais glorieuse tradition communiste, si riche d'événements qui ont fait trembler le vieux monde.

Dans l'Union Soviétique, elle défend les principes d'Octobre.

Dans l'Internationale Communiste elle maintient la politique à la fois audacieuse et prudente des années 1919-1923.

Il est, du reste, impossible de suivre en même temps une politique juste dans l'Union Soviétique et une politique fausse dans l'Internationale Communiste.

Au zigzag intérieur allant alternativement de la brutalité aux concessions, correspond le zigzag au-dehors : on crie : « classe contre classe » et on affirme sa confiance dans Tchang Kaï Chek au moment où celui-ci a déjà fait venir ses bourreaux pour trancher la tête des communistes.

Telle sera la base sur laquelle nous demanderons à l'Opposition de se grouper. Elle nous paraît indispensable. Sinon l'opposition risquerait d'être seulement une cohue sans action utile possible.

∴

Mais nous ne songeons pas du tout à opposer simplement une nouvelle orthodoxie à une orthodoxie rachitique. Au contraire. Notre journal restera largement ouvert à la discussion.

La période de reflux révolutionnaire que nous traversons, avec les menaces et les difficultés qu'elle renferme, exige une connaissance exacte de la situation, une pratique des luttes ouvrières, un jugement sûr.

La discussion que nous solliciterons nous permettra d'élaborer ensemble une mise au point des problèmes qui intéressent la classe ouvrière et de leur donner des solutions justes.

∴

Le mouvement ouvrier français a besoin d'une cure de vérité.

Il y a des simplifications qui sont des déformations, des grossissements qui sont une injure à la classe ouvrière.

Au reste, la méthode n'est pas nouvelle. C'est la « pédagogie herviste ». On sait aussi où elle mène.

Si l'on pense que la classe ouvrière est encore mineure, qu'elle a besoin d'être dupée au moyen d'inventions comme « le socialisme dans un seul pays », il faut en tirer les conclusions inéluctables.

Nous pensons, nous, que la classe ouvrière est majeure, qu'elle est capable de prendre tout le pouvoir avec ses seules forces et, en conséquence, qu'elle a droit à la vérité.

L'œuvre que nous nous sommes assignée ne pourra être menée à bien que si nous trouvons dès maintenant, à Paris, et sur tous les points du pays, des camarades résolus à nous seconder.

Notre budget de dépenses sera réduit au minimum. Il ne comportera nulle rétribution, ni pour la rédaction, ni pour l'administration. Rédaction et administration seront du travail de « samedi communiste ».

Nous nous adressons à tous ceux qui souhaitent le succès de notre œuvre, et veulent s'associer notre effort.

Il nous faut des souscriptions, des abonnements. Partout où cela est possible, des groupes d'amis du journal doivent se constituer qui étudieront les moyens d'assurer la diffusion du journal dans leur coin ou dans leur région.

Un journal qui ne peut recueillir les ressources dont il a besoin pour vivre, c'est : ou qu'il ne représente pas un mouvement vivable, ou que ceux qui le font ne savent pas expliquer ce mouvement.

L'Opposition communiste en France n'a besoin que de se trouver pour être une force.

Nous voulons que son journal vive.

H. Audoin. Marthe Bigot. L. Charbit. Jeanne Despallières P. Frank. Gourget. L. Marset. A. Mougeot. Sarah Menant. R. Rey. A. Rosmer.

Il y a, à notre point de départ, la conviction que le système soviétique renferme de grandes ressources et d'immenses réserves, et la marche de l'opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

L. TROTSKY.

1938-1988 : Vive la IVe Internationale !

50 ANS D'INTERNATIONALISME REVOLUTIONNAIRE !

CINQUANTENAIRE DE LA IVe INTERNATIONALE

Alfred Romer (près du porte-manteau) et Marguerite Rosmer (derrière la femme assise) dans leur maison, dite « la Grange », à Périgny-sur-Yerres (Essonne). C'est dans cette pièce que fut proclamée la IVe Internationale en septembre 1938.

cinquante ans de jeunesse

Nul passéisme dans notre volonté de fêter le cinquantenaire de la IVe Internationale ! C'est l'actualité même, et non un goût immodéré des commémorations, qui nous y invite. Trotsky super star, c'est le siècle même qui est en vedette.

La persécution et l'élimination de Trotsky et de ses camarades — comme l'entreprise insensée d'effacer jusqu'à leurs traces dans la mémoire humaine — ne sont pas une affaire privée. Les staliniens, avec l'active complicité des sociaux-démocrates et des bourgeois, ont tout tenté pour le faire croire.

Rejetés du mouvement ouvrier, au nom des pires calomnies, par les uns, ravalés au rang d'une variété spécifique de communistes totalitaires, par les autres, ils se trouvaient condamnés soit à la disparition soit à ourdir de maléfiques et obscures opérations. La voilà bien la vraie machination : celle de tous les obsédés du « complot trotskyste » !

Les révolutionnaires ne sont pas des ouvriers de l'ombre. Leur combat n'est autre que celui des opprimés et des travailleurs, dont Marx disait que, s'ils complotent, c'est à la manière du soleil qui disperse les ténèbres...

Des fulgurances de la révolution d'Octobre à la petite maison de Périgny, où fut proclamée la IVe Internationale, la rupture est celle du basculement du siècle dans la nuit et l'horreur : celle du fascisme et du stalinisme.

Le retour de Trotsky, en URSS même, est annonciateur d'un nouveau basculement. Le dégel ne saurait être contrôlé par les faibles écluses de la bureaucratie gorbatchevienne, c'est une irrépressible aspiration à la vérité historique qui va submerger les vieilles digues.

On ne peut que s'en féliciter, car c'est promesse de nouvelles floraisons. L'honneur de la IVe Internationale n'est pas seulement de ne pas avoir laissé échapper le fil de la continuité révolutionnaire dans le labyrinthe d'un histoire déboussolée. La résistance acharnée et ultra-minoritaire à la coalition de forces immenses et barbares pouvait la menacer de racornissement. Le repli sectaire comme l'ultime piège d'une tragique aventure. Mais la IVe Internationale a su en permanence retremper sa volonté révolutionnaire aux sources toujours jaillissantes du combat pour la justice et la liberté. Et, toujours de façon vivante, défendre l'alliance du socialisme et de la liberté, l'urgence vitale d'en finir avec toute forme d'oppression et d'exploitation, de se transformer sans cesse en force active de l'internationalisme, du féminisme... Car il n'est d'autre ambition qui vaille que de changer le monde.
Enraciné dans le passé, ce combat est l'avenir même.

SOMMAIRE

5 Léon Trotsky ou le prophète du possible, par François Dietrich.

9 Le passé présent, par Catherine Verla.

★
★ ★

17 Conflits du travail en URSS, par David Seppo.

25 Entretien avec Pierre Broué.

29 Sur le « Trotsky » de Pierre Broué, par Ernest Mandel.

★
★ ★

39 Internationalisme et solidarité anti-impérialiste, par Pierre Rousset.

51 Vers l'an 2000 : pour un nouvel internationalisme ouvrier et démocratique, par Peter Waterman.

57 Kanaky : bilan d'un référendum, par Claude Gabriel.

Abonnez-vous aux

Cahiers d'Etude et de Recherche

publiés par l'Institut international de recherche et de formation

Vient de paraître :

N° 9, Les années de formation de la IVe Internationale, par Daniel Bensaïd, 48 pages, 25 F.

Un problème nouveau s'est posé au mouvement pour la démocratie socialiste dans les années trente. A la lutte contre le capitalisme dans ses métropoles et dépendances, s'est ajoutée la lutte contre la bureaucratie stalinienne en URSS. Daniel Bensaïd présente ici les arguments qui ont alors conduit une partie de ce mouvement à fonder une organisation internationale indépendante. Il démêle les raisons historiques, les pronostics conjoncturels et les choix organisationnels. Les annexes comprennent des extraits de textes de partisans et adversaires de cette démarche.

A PARAITRE : DEUX NOUVEAUX VOLUMES DES CONGRES DE LA IVe

Tome 3 : *Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950)*
Tome 4 : *Menace de troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*
Les éditions La Brèche-PEC proposent en outre la réédition augmentée du tome 1, *la Naissance de la IVe Internationale (1930-1940)* : 75 francs.
Toujours disponible, le tome 2, *l'Internationale dans la guerre (1940-1946)* : 75 francs.

SOUSCRIPTION SPECIALE JUSQU'AU 20 DECEMBRE 1988

BON DE COMMANDE

a)	Tomes 3 + 4 : 180 francs (au lieu de 240)	x ... = ...	F
b)	Tomes 1 + 2 + 3 : 200 francs (au lieu de 270)	x ... = ...	F
c)	Tomes 1 + 3+ 4 : 230 francs (au lieu de 315)	x ... = ...	F
d)	Tomes 1 + 2 + 3 + 4 : 300 francs (au lieu de 390)	x ... = ...	F
	Frais de port, 16 francs par volume (sauf si le livre est pris à la librairie la Brèche, à Paris)	.....	F
	Total à payer	.....	F

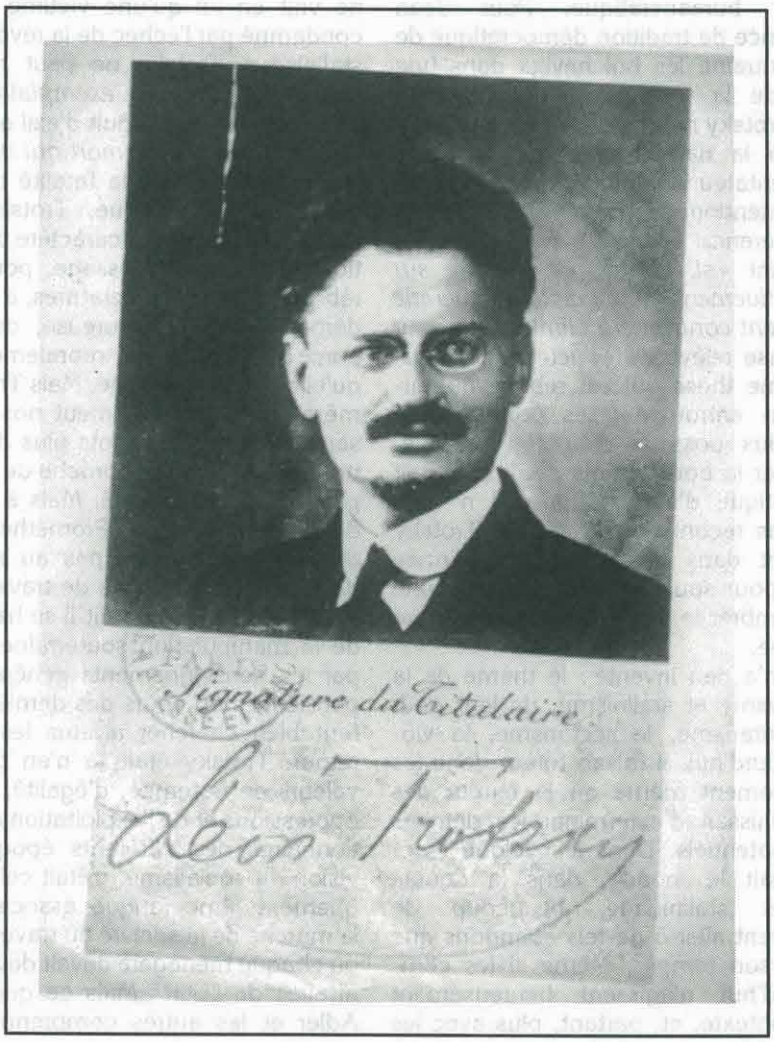
NOM .....
PRENOM .....
RUE .....
CODE POSTAL + VILLE .....

– Paiement par chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Les tomes 1, 2 et 3 seront disponibles au rassemblement du 10 décembre. Le tome 4 sera disponible en janvier.

– Les souscripteurs qui désirent économiser les frais de port recevront, à réception de leur chèque, un bon leur permettant de retirer leurs livres à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

LEON TROTSKY, OU LE PROPHETE DU POSSIBLE

FRANÇOIS DIETRICH



La valeur morale du personnage survit en raison de la cohérence théorique et politique de sa pensée, et là réside son secret.

C'est promis, nous n'y sommes pour rien : aucun « baron noir » ne manipule les salles de rédaction, les studios de télévision, ni à fortiori les bureaux du Kremlin ou la rédaction de *la Pravda*. Pourtant, une nouvelle fois, Trotsky est à l'affiche. C'est le cas, par périodes, au gré des modes ou des anniversaires. Dans la décennie précédente, il avait eu droit à un téléfilm de Jean Ellenstein [1] et à un film mineur de Joseph Losey [2]. Cette fois, c'est la conjonction des élucubrations journalistiques sur les manipulations des « coordinations » par les trotskystes, de la parution du livre de Pierre Broué [3], et surtout de la tentative d'embaumement aseptique de la part de la bureaucratie gorbatchévienne qui l'ont remis sous les feux de l'actualité, au moment même où la IVe Internationale qu'il fonda fête son cinquantième anniversaire. Les tentatives pour réduire la portée politique de ces retours réguliers n'en sont pas moins nombreuses qu'auparavant, et surtout ne brillent pas par leur nouveauté. Mais voilà : l'œuvre de Trotsky, sa vie elle-même, et le message qu'il nous a laissé en héritage ne sont pas facilement réductibles à des clichés commodes.

DU FRERE-ENNEMI DE STALINE...

Il y a dix ans déjà, c'est l'image d'un Trotsky ayant trempé avec Staline dans le même complot contre la démocratie qui dominait dans les commentaires de presse, et qui aurait expliqué en définitive sa défaite devant le dictateur bureaucratique. Pour Jean Ellenstein, c'est l'absence de tradition démocratique de la Russie qui avait entraîné les bolcheviks dans une conduite autoritaire de la révolution, laquelle avait généré le stalinisme. Trotsky ne se serait opposé que sur le tard au Moloch à la naissance duquel il aurait contribué. Les commentateurs d'aujourd'hui, loin d'être nécéssairement mal intentionnés, ont repris à nouveau ce thème. Thomas Ferenczi caresse à nouveau cette idée en se demandant *« si, en cas de victoire sur Staline, il aurait effectivement rétabli cette démocratie qu'il avait puissamment contribué à éliminer »*... pour conclure que la réponse relève de *« l'acte de foi* [4] *»*. A Moscou, c'est la même thèse qui est rebâtie aujourd'hui pour tenter, en entrouvrant les portes d'une histoire qu'il n'est plus possible d'étouffer complètement, de faire oublier la boue sanglante d'où naquit le pouvoir bureaucratique d'aujourd'hui. S'il n' y a plus moyen de ne pas reconnaître le rôle de Trotsky dans la révolution et dans la victoire de l'Armée rouge, c'est aussitôt pour souligner que son triomphe sur Staline eut fait sombrer le pays dans une dictature tout aussi monstrueuse.

Mais Gorbatchev n'a rien inventé : le thème de la symétrie entre trotskysme et stalinisme, de leur goût commun pour l'autoritarisme, le sectarisme, la violence n'est pas d'aujourd'hui. Il faisait fureur dans les années trente, au moment même où la terreur des procès de Moscou finissait d'exterminer les derniers opposants réels ou potentiels. Dans le cyclone réactionnaire qui emportait le monde, dans la double barbarie fasciste et stalinienne, beaucoup de consciences se laissèrent aller à de tels abandons que Trotsky dénonça en son temps [5]. Même si les commentateurs d'aujourd'hui n'agissent heureusement pas dans le même contexte, et, partant, plus avec les mêmes motivations, ils doivent bien s'interroger sur le fait que l'opération d'identification entre les deux frères ennemis n'a précisément pas suffit à empailler définitivement le souvenir de Léon Trotsky. Gorbatchev, lui, l'a bien compris.

...AU HEROS MORAL

Il faut donc donner au personnage une autre dimension, cette fois positive : celle d'un héros moral, d'une figure rebelle, qui refusa la capitulation devant le stalinisme *« alors que tant d'autres renoncèrent »*, comme le souligne *la Pravda* elle-même. On se demande comment Trotsky pouvait être porteur d'une telle rectitude éthique si, par ailleurs, il n'était qu'un double vaincu de Staline, ni pourquoi en définitive il ne s'y rallia pas. Max Gallo, dans un élan que l'on croit volontiers sincère, nous fournit la clef de ce renversement de perspective. *« L'attraction qu'exerce Trotsky, sa survie dans cette fin de siècle, n'est sans doute pas de l'ordre du politique »* ou du moins ce politique-là est-il *« indissociablement lié, (comme il l'était pour Jaurès) à une morale, à une attitude philosophique* [6] *»*. Ce n'est pas faire injure aux propos de M. Gallo, qui ont une indiscutable part de vérité, de dire qu'il a cependant vite fait de réduire la portée du message de Trotsky à la seule morale éternelle, une sorte d'humanisme abstrait ayant traversé les siècles. Alexandre Adler tend bien au même travers lorsqu'il ne voit en lui qu'une victime du *« marxisme russe »* condamné par l'échec de la révolution sombrant dans le stalinisme. Trotsky ne peut retrouver une *« lucidité historique et morale exemplaire »* que *« dans l'errance absolue »* qui le conduit d'exil en exil jusqu'au Mexique où *« il contemple la mort qui vient »* : grand parce que vaincu, héritant de la fatalité russe du malheur et de l'échec [7]. De politique, Trotsky devient ainsi figure morale, détachée du caractère transformateur et révolutionnaire de son message, pour le réduire à la seule rébellion contre les dictatures, à une sorte de conscience démocratique malheureuse, condamnée à la défaite parce que défensive, moralement défendable dès lors qu'elle est marginalisée. Mais Trotsky lui-même, avec la même moralité qui émeut nos commentateurs, aurait sans doute eu des mots plus durs que les nôtres pour trouver dans cette approche de son personnage un peu plus qu'une ambiguïté. Mais à ce compte, on peut se demander pourquoi Prométhée, Robin des Bois ou Jésus-Christ ne font pas au moins autant d'adeptes dans les coordinations de travailleurs en grève que les « trotskystes ». Faudrait-il se hasarder alors à la théorie de la manipulation souterraine abondamment distillée par les Renseignements généraux dans les rédactions parisiennes au cours des dernières semaines ? Sinon, il faut bien chercher ailleurs les raisons de cet éternel retour. Trotsky était, à n'en pas douter, porteur des valeurs de fraternité, d'égalité, de liberté, de refus des oppressions et de l'exploitation qui animèrent les révolutionnaires des différents époques de l'humanité. Sa vision du socialisme, c'était celle d'un régime authentiquement démocratique, associant toute la population à la marche de la société au travers du pouvoir soviétique, où chaque ménagère devait devenir capable de gérer les affaires de l'Etat [8] Mais ce que Max Gallo, Alexandre Adler et les autres comprennent mal, c'est que ces

valeurs ne peuvent vivre en dehors de leur temps, en dehors d'un projet politique qui créent les conditions de leur réalisation. Si ces valeurs sont aujourd'hui si galvaudées, si facilement mises à mal par les premiers démagogues fascistes venus, c'est bien à l'inverse qu'elles ont été défendues par de fort mauvais avocats. Ceux de la IIe Internationale qui les brandissaient haut et fort avant de renoncer à les défendre comme un seul homme et de soutenir leurs propres bourgeoisies lorsqu'elles précipitèrent des millions d'êtres humains dans l'abattoir des tranchées de 1914. Ceux du stalinisme, qui ne se privaient pas d'y faire référence jusque dans la Constitution soviétique de 1936, au moment même où le goulag engrangeait ses millions de victimes. Ceux du monde capitaliste, qui continuaient à en défendre les vertus au moment où ce système précipitait l'Europe de l'entre-deux-guerres dans la banqueroute sociale et économique puis dans la barbarie fasciste, et écrasait les peuples coloniaux d'Algérie ou d'Indochine sous la torture et les bombes. Si Trotsky survit aujourd'hui mieux dans les consciences que nombre de démocrates et d'humanistes de ces sortes-là, c'est d'abord que son humanisme était révolutionnaire, politique, théorique, et non pas philosophique au sens d'une abstraction coupée de l'histoire. Ce qui fait la portée de son message, c'est sa cohérence. Son inflexibilité n'est pas le produit d'une morale abstraite, mais d'une intelligence du processus historique, qui fonde l'optimisme au long terme, au-delà du destin individuel, à l'inverse de la formule fausse de Gramsci pour qui l'intelligence devait conduire au pessimisme, et la volonté (le volontarisme ?) rester seule garante de l'optimisme.

L'*Aurore* décorée à l'occasion de la mort de Lénine.

UN MARXISME VIVANT

Il faut un certain sens du raccourci à Alexandre Adler pour faire de Trotsky « *le fleuron* » du « *marxisme russe* » (*sic*) déclinant et réduire son ouvrage *Défense du marxisme*, consacré à l'analyse sociale et politique de l'URSS stalinisée, à un rappel du « *credo rationaliste et humaniste* » de sa génération. Tout en rappellant qu'au sein de l'intelligentsia révolutionnaire russe du début du siècle Trotsky était parmi les plus « européens ». En fait, c'est bien le marxisme de Trotsky qui explique sa capacité politique à survivre au-delà des générations, en continuité avec la meilleure tradition, celle de Marx, Lénine, Rosa Luxemburg. Un marxisme critique, dialectique, qui s'efforcait de partir des contradictions de la réalité à leur niveau mondial, et de ne pas s'enliser dans les particularismes nationaux ou régionaux. C'est cette approche qui permit à Trotsky de comprendre le plus profondément que l'avenir de la révolution russe dépendrait entièrement du développement mondial de la révolution, et que tout enfermement de la révolution d'Octobre dans les frontières de l'ancien empire tsariste la condamnerait au recul et à la dégénérescence. C'est sa compréhension du caractère bureaucratique des organisations de la IIIe Internationale qui lui permit de saisir plus profondement que d'autres la nature sociale du régime stalinien, bureaucratie dévoyant la révolution à son profit exclusif, non plus à l'échelle d'appareils politiques ou syndicaux, mais à l'échelle d'un Etat entier. La valeur morale du personnage survit en raison de la cohérence théorique et politique de sa pensée, et là réside son secret qui échappe visiblement aux commentateurs d'aujourd'hui, confrontés à l'irréductibilté de l'héritage trotskyste aux canons de la morale humaniste.

L'UNITE D'UN DESTIN

Il serait infiniment plus simple de découper ainsi le personnage de Trotsky en deux : d'un côté, le révolutionnaire russe autoritaire et sectaire, préparant le terrain du stalinisme, de l'autre, l'exilé cosmopolite féru de culture et défenseur de la démocratie face au stalinisme. Mais une telle schizophrénie n'existe que pour ceux qui veulent en définitive convaincre que la tentative révolutionnaire russe ne pouvait déboucher que sur une sanglante impasse. Ce fatalisme du renoncement fournirait la clef du drame de Trotsky : inspirateur d'une révolution impossible, prématurée, impuissante à vaincre les résistances sociales de la vieille Russie millénaire, et qui ne pouvait donc que retomber brutalement dans la dictature autocratique, il aurait ensuite compris son erreur sans pouvoir y renoncer. Là résiderait finalement

la clef de son hésitation devant les premières manifestations de la bureaucratisation de l'URSS. Son opposition intransigeante au stalinisme, jusque dans l'isolement et dans la mort, rachèterait son erreur. Moralement admirable, son destin serait politiquement un échec. Mais une telle explication se heurte à de trop grands obstacles pour être sérieuse. Le premier, c'est que les révolutionnaires russes, Lénine et Trotsky en tête, avaient parfaitement conscience du fait que le destin de la révolution russe n'avait de sens que comme premier épisode d'une révolution européenne qui s'étendrait aux pays capitalistes les plus développés, où le niveau atteint par le développement des forces productives, et en particulier du prolétariat lui-même, permettrait à la révolution de se développer plus vite, plus loin, et de pouvoir lutter avec une plus grande facilité contre sa propre dégénérescence bureaucratique, toujours possible. Leur combat n'avait de sens qu'à l'échelle internationale. Nos moralisateurs de l'après-coup, qui jugent aujourd'hui la révolution d'Octobre 1917 avec les lunettes de l'humanisme éternel, ne nous disent pas ce qu'il aurait fallu faire à l'époque pour mettre fin à la boucherie des tranchées, à la misère du peuple russe, à l'exploitation sociale des travailleurs de toute l'Europe. Faire une révolution démocratique bourgeoise, parlementaire, en Russie, qui ne passe pas prématurément à une étape socialiste hors de la portée des travailleurs russes ? Cette vision n'a pas seulement été théoriquement démontée par Trotsky lui-même dès la révolution de 1905 avec la théorie de la « révolution permanente[9] », mais invalidée par le cours même de la révolution russe : la voie « bourgeoise » de Kérensky et des menchéviks ne pouvait que s'écrouler sous les coups de l'extrême droite militaire des Komilov. Une logique socialiste était la seule alternative à l'autocratisme tsariste. Et c'est bien parce que loin d'être « utopique », la révolution d'Octobre représentait la seule voie réaliste qu'elle souleva un tel espoir dans le monde entier. La clé de sa défaite réside fondamentalement dans l'échec de son extension européenne, en particulier en Allemagne. Mais, depuis, la solution socialiste comme seule alternative au sous-développement et à la dépendance face aux pays capitalistes développés a fait école, depuis la Chine et le Viêt-nam jusqu'à Cuba et au Nicaragua.

Le deuxième, c'est que la pensée de Trotsky se situa en continuité dans toute sa vie, que ce soit dans la phase prérévolutionnaire, déja préparée dans l'exil, dans la conduite de la révolution, puis dans l'opposition révolutionnaire au stalinisme. Son approche globale des problèmes de la révolution, dans leur dimension internationale, culturelle, éthique est restée cohérente. Sa réflexion sur les liens de l'art avec la révolution ne sont pas, comme le sous-entendent les articles récents, un éveil tardif dans l'exil mexicain, au contact d'André Breton ou de la troublante Frida Kahlo, mais une préoccupation constante de tout son combat, jusque dans les premières années vingt, où il aurait pu sembler que la jeune Union soviétique avait d'autres chats à fouetter[10]. Est-ce à dire qu'on ne peut être critique sur le bilan de la révolution russe, sur les erreurs de Trotsky, sur les limites de son œuvre théorique et militante ? Certes non. Confrontés à la guerre civile, à l'encerclement et à l'invasion par les armées blanches, aux terribles conditions d'arriération de la vieille Russie, Lénine, Trotsky, et les révolutionnaires bolcheviks n'ont pas perçu, et ne pouvaient sans doute percevoir, à quel point certains excès, dont le plus marquant aura été l'assimilation des « menchéviks de gauche » et de certains anarchistes aux autres tendances qui se dressèrent ouvertement contre la révolution dans le choc de la guerre civile, achevèrent le maigre pluralisme politique qui subsistait au sein de la révolution, et créèrent des conditions supplémentaires à la constitution du buraucratisme stalinien. Aucun révolutionnaire ne peut par ailleurs se sentir fier de la répression du soulèvement de Crondstadt, ni même de l'exécution de la famille impériale, même si on peut débattre à l'infini à postériori de leur caractère inévitable. A un autre niveau, on peut aussi penser que la réflexion de Trotsky sur la bureaucratisation de l'URSS manqua de clairvoyance et d'esprit de décision dans les premières années, alors que le courant des « communistes de gauche », même sur des bases théoriques et politiques erronées, avait été plus lucide. Mais ces critiques, parfaitement discutables en elles-mêmes, partent souvent d'une notion fausse, selon laquelle ce sont les révolutionnaires qui décident des révolutions, généralisation de la théorie policière contemporaine des barons noirs. En réalité, les révolutionnaires ne font que tirer les conséquences de la situation réelle, dans laquelle les contradictions de la société sont devenues tellement explosives qu'il faut savoir les dénouer avant que leur explosion ne conduisent à des souffrances pires encore que celles que génère toute révolution sociale. Au bout du compte, si l'œuvre et la vie de Trotsky possèdent aujourd'hui une telle valeur, si sa réflexion paraît aujourd'hui si actuelle, c'est parce qu'elle était politiquement en prise avec la réalité, et qu'elle pouvait approcher avec une force de compréhension qualitativement supérieure à la fois les problèmes de la révolution, du parti nécessaire à sa réalisation, les problèmes de la révolution coloniale, l'avenir de l'Europe et des Etats-Unis, les questions de l'art et du mode de vie.

Les révolutions n'émergent jamais de l'effort désespéré de réaliser une utopie étrangère aux conditions sociales réellement existantes. Elles surgissent lorsque les forces vives d'une société prennent conscience du décalage absurde qui s'est créé entre les possibilités qu'offriraient les richesses matérielles et humaines accumulées et le maintien des structures sociales et politiques issues du passé. C'est parce que Trotsky fut toute sa vie conscient que sur cette contradiction repose l'actualité du socialisme face au capitalisme et à la bureaucratie que son combat reste vivant.

1. Jean Ellenstein, *Staline-Trotsky, le pouvoir et la révolution ?*, Julliard, Paris, 1979.
2. Joseph Losey et Richard Burton, *l'Assassinat de Trotsky*, 1972.
3. Pierre Broué, *Trotsky*, Editions de Minuit, Paris, 1988.
4. Thomas Ferenczi, « La deuxième vie de Trotsky », *le Monde* du 14 octobre 1988.
5. Léon Trotsky, *Leur Morale et la nôtre*, J.-J. Pauvert, Paris, 1973.
6. Max Gallo, « Trotsky, il est le rebelle permanent », *Politis*, n°36, 4 novembre 1988.
7. Alexandre Adler, « Perestrotsky », *Libération* du 27 octobre 1988.
8. Selon la formule de Lénine dans *l'Etat et la Révolution*.
9. Dont on trouve déja tous les développements fondamentaux dans « *Bilan et perpectives* », *in 1905*, Editions de Minuit, Paris, 1969, réédité dans la collection de Poche P, Seuil, Paris, 1974.
10. Léon Trotsky, *les Questions du mode de vie*, 10/18, Paris, 1976.
11. Léon Trotsky, *Littérature et Révolution*, 10/18, Paris, 1971.

LE PASSE PRESENT

CATHERINE VERLA

La transparence, ce doit être aussi le retour sur les débats des années vingt afin de rendre l'histoire intelligible et rompre les fausses alternatives.

« (...) *Malheureusement, après la mort de Lénine,* (...) *la régulation étatique s'était étendue à une sphère relativement large de l'activité sociale* (...). *La proclamation des principes démocratiques en paroles et l'autoritarisme dans les faits, les incantations sur le pouvoir du peuple proférées du haut des tribunes,* (...) *et la profanation réelle des normes du mode de vie socialiste, le manque de critique et de transparence* (...). *La punition pour de telles méthodes a été sévère : indifférence, relâchement de l'activité sociale des masses, aliénation des travailleurs vis-à-vis de la propriété et de la gestion sociale. C'est bel et bien au système pétrifié du pouvoir, à sa structure de commandement et de pression, que se heurtent aujourd'hui les problèmes fondamentaux de la perestroïka* (...). »

Avec un tel discours en URSS, voilà peu, on était passible de goulag pour « trotskysme ». C'est à présent le discours officiel, celui tenu par Gorbatchev lors de la dernière conférence du parti, en juin dernier, retransmis à la télévision et reproduit dans *la Pravda* et les *Izvestia*... On comprend pourquoi aujourd'hui on fait la queue pour lire les journaux soviétiques : les débats y portent sur la nature de cette « régulation étatique », sur l'ampleur de ses dégâts, ou encore sur la signification du stalinisme.

LE STALINISME, UN SYSTEME ET UNE USURPATION DU POUVOIR

Les simples « *déviations du socialisme* », le « *pouvoir personnel et ses abus* » qualifiaient il y a peu le passé stalinien. La dynamique de la glasnost est telle qu'on a rapidement débouché sur l'analyse d'un système dont il s'agit de savoir s'il a quelque chose à voir avec le socialisme. Ce que font le philosophe Anatoli Boutenko et l'historien Youri Afanassiev (cf. documents).

Le socialisme. Le mot était utilisé par les bolcheviks pour qualifier la révolution et l'URSS dans sa dynamique, dans ses objectifs ; certainement pas dans sa réalité. En 1934, Staline le décréta réalisé, dans un seul pays, par le moyen de la collectivisation forcée, de la liquidation physique des « koulaks ». Et c'est pour la défense de ce « socialisme » que le mouvement ouvrier mondial devait se soumettre « *aux intérêts de l'URSS* » tels que les voyait le Kremlin ; qu'il s'agisse de la lutte contre le social-fascisme, brisant le front unique nécessaire avec les sociaux-démocrates contre le fascisme, ou par le pacte avec Hitler, ou encore par les fronts populaires disciplinant les luttes ouvrières dans le cadre des démocraties bourgeoises. Krouchtchev, lui, décréta que l'URSS serait non seulement socialiste mais communiste dès 1981. Brejnev admit qu'il s'agissait seulement d'un « socialisme avancé »...

Les dégâts de tout cela sont incommensurables dans la pratique et dans la conscience. Les staliniens ou néo-staliniens maintiennent ce mythe ; de même que les plus farouches partisans de Mme Thatcher : l'URSS est socialiste et il n'est pas possible d'envisager un autre socialisme que celui-là.

Voilà pourquoi la bataille pour la transparence totale sur les années vingt, sur Trotsky et le trotskysme, est si vitale. Elle ne concerne pas seulement les « trotskystes ». Elle est menée en URSS par ceux qui, même sans bien connaître toutes les idées de Trotsky ou sans les partager pleinement, savent qu'il y a là un enjeu essentiel. On ne pourra pas dire « *personne n'a dénoncé, personne n'a résisté, personne n'a proposé une autre voie* ». Quelqu'un — et quelques-un(e)s avec lui — ont résisté, défendant la révolution d'Octobre, l'avenir socialiste contre Staline. Ils ont dit, il y a cinquante ans, qu'il y avait usurpation bureaucratique du pouvoir, et que l'URSS n'était pas et ne pourrait pas devenir socialiste sans une nouvelle révolution. Et ils se sont organisés pour que soit préservé l'avenir — aujourd'hui.

UNE REVOLUTION, SOIT, MAIS CONTRE QUI ?

Il est désormais courant — c'est officiel — de parler de la perestroïka (restructuration) comme d'une « révolution ». Gorbatchev nous dit même qu'elle doit être à la fois d'en haut et d'en bas (voir son livre). Mais contre qui ?

En fait, les « mécanismes de freinage » désignent, chez Gorbatchev, essentiellement des « comportements » hérités du passé : le « bureaucratisme » est alors pris comme un défaut psychologique, lié, certes, au système antérieur « de commandement », mais qui pourrait être remis en cause par l'introduction de stimulants adéquats — et d'un peu de pression par en bas. Ne pas désigner de cible, d'ennemi irréductible : telle est de ce point de vue la fonction de la mise à l'écart de Eltsine, qui avait le défaut « gauchiste » d'« antagoniser » les choses puisqu'il visait une cible : l'ensemble des privilèges bureaucratiques. « L'unanimité » des instances dirigeantes, poussée à la plus traditionnelle des caricatures lors de l'éviction de Gromyko — qu'on se souvienne des adieux de Gromyko, remerciant le comité central qui venait de l'écarter en quelques minutes, et affirmant son plein accord avec la « ligne »... —, a également cette fonction : il faut, certes, encourager l'initiative d'en bas, mais sans désigner nettement « d'opposants ». L'ampleur constatée de l'obstacle bureaucratique fait évidemment osciller l'argument : apparemment, il n'y a pas seulement en jeu de mauvaises habitudes, de mauvais comportements, mais aussi des avantages matériels et de pouvoir. C'est pourquoi la propagande officielle reste faite de demi-vérités, pour en appeler à des demi-révolutions, car les réformettes ne suffiront pas à sortir le système de son bourbier : « *Il convient*, nous dit encore le secrétaire général, *de s'arracher au marécage conservateur et de rompre l'inertie de la stagnation. C'est quelque chose que l'on ne peut pas faire par une simple évolution, par des réformes timides et furtives.* » (*Perestroïka*, p. 66)

C'est ce réalisme devant l'ampleur des dégâts, et des obstacles à vaincre pour dynamiser le système,

qui a poussé à la différenciation des réponses « d'en haut ».

L'« ERE DE LA STAGNATION » : LE BREJNEVISME

Le « brejnevisme » a été la première forme de gouvernement « collégial » de la nomenklatura, cette bureaucratie nommée à tous les postes clés de l'appareil fusionné de l'Etat, de la planification, du parti, régnant dans l'arbitraire le plus total, sans Etat de droit. Mais les piliers d'un tel règne n'ont pas seulement été la répression sélective et l'absence globale de démocratie. L'*« ère de la stagnation »* (comme on désigne le brejnévisme dans le discours officiel en URSS) a, en fait, pendant dix ans (de 1965 à 1975), assuré un certain calme social grâce à une croissance continue du niveau de vie, au moins et surtout pour le gros de la classe ouvrière. La stabilité de la nomenklatura (à l'encontre des vagues de promotions sociales verticales dans l'appareil qui appuyaient les gouvernements antérieurs) s'est accompagnée de la sécurité d'emploi pour les travailleurs (avec le renoncement aux réformes marchandes), d'une longue stabilité des prix subventionnés, d'une réduction considérable des écarts de revenus industriels, au bénéfice des ouvriers et au détriment des employés et des ingénieurs. Les écarts de revenus entre ouvriers sont très faibles (de 1 à 1,86 dans les mines, de 1 à 1,58 dans les industries légères, *cf.* Alec Nove, *l'Economie soviétique*, p. 244 qui donne beaucoup d'autres informations dans ce sens). Les salaires des contremaîtres sont voisins du salaire moyen ouvrier. Les enseignants et les médecins généralistes ont des rémunérations inférieures à celles des ouvriers (et ce n'est pas par hasard s'il s'agit, en outre, de professions très féminisées...).

L'effondrement du brejnevisme, « par en haut », est lié à l'impossibilité de continuer à régner dans la stabilité sur les mêmes piliers. Le « système de commandement » (comme on l'appelle en URSS) perdait de plus en plus le contrôle de ce qui se passait dans la société : la terrible dégradation morale d'un système de combines et de corruption généralisée se traduisait par le développement d'une véritable mafia ; la « bureaucratie criminelle » pénétrant tout l'appareil, de haut en bas. La chute de productivité du travail était de son côté la revanche sociale d'un travail aliéné, et le prix croissant de gaspillages et de malfaçons que rien ne sanctionnait. Le plein-emploi ne signifie évidemment pas le bon emploi ; la sécurité du travail ne signifie pas la démocratie économique et le contrôle ouvrier sur les choix effectifs de production et de gestion du surplus ; les prix bas des biens de consommation courants, des transports et des logements, la gratuité des médicaments, ne signifient pas à leur tour une quantité et une qualité satisfaisantes. L'épuisement dans les queues, le caractère dégradant des bakchichs qu'il faut donner et des combines qu'il faut s'épuiser à trouver pour se procurer quoi que ce soit de qualité... Tout cela (vécu de façon particulièrement dramatique par les femmes) est l'héritage du brejnevisme, du règne de la bureaucratie. Et pas du « socialisme », contrairement à ce que les PC du monde entier ont affirmé avec les dirigeants de l'URSS et, avec eux, tous les anticommunistes...

Léon Sedov et son père, à Saint-Palais, août 1933.

La tendance effective vers la stagnation des investissements à la fin des années soixante-dix fut le résultat de la chute de la productivité ; et l'a en même temps accélérée : incapable de faire front simultanément aux besoins de la course aux armements, au maintien de la consommation et des investissements productifs, le dernier plan quinquennal de 1975 sacrifia les investissements. Le choix ne pouvait être que de court terme. Andropov le remit en cause. L'exaspération des catégories sociales brimées sous le brejnevisme — grosso modo, les couches qualifiées de la bureaucratie et de l'intelligentsia — allait entrer

en résonance avec la clairvoyance d'Andropov, chef éclairé du KGB, sur la gravité de la crise. Le temps des réformes radicales était venu, faute de quoi c'était le suicide politique.

LES PERESTROIKAS

« En haut », trois « courants », au départ issus d'un même cours de promotion (Gorbatchev, Eltsine, Ligatchev...) sous Andropov, se sont progressivement dissociés face à l'ampleur des obstacles rencontrés. Trois points principaux constituaient en fait le programme de départ des réformateurs, au début des années quatre-vingt : la lutte contre la mafia, la recentralisation du système par la suppression d'intermédiaires (ministères de branche) entre le centre et les unités de base, l'appui sur les « brigades ouvrières » autogérant leurs fonds de salaires (elles étaient censées comprimer leurs effectifs et introduire plus de discipline au travail pour mieux se partager le fonds de salaires aux dépens des paresseux ; disons tout de suite que ça n'a pas marché).

On peut dire que la fronde Eltsine exprime une dynamique de lutte radicale contre les privilèges bureaucratiques — et pas seulement contre la mafia — comme condition d'une restructuration réellement populaire. La mise à l'écart du premier secrétaire du parti à Moscou a suscité des protestations dont on mesure mal l'ampleur, tant la presse les a cachées : les pétitions d'intellectuels et d'ouvriers ont afflué. Et dans les sondages organisés par les responsables de la mise en place du Mémorial contre les victimes de Staline, Eltsine est la seule personnalité émanant de l'appareil qui a été littéralement plébiscitée. Reste à savoir quels seront les lendemains de cette fronde : Eltsine (ou d'autres à sa place) sera-t-il prêt à prendre la suppression de tous les privilèges bureaucratiques comme point de départ d'un projet de perestroïka démocratique ? Ce qui est aujourd'hui présenté par beaucoup de gorbatcheviens comme « une impatience gauchiste », faisant le jeu des conservateurs, risque de devenir bientôt la condition d'une victoire contre les conservateurs de tous bords.

De tous bords, car les différenciations se restreignent entre les anciens brejnéviens et les néo-conservateurs, ces derniers souhaitaient certainement les réformes, mais ont une peur lucide... « de l'anarchie ». Ligatchev ne s'est dissocié de Gorbatchev qu'en fonction de cette crainte. Crainte de la glasnost et de ses dynamiques politiques. Mais crainte aussi des explosions ouvrières si la réforme marchande s'applique. Les conservateurs ayant tout autant besoin de légitimation politique et sociale que les autres, on comprend leur langage de « classe » et « internationaliste » en matière de politique intérieure et extérieure, contre une certaine reconnaissance de l'efficacité capitaliste que recouvre le langage gorbatchevien. Il ne faut pas se tromper sur le fond et prendre au mot comme « meilleurs » ou « plus socialistes » les conservateurs. On sait quels sont les buts de l'« aide » internationaliste et de la valorisation de « l'égalitarisme ouvrier » : assurer la perpétuation du règne de la bureaucratie et couvrir ses privilèges. Mais le retrait de l'aide, comme le retrait des protections sociales au nom du « chacun pour soi » sur la base de rapports marchands, ne vaudraient pas mieux.

REFORME MARCHANDE REFORME POLITIQUE

C'est précisément « l'égalitarisme », la distribution des revenus largement déconnectée du travail effectif et de ses résultats, et l'ampleur du salaire « social » (prix bas des transports, des logements, de la santé) que les réformes veulent remettre en cause aujourd'hui, au profit d'une distribution « selon le travail » (en fait, selon ses résultats marchands). La cohérence de la réforme — bien qu'elle soit peu appliquée — et de ses stimulants exige donc qu'on restreigne les subventions et qu'on laisse les prix davantage refléter les coûts et les rapports offre/demande. Pourquoi ? Parce que le système de planification bureaucratique n'a pas réussi à définir les mécanismes de réduction des coûts et des gaspillages, d'enregistrement et de satisfaction de besoins croissants. L'hypothèse des réformes est que les stimulants monétaires (un salaire meilleur pour un travail mieux fait), au travers d'une certaine compétition marchande (avec ses risques en termes de contrainte pour forcer à améliorer la qualité et réduire les coûts), résoudraient ces problèmes. Il s'agit, en outre, pour dynamiser le système, de s'appuyer sur les couches qualifiées brimées antérieurement par le règne de ceux qui restaient en poste jusqu'à leur mort naturelle (et la médecine a fait des progrès pour la nomenklatura...). La réforme des grilles salariales, et l'appel aux compétents par la procédure des candidatures, s'accompagnent d'un élargissement des marges d'initiative privée.

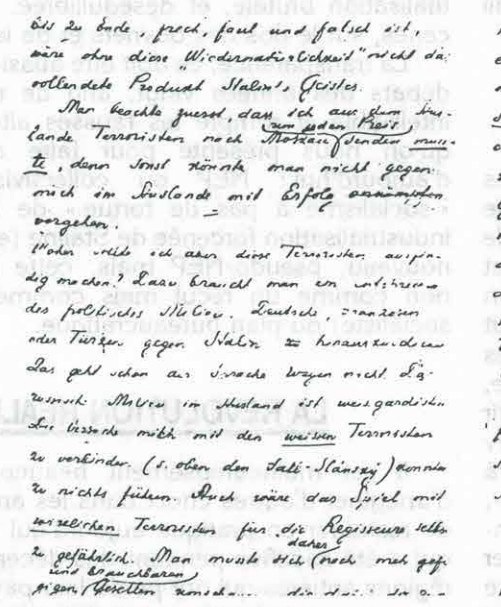
Les obstacles rencontrés expliquent la dynamique politique des réformes gorbatcheviennes : on ne peut briser le conservatisme sans une certaine mobilisation « en bas ». Et c'est pourquoi il faut trouver des lieux (qu'en haut on espère contrôlables) d'expression de cette initiative : revitaliser le rôle des soviets, introduire une certaine autogestion, accepter (plus ou moins) les Fronts populaires nationaux et (également plus ou moins) les associations informelles qui ont proliféré depuis deux ans. La purge actuelle de l'appareil économique du parti — et des relais conservateurs d'en haut — doit encourager l'initiative et si possible redorer le blason d'un parti auquel on attribue toujours le « rôle dirigeant » d'un parti unique... Il faut en même temps s'engager vers un Etat de droit pour protéger l'initiative privée contre l'arbitraire bureaucratique (le passé pèse : pourquoi prendre des risques si les retournements bureaucratiques demeurent menaçants ?), et protéger les bureaucrates contre les initiatives intempestives.

Mais tant que tout reste politique — en l'absence du règne du marché, tout est décidé « en haut » —, chaque mouvement d'en bas est terriblement dangereux : la moindre revendication sur les prix ou sur l'accès à l'enseignement a une dynamique de contestation du pouvoir. Voilà la fonction fondamentale de la réforme marchande : émousser les conflits (les tourner vers des cibles locales, ou les confronter à des « lois anonymes » du marché), élargir les marges de

manœuvre bureaucratique, remplacer les privilèges trop visibles de fonction par ceux de l'argent, et les ordres par la dictature de la « main invisible » du marché... Bref, rendre tolérable l'initiative dans un système bureaucratique. Les charmes discrets de la bourgeoisie ne cessent de ravir ceux qui, au Kremlin, apprécient l'élégance du beau monde et méprisent tout ce qui est inculte. Mais dont le règne a la fragilité d'une nomination politique. Un rêve hante tous les bureaucrates de ce type à l'Est : fonder leur pouvoir sur le libéralisme marchand. Le syndrome yougoslave le transforme en cauchemar...

ET LE SAUCISSON ?

La distance entre les épopées de la glasnost et la vie quotidienne des soviétiques est là, dans les questions simples lancées à Gorbatchev lors de ses tournées : *« Et le saucisson ? »* Les blagues sont de



Ecrit de Trotsky en allemand.

bonnes synthèses du climat, en voici deux significatives :

Un citoyen entre dans un bar et demande une bière.

— *C'est un rouble*, lui dit le barman.

— *Quoi ? Un rouble ! Mais c'était cinquante kopecks avant.*

— *Oui, mais maintenant, tu as le droit à la glasnost et à la perestroïka.*

— *Bon, bon, ça va*, dit-il en donnant son rouble. Le barman revient de la caisse et lui tend cinquante kopecks.

— *Qu'est-ce que c'est ? Pourquoi me rends-tu cinquante kopecks ?*

— *Parce que maintenant tu as la glasnost et la perestroika, mais il n'y a plus de bière...*

Une seconde histoire porte sur les coopératives. Elle est brève :

— *Veux-tu savoir ce qu'est une coopérative ?*

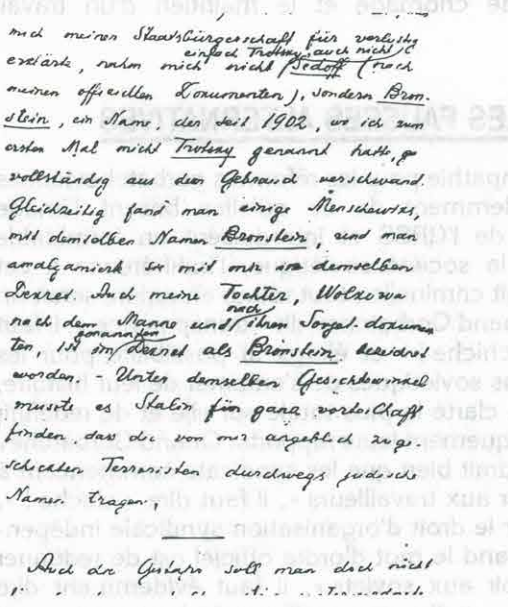
— *Oui.*

— *Alors donne moi dix roubles...*

La hausse des prix — sans améliorer les approvisionnements —, voilà la réalité prédominante à l'heure actuelle. Les produits d'Etat sont achetés par les coopérateurs à bas prix, puis revendus plus cher. Le trafic et la corruption sont plus visibles. La mafia s'empare des offres d'enrichissement privé pour tout simplement « blanchir » ses gains frauduleux de l'époque antérieure et opérer des rackets au détriment des coopérateurs. Le paiement des services de santé légalise les bakchichs sur une échelle nouvelle. Les réformes se font dans le sens d'une baisse des salaires ouvriers (par les réajustements de qualification) et d'une hausse des prix, sans guère changer l'approvisionnement, sinon l'aggraver.

UN VERITABLE ENJEU POLITIQUE

Voici comment l'économiste G. Popov, gorbatchévien assez populaire à Moscou, résumait la



situation dans une interview pour *Ogoniok* (n° 18, Avril 1988) :

G. Popov : *« Le sort de la perestroïka n'est pas encore joué. Il dépend du camp que choisiront les travailleurs qui sont actuellement sur une position neutre. »*

Le journaliste (V. Vyjoutovitch) : *« Pour le moment, tout porte à croire que l'appareil a pas mal de chances de les attirer de son côté. Sa variante (de perestroïka) repose sur un rythme lent de la perestroïka avec lequel on peut se permettre de conserver les tendances égalitaristes dans la rémunération du travail, en rassurant ceux qui ont prix l'habitude de travailler à la va-comme-je-te-pousse. Des décennies de stagnation ont tout simplement désappris aux gens de travailler dur. Il s'est formé tout une couche de demi-spécialistes, de dilettantes et même carrément de bousilleurs. »*

G. Popov : « *C'est bien là que réside la principale contradiction de la variante révolutionnaire et démocratique de la perestroïka. D'un côté, elle exige des différences sensibles au niveau de la rémunération pour stimuler les meilleurs. De l'autre, pour réussir, elle doit attirer à elle la majorité, c'est-à-dire ceux à qui non seulement elle ne promet pas d'argent en sus du travail, mais au contraire un travail plus dur pour le même salaire. Qu'est-ce qui permet de sortir de cette contradiction ? Eh bien le fait que le sens des responsabilités ne se forme pas seulement au niveau économique. Et si nous ne pouvons pas pour le moment promettre à la masse des travailleurs moyens une augmentation fabuleuse de leur salaire, nous avons les moyens de créer une situation où ils se sentiront responsables. Cette situation, c'est la démocratie politique qui l'amène* (...) »

Cela n'est vrai que si la démocratie politique en question est suffisante pour rendre crédible l'appel à l'initiative ouvrière, c'est-à-dire si elle est aussi démocratie économique, ce qui est contradictoire avec la menace de chômage et le maintien d'un travail aliéné.

LES FAUSSES ALTERNATIVES

La sympathie pour les réformes gorbatcheviennes vient évidemment de ce qu'elles brisent l'image agressive de l'URSS et introduisent un formidable dégel de la société soviétique, l'indifférence à cet égard serait criminelle : tout retour en arrière serait un drame. Quand Gorbatchev dit « transparence », il faut lui dire « chiche ! » et élargir la possibilité pour les populations soviétiques de s'emparer de leur histoire, d'exiger la clarté la plus totale sur elle et de redéfinir démocratiquement leurs rapports. Quand Gorbatchev dit « il faudrait bien que les syndicats commencent à s'intéresser aux travailleurs », il faut dire « chiche ! », et soutenir le droit d'organisation syndicale indépendante. Quand le mot d'ordre officiel est de redonner « le pouvoir aux soviets », il faut évidemment dire « chiche ! » et discuter quelles sont les mesures qui peuvent rendre un tel mot d'ordre effectif : la séparation du parti et de l'Etat, le pluralisme réel des choix.

Mais il ne faut pas accepter le terrorisme qui cache ses choix sociaux derrière les arguments de la « realpolitik » (pas de gauchisme) ou des « lois objectives du marché », ou qui voudrait nous imposer une fausse alternative : plan bureaucratique ou marché, en proclamant ce dernier socialiste comme il le faisait pour le premier hier.

Soyons clairs : nous n'avons pas dans notre poche et on ne trouvera pas chez Marx les réponses toutes faites aux impasses de la planification bureaucratique. On peut même affirmer que les marxistes révolutionnaires ont beaucoup à en apprendre ainsi que des réformes tentées. La transition au socialisme est manifestement plus compliquée qu'elle pouvait apparaître dans les textes classiques, et l'idée que la démocratie directe pourrait tout décider et résoudre est évidemment naïve. Les bolcheviks n'avaient aucune idée de la façon d'organiser l'économie de la société postcapitaliste. Dans un premier temps, l'hypothèse qu'on pourrait se passer de marché marquait les consciences. L'idée que la planification pourrait fonctionner comme une simple machine s'est aussi combinée à l'autre vision fausse d'un Etat ouvrier qui dominerait les monopoles capitalistes pour la meilleure satisfaction du prolétariat. La bureaucratie était absente des textes de Préobrajensky des années vingt, portant sur la « loi d'accumulation socialiste primitive » qu'il voulait découvrir.

Bref, heureusement, il est possible d'apprendre de l'expérience. Mais on a quelques points d'appuis et pas des moindres. Trotsky ne s'est pas contenté de dire « A bas la bureaucratie ! ». Il s'est élevé contre la collectivisation forcée, la socialisation de l'agriculture aurait dû évidemment passer par l'association libre de coopérateurs. Il s'est opposé à la vision naïve d'une NEP (Nouvelle politique économique faisant appel au marché) qui assurerait spontanément la résorption des conflits avec les paysans riches. Mais il avait proposé une NEP un an avant que cela ne soit finalement décidé, et il s'est évidemment élevé contre la « liquidation physique des koulaks », contre l'industrialisation brutale, et déséquilibrée, à rythmes forcenés, sur le dos des ouvriers et de leurs besoins.

La transparence, ce doit être aussi le retour sur les débats des années vingt, afin de rendre l'histoire intelligible et rompre les fausses alternatives d'hier qu'on nous présente pour faire accepter celles d'aujourd'hui : NEP ou collectivisation forcée ; « socialisme à pas de tortue » de Boukharine ou industrialisation forcenée de Staline (et, aujourd'hui à nouveau, pseudo-NEP mais, cette fois, présentée non comme un recul mais comme une avancée socialiste) ou plan bureaucratique.

LA REVOLUTION REALISTE

Il est malheureusement beaucoup plus facile d'imaginer d'autres choix dans les années vingt que de restaurer en pratique aujourd'hui une agriculture qui a été sacrifiée pendant des décennies, avec des régions entières qui ont perdu leur paysannerie, avec un pays privé de son savoir-faire paysan, avec des campagnes sans infrastructures culturelles, matérielles, sociales dignes d'attirer des populations jeunes, avec des transports et des moyens de conservation alimentaire dramatiquement sous-développés... L'appel à l'initiative et au démantèlement de kholkhozes bureaucratiques ne suffiront malheureusement pas à résorber aisément le drame de la collectivisation forcée, du gigantisme bureaucratique, des ordres absurdes dont l'agriculture soviétique a pâti, sans parler des dégâts écologiques.

Mais les résistances sociales aux réformes, d'une part, le drame de la crise yougoslave actuelle et les impasses des réformes hongroises, d'autre part, doivent aider à poser des jalons pour ne pas reproduire les mêmes pseudo-réponses aux impasses de la planification bureaucratique [1]. Encore faut-il pouvoir en tirer le bilan au lieu d'imposer les mêmes réformes. La seule chance d'une victoire radicale contre les conservateurs, c'est une glasnost dont les travailleurs pourraient s'emparer pour redéfinir la perestroïka, la réforme économique, en s'appuyant à la fois sur la responsabilité de chacun(e) et la solidarité de

tou(te)s. Encore faut-il un véritable droit d'expression et d'organisation de chaque communauté pour défendre son point de vue, le confronter à celui des autres, et faire des choix en présence de projets d'ensemble alternatifs.

Le socialisme est à inventer en tant que système économique réellement existant. Mais la source nouvelle de productivité qu'il peut proposer à l'humanité est le plein épanouissement des savoir-faire des « producteurs associés », avec comme stimulant matériel la transformation de la nature du travail, le développement du temps de loisir. Il est irréaliste de croire que cette source de productivité pourrait naître de gains fragiles et de responsabilités pour quelques-uns sur le dos de la masse des exclus, ou encore de l'esprit d'entreprise à la mode bourgeoise : si tel est le cas, alors autant le repli sur la défense des acquis, si peu satisfaisants soient-ils.

Les gâchis de la crise capitaliste sont tout aussi colossaux que ceux du bureaucratisme. Sauf que les critères marchands dominants mesurent le chômage non pas comme un gâchis, mais comme le pendant nécessaire de l'« efficacité » et de la « productivité » (plus l'on comprime les effectifs, meilleur on est) ; et de surcroît à la condition qu'il n'y ait pas trop d'allocations... Il s'agit aujourd'hui en URSS et dans le monde de balayer l'idée absurde selon laquelle une société qui veut abolir l'exploitation et l'aliénation du travail en assurant le plein-emploi, résorber les inégalités sociales (pas les différences !), assurer le contrôle des grands choix d'avenir par les communautés directement concernées, pourrait emprunter au capitalisme ses recettes de productivité et d'efficacité... Le socialisme ne se construira que consciemment en tant qu'objectif émancipateur international. C'est la réhabilitation d'un tel objectif qui est l'enjeu des bouleversements à l'œuvre en URSS.

LE MECANISME DE FREINAGE

Pr ANATOLI BOUTENKO

« *(...)* Lorsque des excroissances de bureaucratisme commencèrent à apparaître dans le développement de l'Etat soviétique, Lénine notait que les défigurations bureaucratiques dans l'Etat socialiste obligent le prolétariat à défendre son Etat et de se défendre contre son Etat. Cependant, après la mort de Lénine, la classe ouvrière, les travailleurs, n'ont pas réussi à trouver des moyens garantissant la protection de leurs intérêts contre le pouvoir croissant de l'Etat qui renforçait sans cesse ses traits administratifs bureaucratiques et s'élevait de plus en plus au-dessus des travailleurs.

« Il est difficile d'affirmer que le système politique de l'époque du culte de Staline, avec ses répressions massives, son anti-humanisme et ses approches technocratiques représentait le pouvoir politique de la classe ouvrière et de ses alliés. Il serait blasphématoire, en général, d'affirmer que le pouvoir de la classe ouvrière était capable d'une telle chose. Il serait beaucoup plus juste de considérer qu'il y avait usurpation de la domination de classe par Staline avec toutes ses altérations, déformations et politicailleries basée sur la non-coincidence des intérêts des ouvriers, des paysans et des employés.

« Ce système anéantissait toute initiative sociale et toute activité politique dans le plus épais de masses. N'est-ce pas là que prend racine la passivité croissante de ceux qui ont été capables d'accomplir le tournant révolutionnaire le plus radical ?

« De cette façon, en examinant le mécanisme de freinage en tant que source du phénomène, on peut affirmer ce qui suit. Le mécanisme de freinage est le produit du mécanisme d'usurpation administrative bureaucratique de la domination de classe, mécanisme qui s'est constitué dans la société, avec toutes les déformations du système économique et politique ainsi que de l'idéologie et de la psychologie qui lui sont propres.

« Il en découle que personne n'a sciemment aspiré à retenir le développement de la société socialiste, personne n'a spécialement construit de mécanisme de freinage, mais c'est le système politique assurant le pouvoir despotique de Staline et de son entourage qui a été sciemment constitué. Ce système politique a créé et formé un mécanisme de direction politique et économique conforme à ses objectifs : renforcer l'usurpation administrative bureaucratique du pouvoir de classe, et ce mécanisme est devenu un mécanisme de freinage. *(...)*

« Cela ne se fait pas d'un coup, c'est pourquoi ce serait une erreur que de supposer qu'il suffit de « rajeunir » le corps des dirigeants pour que la restructuration fournisse ses résultats. Il faut encore avoir une conception réfléchie de la restructuration de toutes les sphères de la vie sociale. *(...)*

« Les changements et les réformes tracés par le parti permettront de réaliser l'idéal socialiste dans la socialisation des moyens de production, dans l'affirmation de l'économie socialiste, dans la réalisation de la propriété socialiste.

« Dans la politique, la restructuration signifie un tournant résolu vers un pouvoir populaire réel et non déclaratif.

« Il ne s'agit pas seulement de l'élargissement sans précédent des droits et des libertés des citoyens, de la transparence sans cesse croissante qui permettent aux travailleurs eux-mêmes d'avoir leur opinion sur les questions conformes, de la critique et de l'autocritique efficaces, du contrôle de l'activité des autorités par les masses, mais de la retructuration de tout le système politique de la société.

« Il est indispensable de renverser cette pyramide, de placer tous les fonctionnaires sans exception sous le contrôle des masses. De cette façon, tout le système de pouvoir politique devra graduellement être transformé en "pouvoir du peuple par l'intermédiaire du peuple" (Marx), c'est-à-dire en système d'autogestion socialiste du peuple, lorsque tout est accompli non seulement dans l'intérêt des travailleurs, mais aussi de par la volonté des travailleurs eux-mêmes.

« C'est seulement après avoir réalisé ces tâches, et de nombreuses autres, de la restructuration qu'il sera possible de dire que le mécanisme de freinage est détruit, qu'un mécanisme d'accélération s'est affirmé à sa place, que la société soviétique s'est engagée dans une nouvelle phase, celle de la progression graduelle vers le communisme. »

* Extraits des *Nouvelles de Moscou*, « Le mécanisme de freinage : que représente-t-il et comment lutter contre lui ? », par le professeur Anatoli Boutenko, docteur d'Etat ès-sciences philosophiques.

70 ANS DE MYTHE SOCIALISTE

YOURI AFANASSIEV

« Pour porter un jugement de valeur sur le passé de l'URSS, nous devons concevoir ce passé comme un objet historique cohérent, et non lui appliquer la méthode puérile où l'on examine "d'une part" les répressions de masse et les crimes, et « d'autre part » l'enthousiasme et les records. Répressions et enthousiasme avaient en fait une racine commune et constituaient une réalité historique indivisible. *(...)*

« Le problème principal consiste en deux interrogations :

a) Staline et ses successeurs ont-ils, malgré tout, réussi à édifier, même incomplètement, une société socialiste ?

b) Existait-il une alternative historique au "socialisme stalinien".

« Si on répond à cette question par la négative, il faut admettre qu'en proposant la NEP "pour de bon et pour longtemps", Lénine commettait une erreur tragique puisqu'une dictature sanglante était le seul aboutissement possible d'Octobre. *(...)*

« En dépit d'immenses sacrifices, il me semble que nous n'avons pas réussi à édifier un socialisme tel que le concevaient Lénine et la vieille garde léniniste des années vingt. D'où la nécessité d'une reconstruction révolutionnaire, c'est-à-dire structurelle et en profondeur.

« Quant à la voie contre-révolutionnaire suivie par Staline et son énorme appareil, elle n'était ni justifiée ni historiquement indispensable. La perestroïka peut donc s'appuyer sur d'autres possibilités — alors refusées et inexploitées —, mais que le pays recèle toujours dans les domaines économique, politique, juridique et socio-psychologique.

« Toutes choses qui permettent de revivifier les principes léninistes et de les mettre en pratique dans une conjoncture nouvelle. Conjoncture à la fois plus favorable qu'elle ne l'était à la fin des années vingt et au début des années trente, et également beaucoup plus difficile. En effet, le danger que nous courons n'est plus simplement celui de voir se former un "socialisme" de caserne, inhumain comme ce fut alors le cas. Ce que nous devons surmonter aujourd'hui, ce sont les conséquences du long règne de ce système, alors même que ses bases existent toujours et ne sont pas prêtes à céder volontairement la place à un socialisme authentique — c'est-à-dire démocratique. *(...)*

« Je n'estime pas, pour ma part, que notre société soit socialiste, pas même "socialiste déformée". Car ces "déformations" imprègnent tous les domaines de la société et affectent le système politique, les rapports de production et tous les fondements vitaux.

« Une telle conclusion ne condamne pas à l'impuissance politique. Aussi amère et terrible soit-elle, ce n'est qu'à partir d'elle que nous pourrons nous libérer des demi-vérités de la propagande. Elle est la condition pour que nous trouvions en nous *(...)* les forces nécessaires pour entreprendre l'approche théorique et la démarche tactique qui nous remettront sur la voie socialiste.

« Ce n'est qu'à cette condition que nous hausserons notre intelligence et notre volonté à un niveau de sérieux et de réalisme à la mesure d'une perestroïka vraiment révolutionnaire.

« Si, à l'inverse, nous nous réfugions, par intérêt ou par naïveté, dans des demi-vérités rassurantes, nous aboutirons à des demi-mesures puis à l'effondrement définitif de nos tentatives de nous arracher de l'effroyable impasse historique où nous nous trouvons. *(...)*

« "Nous sommes obligés d'admettre, disait Lénine en 1923, que notre conception du socialisme doit être radicalement modifiée." Dans son article, P. Kouznetov * préfère parler de "correction par la pratique" et de "réinterprétation" des conceptions anciennes, c'est-à-dire celle du communisme de guerre. Or Lénine, malade, a tout juste pu commencer à réfléchir sur l'aspect politique de cette "modification radicale". Quant à la situation où nous ont mis Staline et Brejnev, Vladimir Illich n'aurait même pas pu l'imaginer dans un mauvais rêve. J'affirme donc, contre Kouznetov, que la théorie du socialisme valable pour aujourd'hui doit être reconstruite entièrement. Certes, avec l'aide de Lénine, mais non pas uniquement extraite de ses œuvres. *(...)*

« Avec tout le respect que je leur dois, je m'adresse à nos éminents dirigeants politiques et à nos idéologues afin qu'ils m'expliquent certaines déclarations récentes. Ces temps derniers, les forces hostiles à la perestroïka ont-elles, oui ou non, porté à un niveau supérieur leur résistance et leur défi, ainsi que le constatait l'éditorial de *la Pravda* du 5 avril ? Ou bien nos soupçons à ce sujet ne sont-ils qu'un ragot inspiré de l'étranger par nos adversaires ?

« Question annexe : y a-t-il chez nous des divergences de principe ? Ceux qui répondent négativement et affirment dans la foulée ne pas voir que la perestroïka est soumise à des menaces croissantes prouvent éloquemment l'existence de ces divergences et de ces menaces. En effet, leurs propositions s'inscrivent radicalement en faux contre cet article de *la Pravda*. Les menaces dont je parle ne sont pas celles que fait courir à la perestroïka Nina Andreeva et sa lettre, mais viennent de tous ceux qui se tenaient derrière sa modeste personne de professeur de chimie. Ils ont transformé sa lettre en instructions auxquelles se sont empressés d'obéir une bonne trentaine de comités régionaux du PCUS. *(...)*

« Après soixante-dix ans de ce que certains appellent une marche vers le socialisme sous l'égide des principes léninistes, je constate qu'on en est revenu, en 1988, au système des cartes de rationnement et que le saucisson constitue toujours un ingrédient obligé des rêves du citoyen de la Russie profonde. Certes, comme l'écrit Kouznetov, "nous faisons notre apprentissage de la démocratie", mais trente-cinq ans après la mort de Staline, notre apprentissage me fait penser à des cancres de quinze ans qui en seraient encore au cours élémentaire. Et s'il fallait leur donner une note, ce serait tout juste la moyenne.

« Après de tels constats, j'aurais plutôt honte de discourir *[comme le fait Kouznetov]* sur cette marche triomphale que ses "inconséquences obligées" et ses "déformations" n'auraient pas déviée de son but !

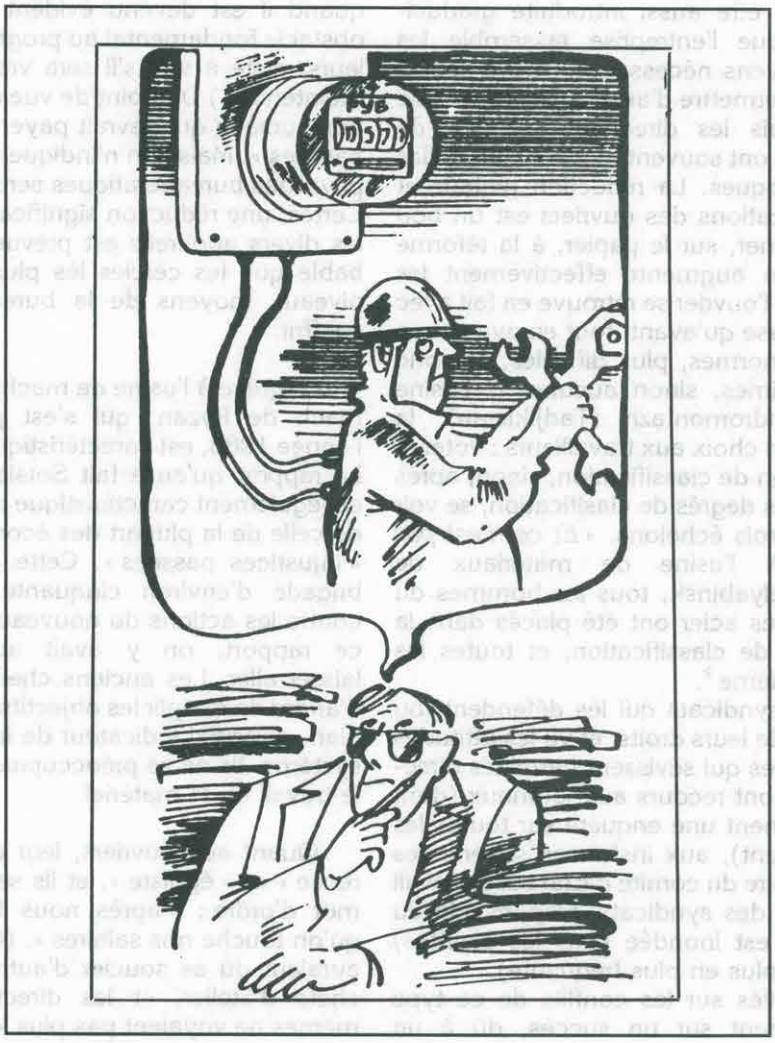
« Ou bien nous transformons radicalement le pays et y édifions, en rupture complète avec le passé, une société florissante, ou bien nous continuons à disserter doctement sur les "inconséquences" d'un socialisme sans liberté et sans beurre sur le pain. Mais l'histoire nous laissera-t-elle encore beaucoup de temps pour nous livrer à cette captivante casuistique ? Il faut se rendre à l'évidence : l'héritage est "globalement négatif". Il faut oser le dire et revivifier les principes léninistes, trahis depuis très longtemps alors qu'ils auraient pu ne pas l'être.

* Historien pro-stalinien à l'article duquel (« Questions à un historien », *la Pravda* du 25 juin) répond celui d'Afanassiev.

★ Youri Afanassiev est historien, directeur des archives de la révolution russe, chef de file du mouvement pour la rénovation de l'histoire de l'Etat soviétique. Cet article est traduit de *la Pravda* du 26 juillet 1988.

CONFLITS DU TRAVAIL EN URSS

DAVID SEPPO



Le texte qui suit est extrait d'un article intitulé « Les relations de travail sous la réforme économique soviétique ; une analyse provisoire ». Après avoir étudié les relations du travail sous l'ère Brejnev, David Seppo analyse les nouvelles données liées aux réformes gorbatcheviennes.

Un examen des différents types de conflits est en mesure de donner une idée concrète de la situation actuelle dans les entreprises.

Une des causes les plus communes de conflits réside dans l'application arbitraire et illégale de la réforme des salaires. Un groupe d'électriciens de l'usine d'assemblage Simsk (province de Tcheryabinsk) s'est plaint au journal syndical *Trud* de la façon dont la direction avait introduit la réforme salariale. Elle avait d'abord convoqué une réunion des ouvriers, mais *« pas pour discuter des moyens d'augmenter la productivité, d'économiser le travail etc., mais pour obtenir l'approbation formelle d'un changement qui avait déjà été décidé sans notre participation »*. En fait, le directeur a annoncé une réduction globale des primes de 20 % et la rétrogradation de tous les ouvriers à des classifications inférieures. Il signifia à tous ceux qui n'étaient pas d'accord qu'ils n'avaient qu'à chercher du travail ailleurs : *« Est-ce que l'administration pense vraiment*, conclut la lettre, *qu'elle peut faire passer cette farce pour de la restructuration*[1] *? »*

LA REFORME DES SALAIRES

La réforme des salaires doit en principe être introduite en consultation étroite avec le collectif des travailleurs. Elle doit être aussi introduite graduellement, à mesure que l'entreprise rassemble les conditions et les moyens nécessaires, en particulier ceux qui pourraient permettre d'augmenter le taux de salaire de base. Mais les directeurs, pressés de montrer des résultats, ont souvent recours aux vieilles méthodes bureaucratiques. La réduction globale et arbitraire des classifications des ouvriers est un bon moyen de se conformer, sur le papier, à la réforme salariale : la direction augmente effectivement les taux de salaires, mais l'ouvrier se retrouve en fait avec le même salaire de base qu'avant, tout en ayant à se plier à de nouvelles normes, plus difficiles, et donc touche moins de primes, sinon aucune. A l'usine d'assemblage de Gidromontazh (Tadjikistan), la direction a proposé un choix aux travailleurs : voter la réduction d'un échelon de classification, sinon, après un examen formel des degrés de clasification, se voir réduire de deux ou trois échelons. *« Et ce n'est pas une exception. »* A l'usine de matériaux de construction de Tchelyabinsk, tous les hommes du département garnitures acier ont été placés dans la cinquième catégorie de classification, et toutes les femmes dans la troisième [2].

En l'absence de syndicats qui les défendent, ou même les informent de leurs droits, et vu les attitudes et pratiques autoritaires qui sévissent parmi les directeurs, les travailleurs ont recours aux journaux (dont la loi exige qu'ils mènent une enquête sur toutes les plaintes qu'ils reçoivent), aux instances supérieures (la commission paritaire du comité d'Etat sur le travail et du conseil central des syndicats, responsable du suivi de la réforme, est inondée sous les plaintes) et/ou à la grève (de plus en plus fréquente).

Les rapports publiés sur les conflits de ce type concluent généralement sur un succès, dû à un réexamen soigneux et différencié des niveaux de qualification. Nous ne connaissons pas la fréquence réelle de ce type de solutions. Mais nous savons que de nombreux travailleurs restent insatisfaits. Car, même après réexamen soigneux et différencié des niveaux de qualification, un pourcentage significatif des travailleurs se retrouvent avec une réduction de leur qualification. La réforme s'efforce de mettre fin à la pratique, commune sous l'ancien système, d'attribuer à des travailleurs des niveaux de qualification plus élevés que leurs qualifications réelles. C'était là un moyen d'attirer et de maintenir sur place une force de travail dont la pénurie est connue. Désormais, on demande à ces travailleurs d'accepter des réductions de salaires parce que ces « injustices passées » ne peuvent plus être tolérées dans le nouveau système réformé. Mais, aux yeux des ouvriers, la véritable injustice est cette tentative de leur faire payer des pratiques anciennes au regard desquelles ils n'ont aucune responsabilité : personne ne leur a jamais demandé leur avis sur quoi que ce soit. Au contraire, ces pratiques existaient pour que le régime n'ait pas à demander aux travailleurs leur avis sur quoi que ce soit. Plus généralement, ces « injustices passées » sont une conséquence du système de planification et de gestion, qui a d'abord été établi en conformité avec les intérêts de la bureaucratie. Et qui, par la suite, n'a pas été réformé, toujours en conformité avec ces intérêts bureaucratiques, même quand il est devenu évident qu'il était devenu un obstacle fondamental au progrès économique. (D'ailleurs, reste à voir s'il sera vraiment réformé, même maintenant.) Du point de vue des travailleurs, c'est la bureaucratie qui devrait payer le prix des « injustices passées ». Mais rien n'indique jusqu'à présent que les privilèges bureaucratiques seront réduits ou éliminés. Certes, une réduction significative du personnel dans les divers appareils est prévue, mais il est peu probable que les cercles les plus élevés, et même les niveaux moyens de la bureaucratie, auront à en souffrir.

La grève à l'usine de machines agricoles Ryazsel'mach de Ryzan, qui s'est produite au début de l'année 1988, est caractéristique de ce type de conflit. Le rapport qu'en a fait Sotsialischeskaya industriya est également caractéristique de l'attitude officielle (et de celle de la plupart des économistes) à l'égard des « injustices passées ». Cette grève a concerné une brigade d'environ cinquante soudeurs électriques contre les actions du nouveau chef d'atelier. D'après ce rapport, on y avait auparavent pratiqué le laisser-aller. Les anciens chefs d'atelier s'efforçaient d'abord de remplir les objectifs de production bruts du plan, principal indicateur de la réussite sous l'ancien système. Ils ne se préoccupaient guère d'économiser le travail ou le matériel.

Quant aux ouvriers, leur attitude était « accapareuse » et « égoïste », et ils se comportaient selon le mot d'ordre : « après nous le déluge du moment qu'on touche nos salaires ». (On ne nous dit pas s'ils auraient dû se soucier d'autre chose, alors que les chefs d'atelier, et les directeurs au-dessus, eux-mêmes ne voyaient pas plus loin que leurs salaires et

les intérêts de leur carrière personnelle ; et quand les ouvriers n'avaient pas leur mot à dire sur la façon dont l'entreprise était gérée et de fait aucun intérêt matériel à la contribution véritable de l'entreprise à l'économie, d'ailleurs ils n'avaient pas plus leur mot à dire sur la distribution.) La discipline était molle, poursuit le rapport, et les salaires ne correspondaient pas au travail effectué (selon quels critères ?) ; les normes étaient faciles.

L'origine de cette situation remontait à plusieurs années, quand l'atelier avait été créé et qu'il était difficile de trouver de la main-d'œuvre. Ces normes faciles étaient aussi un moyen de compenser les pertes inévitables que subissaient les ouvriers en raison des difficultés d'installation et de maîtrise des nouvelles techniques. Ces conditions n'existaient plus. Cependant, en raison de la persistance du rythme chaotique de la production de l'atelier (on ne nous dit pas qui blâmer pour cet état de chose ; mais, comme nous le verrons, ce n'est certainement pas les ouvriers), des sommes importantes devaient être payées en heures supplémentaires et autres « primes à l'intéressement ». *« Ce sont surtout des jeunes ouvriers*, note tristement un "vétéran du travail", *mais voyez comme l'argent facile les a déjà corrompus. Même ceux qui lambinent touchent plus ici que les soudeurs expérimentés ailleurs. »* Telles étaient les tristes conséquences de ce type « d'accord » entre ouvriers et direction. Cela, déclare le rapport, est devenu inacceptable sous le nouveau régime de comptabilisation des coûts.

Le nouveau chef d'atelier s'est immédiatement attelé à « introduire l'ordre avec une main ferme ». Parce qu'ils n'avaient pas satisfait une série d'indicateurs du plan en juin et juillet, les soudeurs ont été privés de leurs primes par deux fois, bien qu'ils aient largement dépassé les normes de production. *« Etant accoutumés à "l'indulgence", les soudeurs ont réagi à la sanction avec une "sensibilité excessive" et averti le chef d'atelier que, s'il ne cessait pas d'être aussi strict, il pouvait s'attendre à une réaction vigoureuse. Le syndicat n'a joué aucun rôle dans toute cette affaire, les travailleurs ont agi avec leurs propres dirigeants informels. Le chef d'atelier espérait qu'au moins les huit communistes parmi les ouvriers le soutiendraient. Mais — las ! —, "pour eux aussi la charité commence apparemment par soi-même". A mesure que le chef d'atelier augmentait la pression, les ouvriers ont engagé une grève des cadences, arrêtant même les machines par deux fois pour tenir des réunions. C'est alors que le chef d'atelier a donné des ordres "draconiens" (on ne nous dit pas leur contenu spécifique), assorti de nombreuses punitions sévères, auxquelles les ouvriers ont répondu en arrêtant le travail. »*

D'après le rapport, la réaction dans le reste de l'usine a été mitigée. *« Certains condamnaient la brigade fermement. D'autres, au contraire, la soutenaient. Un autre groupe encore refusait de croire qu'une telle chose avait pu se produire. Un quatrième groupe (le personnel de gestion ?) se gaussait ouvertement : maintenant ils vont voir ce qu'il leur en coûte de jouer à la démocratie. »* Le collectif de travail et le conseil syndical ont condamné la grève et menacé de disperser la brigade si la grève se renouvelait. Les deux dirigeants ouvriers les plus actifs ont été exclus du syndicat pour un an. Ce qui leur a causé, entre autres choses, la perte d'importants avantages sociaux. La direction reçut l'ordre de mettre enfin les normes en conformité avec les dépenses de travail réelles exigées par la technologie. L'article conclut sur une note philosophique : les vrais perdants ont été la perestroïka et la démocratie. *« Même aujourd'hui la brigade estime qu'elle a été punie pour avoir tenté de résister à des diktats autoritaires. Et le chef d'atelier est certain que c'est comme cela qu'il faut introduire l'ordre aujourd'hui.*

Tiré de la revue *Eko*.

La confiance et l'esprit de collaboration ont été les principales victimes[3]. »

UN NOUVEAU CLIMAT

En général, dans la mesure où les ouvriers estiment qu'ils sont victimes d'une abrogation unilatérale d'accords anciens avec la direction, ils sont conduits à leur tour à abandonner l'attitude conciliatrice qu'ils avaient auparavent à l'égard des faiblesses et des infractions à la loi de la part de la direction. En même temps, la libéralisation du régime politique et la position officielle sur la démocratisation (même si elle ne se concrétise pas forcément) sont en train de créer graduellement un nouveau sentiment de ce qu'il est possible de réussir dans des conflits avec la direction. Ainsi, des conditions et des pratiques que les ouvriers acceptaient auparavent avec réticence deviennent maintenant l'objet de conflits ouverts. En mars 1988, plusieurs dizaines de conducteurs d'autobus d'une entreprise de transports de Saratov se sont mis en grève lorsqu'ils se sont rendus compte que leurs salaires de février étaient inférieurs à ce qu'ils recevaient normalement. Cela faisait suite à l'introduction de la réforme des salaires et de la comptabilisation des coûts. Lorsqu'ils se sont plaints, on leur a répondu que c'était à eux de gagner la différence. Ici, les travailleurs, déclare le rapport, s'étaient habitués au « nivellement » et au relâchement de la discipline de la part de la direction. Il est tout à fait notable que les travailleurs n'avaient pas été consultés à propos de ces changements. « *A quoi pouvait-on s'attendre*, a dit un conducteur, *s'ils nous parlent principalement d'en haut ? Personne ne se soucie de notre opinion et la direction fait ce qu'elle veut. Entre-temps, l'appareil administratif s'est incroyablement gonflé.* »

En réalité, le rapport note que la question salariale n'a été que l'étincelle qui a déclenché la grève. L'action unilatérale de la direction sur les salaires a favorisé l'explosion d'années d'insatisfaction réprimée à propos de la construction trop retardée d'un nouveau bâtiment, du manque d'espace, de la mauvaise ventilation et du mauvais éclairage dans le vieux bâtiment, de l'absence de modernisation de l'atelier de réparation, de la pénurie de pièces de rechange et de la mauvaise qualité des réparations. Une réunion du parti a blâmé la direction, le syndicat et l'organisation du parti pour avoir auparavent accepté l'indiscipline et le travail mal fait, et pour n'avoir pas préparé les travailleurs au passage à la comptabilisation des coûts. Il fut décidé d'organiser des élections à la direction à tous les niveaux, de préparer plus soigneusement le passage aux nouvelles normes, et de compenser le temps perdu en dehors des heures régulières, l'argent ainsi gagné devant être versé à la fondation des enfants (une œuvre de charité nationale)[4].

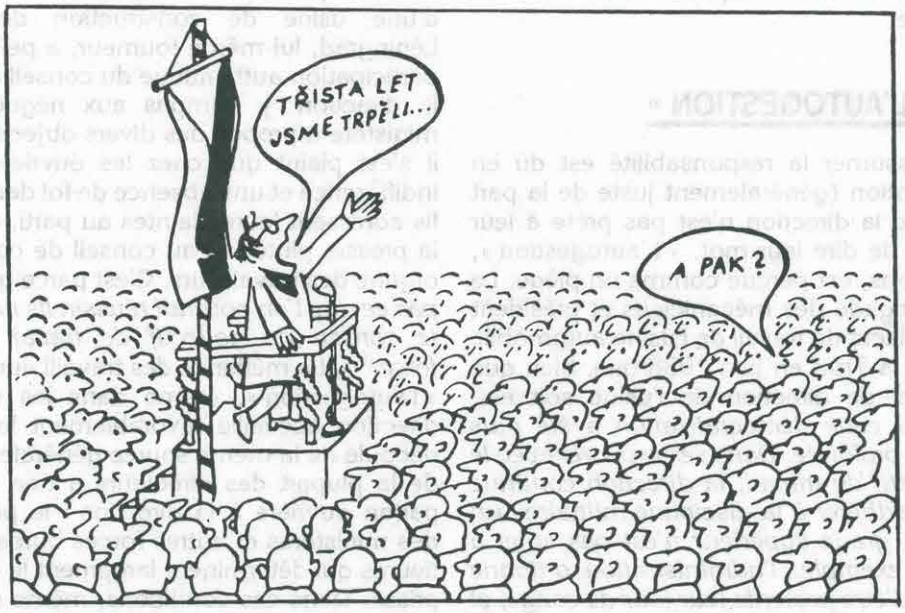
Les heures supplémentaires, et plus généralement le rythme chaotique de la production, avec ses longues périodes de temps morts suivis de coups de bourre, ont toujours constitué une source de mécontentement important pour les travailleurs du temps du « système de commandement » (sous Brejnev), qui s'avérait incapable d'assurer les livraisons régulières de matières premières et d'équipements aux entreprises. En Union soviétique, les heures supplémentaires ne sont pas toujours payées à des taux plus élevés, contrairement à la loi (les entreprises dépasseraient alors de loin leur enveloppe salariale), et même lorqu'elles le sont, ça ne compense pas toujours le salaire perdu durant les temps morts. Outre les salaires, l'irrégularité des heures de travail a des effets dévastateurs sur la vie des travailleurs. Néanmoins, les heures supplémentaires étaient plus ou moins acceptées par les travailleurs sous l'ancien système des relations du travail, et ce n'est que maintenant qu'elles deviennent une source de conflits ouverts.

LA GREVE DE YAROSALVL

En décembre 1987, une grève de sept jours a eu lieu à l'usine de moteurs diesels de Yarosalvl. L'administration avait organisé un horaire de travail pour 1988 qui exigeait une journée de travail de sept heures cinquante minutes et quinze « samedis noirs ». Cet horaire était semblable à ceux des autres années, que les ouvriers, tout en grommelant, avaient accepté comme inévitable. Cette année, en revanche, a été différente dans la mesure où les travailleurs ont tenu soixante réunions locales qui ont produit soixante résolutions appelant toutes à une journée de huit heures et seulement huit samedis. (La différence de dix minutes de la journée de travail était égale, sur un an, aux sept samedis supplémentaires prévus dans l'horaire de l'administration.) Néanmoins, le conseil du collectif de travail — présidé par le directeur en personne — a ratifié l'horaire de la direction avec seulement une voix contre. Le comité du syndicat a fait de même. Sans commentaires ! C'est alors que la grève a éclaté. Le lendemain, le directeur a rencontré les travailleurs assemblés dans la cour. Il a expliqué pourquoi les problèmes d'approvisionnement rendaient les quinze « samedis noirs » nécessaires. Mais des cris se sont élevés de la foule : « *Ça, c'est votre affaire !* » Le directeur a expliqué que la cafétéria ne pourrait pas servir tout le monde. La foule : « *Ça c'est votre affaire !* » Il a expliqué que les transports publics ne pourraient pas s'adapter à l'horaire des travailleurs et que l'entreprise devrait payer cent mille roubles de frais supplémentaires de transports. « *Ça c'est votre affaire !* » Les orateurs ouvriers ont dit au directeur qu'il avait eu une année pour préparer les conditions d'un horaire de travail normal mais qu'il n'avait rien fait. Quant à la question des transports, l'usine avait ses propres autobus qui ne servaient à rien le soir. Même l'intervention du vice-ministre n'a pas fait changer d'avis les travailleurs. « *Et quand sommes-nous censés nous reposer ?* », a demandé l'un d'eux. « *Et nos familles ?* » « *Vous dites que vous défendez nos intérêts ?*, interpella un autre ouvrier, *Vous pensez plus aux moteurs... Et nous sommes là à travailler jour et nuit à la fin du mois. C'est illégal !* » « *Mais vous êtes payés davantage pour cela* », répondit le directeur. « *Quoi ?*, répond un autre encore, *nous n'avons rien à faire au début du mois*

et ensuite, pour compenser nos pertes de salaires, on reçoit des primes. »

La réunion vote à l'unanimité pour l'horaire 8/8 des travailleurs. *« Une scission nette s'est produite »*, note le secrétaire du parti du district. *« Les travailleurs contre le directeur général, et il n'y a aucun tampon entre les deux. Le syndicat a continué à s'aligner sur la direction et a fait pression sur le dirigeant ouvrier informel, Makarov, pour qu'il accepte de faire des concessions. En vain. Makarov a expliqué : il ne s'agit pas seulement du repos. Quand nous disons une journée de huit heures, nous voulons dire une vraie journée de travail, sans temps morts. Aujourd'hui, le temps mort représente 9 % de la journée. La journée de huit heures est un moyen d'intéresser la direction à intensifier le travail. Telles que les choses sont maintenant, elle ne s'en soucie guère, puisqu'elle peut rattraper le temps perdu les jours où nous ne sommes pas censés travailler ».*



— Nous avons souffert trois cents ans...
— Et aujourd'hui ?

Le conseil du collectif de travail décida de convoquer une réunion des délégués ouvriers. La salle était comble. La direction expliqua que le plan ne pourrait pas être rempli avec l'horaire 8/8. Un ouvrier répondit qu'en travaillant moins le samedi on aurait plus de temps pour la maintenance de l'équipement qui est vieux et qu'on ne répare généralement qu'après qu'il soit tombé en panne et qu'il ait bloqué la production. Mais il y a aussi l'aspect social : *« Nombreux sont ceux qui lient la revendication de la journée de huit heures à leur foi dans la perestroïka. »* C'était une question de nouvelles méthodes de travail, de discipline, de renouvellement de la technologie.

La réunion a duré cinq heures. Le vote final a été de 359 voix, contre 296, en faveur de l'horaire de la direction. Il y a eu peu d'applaudissements, la plupart venant des premiers rangs (où siégeait la direction). Le journaliste s'aventure à suggérer qu'il est possible que la direction et le comité syndical aient exercé des pressions avant la réunion. Mais il est plus probable que c'est le patriotisme d'usine qui a emporté la décision. Après le vote, Makarov s'est levé pour proposer que l'assemblée amende la résolution dans le sens d'exiger une journée de huit heures en 1989. Un autre a réclamé la fin complète des samedis illégaux. Ces deux votes ont été unanimes [5].

Dans un sondage d'*Izvestia*, réalisé après la publication de cet article, 69 % des travailleurs interrogés ont approuvé le refus des « samedis noirs » des travailleurs de Yaroslavl, bien que la moitié d'entre eux aient été prêts à faire un compromis afin de réaliser le plan. Tous estimaient que la cause de la grève était l'insatisfaction par rapport à l'organisation du travail : le caractère irrégulier du procès de production, la qualité médiocre du matériel et des articles produits [6].

Cette grève démontre avec éclat que les travailleurs considèrent que c'est la direction (à tous les niveaux) qui est responsable du mauvais état de l'économie. C'est là une interprétation de la situation très différente de celle qui est généralement proposée par les sociologues, les directeurs et la presse, qui ont tendance à blâmer largement, sinon entièrement, l'indolence, l'indiscipline et la corruption des travailleurs. Mais lorsqu'on parle aux ouvriers on voit qu'ils se demandent sincèrement comment, vu les conditions (sur lesquelles ils n'ont encore aucun contrôle réel), ils pourraient travailler mieux. Ils disent volontiers qu'ils pourraient et même voudraient travailler plus intensément et plus consciencieusement si c'était possible et si cela signifiait un salaire décent. Ils disent que les directeurs blâment les ouvriers pour se couvrir. Par exemple, un contre-maître à l'usine de moteurs diesels explique : *« Un rythme de production régulier détermine tout le reste. Mais il n'existe pas. On travaille le samedi et le dimanche. Et puis il n'y a pas de travail le lundi. Dans ces conditions, cela n'a pas de sens de sanctionner des ouvriers pour des retards ou des absences, puisque les temps morts peuvent durer des jours entiers. »*

La grève à l'usine de moteurs diesels de Yaroslavl illustre la manière dont, jusqu'à présent, la pérestroïka, si elle a créé une certaine solidarité entre les travailleurs et la direction, a en même temps approfondi le fossé qui les sépare à un degré jamais atteint. Selon les mots du directeur de l'entreprise : *« L'essence de la perestroïka, selon laquelle il ne faut pas qu'il y ait "nous" et "eux", comme c'est le cas maintenant, mais que le collectif soit uni »*, n'a pas fait grande impression. Les organes d'autogestion prévus par la loi sur l'entreprise d'Etat n'étaient pas en place dans ce cas, comme d'ailleurs dans la plupart des entreprises. A l'usine des moteurs diesels, le conseil du collectif de travail, présidé par le directeur lui-même (et le comité syndical aussi) ne représentait pas les travailleurs et était clairement un instrument de la direction qui pensait qu'elle pourrait continuer à gérer selon le vieux style autoritaire. Les travailleurs avaient une autre idée en tête, mais ils ont exercé leur pouvoir en défense de leurs intérêts contre la direction, refusant toute responsabilité dans la gestion de l'usine.

« L'AUTOGESTION »

Ce refus d'assumer la responsabilité est dû en partie à la perception (généralement juste de la part des ouvriers) que la direction n'est pas prête à leur accorder le droit de dire leur mot. « L'autogestion », dans ces conditions, est perçue comme un piège. Le dirigeant de la brigade des mécaniciens et président du conseil du collectif de travail de l'usine automobile de Kamaz a écrit à *Trud* en juin 1988 que, bien que tout le personnel de direction de l'usine soit élu, *« jusqu'à présent cette démocratisation a été plus superficielle que profonde. Dans ses rapports avec le conseil du collectif de travail, la direction continue comme avant à adhérer à la discipline militaire : un ordre venant du grade supérieur n'est pas sujet à discussion. Par exemple, l'administration ordonne aux travailleurs d'être présents leur jour de congé, et ni le conseil du collectif de travail ni le syndicat n'essayent même de protester, bien qu'on ait dépassé les limites légales des heures supplémentaires*[7] *»*.

A l'usine de réparation de moteurs de Perm, le président du conseil du collectif de travail n'était autre, ici encore, que le directeur de l'usine ; et le conseil ne s'était réuni qu'une fois en neuf mois d'existence. Interrogé sur les raisons pour lesquelles les travailleurs avaient fait grève à propos des retards dans le paiement de leurs salaires, malgré le fait que le régime de comptabilisation des coûts lie leurs intérêts à ceux de l'entreprise, et bien qu'ils aient leurs propres organes d'autogestion, un tourneur a répondu carrément que *« les travailleurs ne croient pas à ce conseil*[8] *»*. Quant aux élections du personnel de direction, elles sont trop souvent *« organisées par la direction »* pour assurer le passage de ses candidats[9].

La réticence de la direction à abandonner ou à partager le pouvoir n'est pas surprenante, étant donné les contraintes extérieures et les pressions qu'elle subit de la part du système de planification et de gestion centralisé encore largement non réformé. Outre les autres considérations, accorder aux travailleurs une voix réelle au chapitre lui rendrait la vie plus compliquée, la priverait de la flexibilité (mot familier aux oreilles occidentales) nécessaire à remplir les objectifs du plan dans des conditions d'approvisionnement irrégulier.

MARRE D'ETRE DES PIONS...

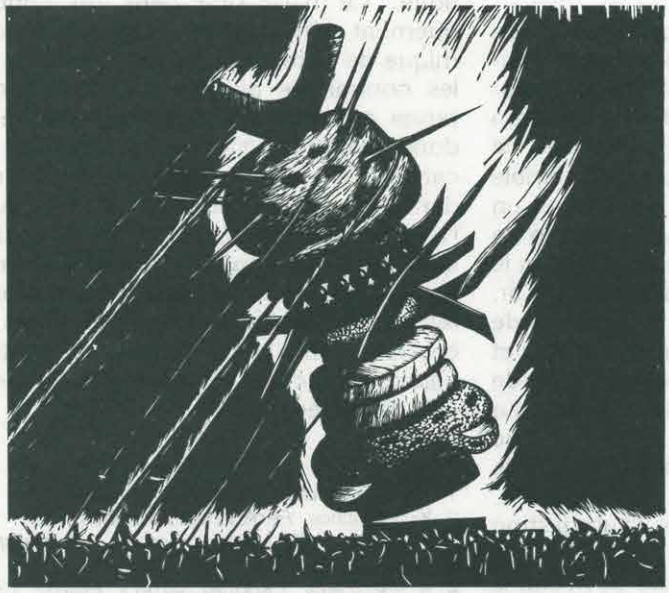
Mais la résistance de la direction n'est pas la seule raison qui explique que l'autogestion a du mal à décoller. En effet, même lorsque les conseils du collectif de travail participent vraiment aux décisions de la direction, les travailleurs restent souvent indifférents ou méfiants. Dans une interview accordée à *Trud*, le président du conseil du collectif de travail d'une usine de construction de machines de Léningrad, lui-même tourneur, a peint une image de participation authentique du conseil aux décisions de la direction, y compris aux négociations avec le ministère à propos des divers objectifs du plan. Mais il s'est plaint que chez les ouvriers il y avait une indifférence et une absence de foi dans la démocratie. Ils adressent leurs plaintes au parti, aux soviets, et à la presse, plutôt qu'au conseil de collectif de travail, organe des travailleurs. C'est parce qu' *« ils ne savent pas ce que l'on pourrait réussir. Ils ne croient pas que le conseil du collectif de travail soit une vraie force*[10] *»*. La méfiance des travailLeurs à l'encontre de « l'autogestion », même dans les cas rares où la direction accueille favorablement leur participation, découle de la même source générale que l'opposition de la plupart des directeurs à une véritable participation ouvrière à la direction : le pouvoir maintenu des ministères et autres forces bureaucratiques extérieures qui déterminent largement le destin des entreprises. Dans ces conditions, même si la direction de l'entreprise est prête à partager le pouvoir, cela apparaît encore aux ouvriers comme un piège pour leur faire accepter la responsabilité d'une situation qu'ils ne peuvent pas contrôler. Cela se dégage clairement d'un article d'un jeune mécanicien assembleur, brigadier à l'usine des moteurs de Kazan, dans *Komsomolskaya Pravda*. Voilà un ouvrier qui est de toute évidence un enthousiaste de l'autogestion. Mais il se trouve constamment frustré par le système non réformé : *« La perestroïka est pour tous sans exception ! Mais cela ne nous empêche pas de regarder la vérité en face. Tant que les ministères, comme c'est stipulé dans la loi sur l'entreprise d'Etat, portent l'entière responsabilité de la branche, même le conseil du collectif de travail le plus militant se retrouvera inévitablement face à un mur. On ne peut pas porter la responsabilité sans en même temps retirer des droits aux entreprises. Ainsi notre conseil du collectif de travail lui non plus ne fait pas la pluie et le beau temps dans l'entreprise. Ce n'est pas qu'il ne veut pas, c'est qu'il ne peut pas... Comment peut-on me demander de me sentir maître chez moi quand pratiquement rien ne dépend de*

moi[11]. » L'article est, avec raison, intitulé « Nous en avons marre d'être des pions ».

A l'usine de construction mécanique de Uralmash, le conseil du collectif de travail a réussi, conjointement avec la direction, après des efforts héroïques, à résister à une tentative du ministère d'imposer des nouveaux objectifs de plan incroyablement élevés (sous la forme nouvelle d'un « contrat d'état »). A Uralmash, avec son directeur progressiste, le conseil du collectif de travail semble participer véritablement à la direction. Mais, remarque son président, un brigadier, récemment, le conseil a reçu des lettres émanant des conseils des entreprises qui sont clientes et fournisseuses de la sienne, demandant des faveurs particulières, comme des livraisons ou des pièces particulières non spécifiées dans les contrats. En d'autres termes, ces conseils sont en train de devenir une variante « démocratique » des anciens démarcheurs envoyés par la direction. Au lieu de venir avec des plaintes et des propositions sur la qualité, ils agissent comme des émissaires de la direction dans un système de direction non réformé[12].

Une table ronde sur les conseils de collectifs de travail dans le secteur des charbonnages a clairement montré que le problème principal de ces conseils résidait dans le fait que la loi elle-même était vague quant aux pouvoirs relatifs des conseils par rapport au ministère, et qu'en pratique c'est le ministère qui décide. *« Le conseil du collectif de travail n'a pas voix au chapitre dans la planification de l'entreprise. Tout vient d'en haut*[13]. » En réalité, une forme complètement nouvelle de conflit est apparue récemment : le conseil du collectif de travail a porté plainte contre le ministère à propos des pertes causées à l'entreprise par les actions apparemment illégales du ministère [14]. Outre l'imposition de nouveaux « contrats d'Etat » en cours de route, les plaintes ont trait aux refus des ministères d'imposer des amendes pour non-respect du contrat à leurs propres entreprises, lorsque ces pertes sont infligées à d'autres entreprises du même ministère (*« tout est dans la famille »*), et au rattachement d'entreprises endettées ou en faillite à des entreprises plus « rentables » [15]. Ces pratiques nivelleuses des ministères sont officiellement condamnées, mais n'en continuent pas moins, malgré l'annonce récente de quelques faillites[16].

Une réaction à cette situation, celle qui est rapportée le plus souvent par la presse (à qui Gorbatchev a dit récemment de soutenir la réforme), est que les conseils de collectifs de travail réclament une véritable autonomie des entreprises : ce n'est qu'ainsi que l'autogestion peut devenir réelle. Mais il s'agit d'une réaction qui émane principalement des entreprises qui seraient bien placées dans une réforme de marché, de par les marchandises qu'elles produisent, de par leur emplacement géographique, de par leur niveau technique, de par leur équipement etc. Ainsi, le secrétaire du bureau du parti d'une usine de constructions mécaniques de Tallin décrit comment le conseil du collectif de travail a réussi à bloquer les efforts du ministère pour faire passer leur usine à un trust nouvellement créé : *« Nous étions unis et nous avions la rationalité de notre côté. On nous a accusé de ne nous soucier que de nos propres profits. Mais nous nous sommes battus pour le régime de la comptabilisation des coûts, pour que notre entreprise qui produit des biens très demandés prospère, et donc pour les intérêts de la société*[17]. »



La Chute d'une statue,
gravure sur bois de Petter Zennström, 1980.

Cette attitude est clairement celle d'une partie des ouvriers qualifiés, particulièrement les plus jeunes, ceux qui ont fait le plus d'études, débordant d'énergie et d'initiative, et impatients de briser le carcan bureaucratique qui les empêche d'appliquer leur talent à la production. Ainsi le jeune chef de brigade de l'usine de moteurs de Kazan, cité plus haut, va même jusqu'à suggérer que l'on loue les machines aux travailleurs. Mais, malgré le soutien officiel et des

médias à ces positions, elles ne semblent pas avoir l'appui de la majorité des travailleurs qui ont des doutes sérieux sur la capacité du marché à être l'agent de la rationalité et de la justice sociale. Ce brigadier de Kazan, après avoir réclamé l'autonomie de l'entreprise et la location des machines, poursuit : *« Mais il y des gens aujourd'hui qui poussent énergiquement l'opinion publique à condamner les ouvriers "accapareurs"* [khapugi] *qui n'ont pas honte de parler de salaires élevés. Ils crient : "Intérêts mercenaires, petites passions philistines ! Allons ! Qui est-ce alors qui fait bouger notre économie, qui est le principal support de la production, si ce n'est "l'accapareur", qui dépasse toutes les normes, qui fait montre d'un esprit vif et d'initiative et qui prend soin de ses moyens de productions, son tour et ses instruments ? Evidemment, la situation de transition qui existe aujourd'hui n'arrange pas le béni-oui-oui paresseux qui a toujours un œil sur la direction pour pouvoir dire : "à votre service !" Mais il faut choisir l'un ou l'autre*[17]*. »*

Dans les conditions où la démocratisation de l'Etat n'est pas une option immédiate (et c'est malheureusment encore la situation en Union soviétique), cette façon de voir les alternatives — ou bien le marché et l'efficacité économique, ou bien la gestion bureaucratique et le gaspillage —, semble naturelle à ceux qui sont impatients de trouver un débouché créatif à leur esprit d'initiative. Mais, en fin de compte, il s'agit d'une impasse : l'autogestion et le marché sont en contradiction fondamentale. Car, quand les travailleurs ont le pouvoir au niveau de l'entreprise, ils l'utilisent pour garantir leurs emplois et leurs salaires. Cela signifie qu'il ne peut y avoir de véritables marchés du travail ou du capital. La direction yougoslave, par exemple, a décidé que l'économie va mal parce qu'elle n'a pas appliqué la réforme marchande de façon assez conséquente. C'est pourquoi elle s'apprête à détruire l'autogestion pour libérer le marché[19].

En réalité, la plupart des travailleurs soviétiques veulent la fin de la gestion bureaucratique, mais ils veulent en même temps garder la capacité de choisir et d'appliquer des critères de rationalité et de justice sociale autres que ceux que le marché impose. En effet, ces critères de marché sont fondamentalement étrangers aux travailleurs soviétiques et aux valeurs du socialisme auxquels ils restent profondément attachés, même après des dizaines d'années de despotisme bureaucratique au nom du socialisme[20]. C'est précisément pour cela que la plupart des travailleurs soviétiques se méfient de la réforme en cours. Plaidant en faveur de la démocratisation des syndicats et de leur participation réelle à l'élaboration de la politique de l'Etat, V. Vishnyakov, juriste à l'Institut syndical, note que : *« Les régimes de comptabilisation des coûts et d'autofinancement des entreprises, la nouvele législation du travail, ont rendu plus aigu le problème de la protection sociale de l'individu : l'humanisme des principes socialistes sera-t-il sacrifié en pratique sur l'autel du profit économique*[21] *? »*

Cette crainte est fondée parce qu'elle est fondée sur la logique du marché. Dans le contexte politique actuel, les préoccupations de Vishnyakov sont souvent condamnées comme attachement réactionnaire au « nivellement » et « à la dépendance sociale ».

On ne peut répondre efficacement à ces préoccupations et à celles des travailleurs soviétiques que si l'Etat central garde le pouvoir décisif de planifier et de réguler le développement économique. Cela ne signifie pas le rejet à priori des mécanismes marchands : cela signifie la subordination de ces mécanismes à des décisions politiques sur le type de société auquel on aspire. Malgré l'expérience soviétique, cela ne devrait pas être une formule pour la poursuite du gaspillage et de la stagnation économiques. Si l'Etat cesse d'être contrôlé par la bureaucratie, c'est-à-dire si le peuple soviétique réussit à prendre le pouvoir et à établir une démocratie authentique. Ce n'est que dans un contexte authentiquement démocratique, lorsque la politique économique de l'Etat sera décidée par tout le peuple, que les contraintes placées sur l'autonomie des entreprises cesseront d'apparaître comme extérieures et donc devant susciter la résistance, et qu'une planification authentique sera possible. Ce n'est donc que dans le contexte de la démocratie authentique que l'autogestion pourra être réelle. Et finalement ce n'est que dans un contexte authentiquement démocratique, quand le peuple possèdera l'économie dans les faits et pas seulement dans les mots, que le travail cessera d'être aliéné et que la contradiction entre garanties sociales et efficacité économique pourra être dépassée.

1. *Trud*, 8 juillet 1988.
2. Konstantinov, *Perestroïka zarplaty*, p. 15.
3. V. Lifanov, « Zhesttskii pressing », *Sotsialisticheskaya trud*, 4 octobre 1988.
4. A. Vorotnikov, « Konflikt nazrel », *Pravda*, 13 avril 1988.
5. « Sem'dnei », *Izvestia*, 25 décembre 1987.
6. « Sem'dnei », *Izvestia*, 6 janvier 1988.
7. *Trud*, 15 juin 1988.
8. V. Konstantinov, « Prokom v prostoe », *Trud*, 4 septembre 1988.
9. Voir, par exemple, la lettre de Izhstal, *ibidem*, 8 juillet 1988.
10. *Ibidem*, 7 juillet 1988.
11. C. Bulatov, « Nadoelo byt'peshkamy », *Komsomol'skatya pravda*, 5 octobre 1988.
12. Sovetskaya Rossiva, 26 juin 1988.
13. *Trud*, 17 juin 1988.
14. V. Kazchenko, « Rodoslovnaya zhaloby », *Trud*, 3 septembre 1988.
15. *Ibidem*, 16 juin 1988.
16. Voir, par exemple, « Bankroty », *ibidem*, 16 septembre 1988.
17. *Ibidem*, 16 juillet 1988.
18. C. Bulatov, « Nadoelo byt' pehkoim ».
19. Voir, C. Samary, « De la Yougoslavie à l'URSS », *l'Homme et la société*, hiver 1988-1989.
20. Voir E. Mandel, « Perestroïka et classe ouvrière », *l'Homme et la société*, hiver 1988-1989.
21. V. Vishnyakov, « Prosit' ili trebovat ? », *Trud*, 6 octobre 1988.

ENTRETIEN AVEC PIERRE BROUÉ

Специальный номер о Московском процессе

8-ой год издания. — Октябрь 1936 г.

Пролетарии всех стран, соединяйтесь!

БЮЛЛЕТЕНЬ ОППОЗИЦИИ

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-Léninistes)

№ 52-53

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : « Bulletin de l'Opposition », Librairie du Travail 17, Rue de Sambre-et-Meuse - Paris (10e)

Prix 5 fr.

Московский процесс — процесс над Октябрем

Зачем Сталину понадобился этот процесс?
Сталинские ажиотажы были предвидены.
Убийство Кирова.
Два процесса.
Подсудимые и их поведение на суде.
Обвинения, которых не было на процессе.
Существовал ли «Об'единенный центр»?
Когда же собственно был создан и действовал «Об'единенный центр»?
Что же было на самом деле?
Марксизм и индивидуальный террор.
Ленин первый террорист.
Покушения, которых не было.
Копенгаген.
Связь Троцкого с подсудимыми.
Старая погудка на новый лад.
Самоубийство-убийство Богдана.
Прокурор Вышинский.
Сговор Сталина с подсудимыми.
После процесса.

Тарпо: К процессу.
Я. Гах: Гнусная травля.

Подлинные подсудимые

« Un élément agissant dans la réapparition de Trotsky. »

Critique communiste — La biographie monumentale que tu as consacrée à Trotsky tombe à pic au moment des réhabilitations en URSS, notamment des victimes des procès de Moscou. Il paraît pourtant difficile que ton calendrier de chercheur coïncide systématiquement avec les développements politiques. Peux-tu expliquer cette coïncidence heureuse ?

Pierre Broué — Question moins simple qu'il n'y paraît et réponse nuancée ! En fait, j'ai toujours pensé que je ferais un jour une grande biographie de Trotsky, celle qui n'était possible qu'après l'ouverture de la partie « fermée » de ses archives de Harvard et après les années nécessaires à leur dépouillement systématique.

Bien entendu, si j'avais vécu dans une tour d'ivoire, je serais en ce moment en train de commencer la rédaction de cette biographie, dont j'ai tous les éléments depuis un an, et dans le loisir que me donne une retraite récente. Mais ce n'est pas le cas, et l'URSS de Gorbatchev, les réhabilitations, les débats historiques, les révélations et prises de position sur des questions historiques ont constitué un véritable appel d'air pour ce travail qu'entre-temps Claude Durand m'avait demandé pour les éditions Fayard. Il fallait répondre à la fois aux Soviétiques et à tous ceux que passionne cette question énorme. Trotsky est en train de reprendre sa place dans l'histoire, mais il n'est pas réhabilité. Cet homme, qui passionne encore aujourd'hui plus qu'aucun de ses contemporains, n'est certes plus dans son pays une « non-personne », mais le visage qu'en donnent maintenant les officiels n'est guère distinct de celui de Staline : ils sont les « deux ours », comme disent ceux qui ne veulent pas qu'on parle de Trotsky, les « deux ours » représentant des hommes à la politique identique, séparés seulement par une lutte pour le pouvoir. Ce livre était nécessaire pour répondre aux questions, pour aider les historiens et les jeunes Soviétiques qui cherchent la vérité, pour être un élément agissant dans la réapparition de Trotsky. C'est pour cette raison que j'ai accéléré mon travail et rédigé le livre dans ma dernière année universitaire, ce qui a été dur, car je ne me voulais pas professeur absentéiste ou négligent.

Donc, ce n'est pas la conjoncture qui a déterminé la naissance du livre, mais c'est bien elle qui l'a conduit à paraître avant la date primitivement prévue. Et je ne le regrette pas.

◆ **C. C.** — ***Avec ce travail, cette biographie qui traite de tant de choses, que deviennent les* Œuvres *et les* Cahiers Léon Trotsky *auxquels tu te consacres depuis dix ans ? Bien sûr, les* Œuvres *sont un travail qui se situe hors du temps, mais les* Cahiers Léon Trotsky *semblaient s'insérer dans une recherche dont ton travail est d'une certaine manière le couronnement. Tout cela va-t-il, peut-il continuer ?***

P. B. — Bien entendu, *Œuvres* et *Cahiers* continuent. Les *Œuvres* sont un travail en dehors du temps en effet, « pour l'éternité ». Aucun événement politique ou littéraire ne saurait suspendre la construction de ce monument que nous devons à Trotsky et dont j'espère qu'il contribuera à la construction d'autres semblables, dans d'autres pays, notamment en URSS. Quant aux *Cahiers*, c'est une revue qui s'efforce de faire le point sur l'état présent de la recherche en même temps qu'elle publie des documents. Qui pourrait penser qu'il n'y a plus de documents à publier touchant le combat de Trotsky ? Qui pourrait penser qu'après mon livre il n'y aura plus rien de nouveau ? Veux-tu que je te dise, le séjour récent que j'ai fait en Allemagne et qui m'a permis de rencontrer, dans un colloque Boukharine, des historiens soviétiques et d'autres pays de l'Est, amèneraient déjà normalement la rédaction de plusieurs additifs au livre, et il m'a donné la possibilité, dont nous étudions actuellement les moyens de réalisation, de numéros, sinon d'importants articles venus de Moscou ou d'autres capitales de l'Est et portant sur Trotsky et les trotskystes. La place des *Cahiers Léon Trotsky* va être d'autant plus importante, dans les jours qui viennent, que les documents sur Trotsky et les trotskystes vont commencer à faire surface, d'autres aussi d'ailleurs. Un exemple : le livre du chercheur hongrois Miklos Kun — petit-fils de Béla Kun — comporte d'importants éléments d'information sur le groupe qui a édité la « plate-forme de Rioutine ».

Il ne faut pas oublier d'autre part que la revue est en quelque sorte le banc d'entraînement des jeunes chercheurs. C'est là qu'ils peuvent éprouver leurs forces et leurs capacités avec des articles qui n'intéresseraient guère d'autres revues... L'existence des *Cahiers* garantit la poursuite de la recherche sur Trotsky. Ma biographie de Trotsky, ce n'est pas le dernier mot sur lui, c'est le point aujourd'hui, c'est-à-dire la base du travail à faire. Une base solide, oui, mais pas le dernier mot. Sans les *Cahiers*, il n'existerait pas l'équipe qui doit prendre ma place et qui n'est qu'en formation : la biographie sert à raccourcir les délais de sa formation ; les *Cahiers* sont l'outil.

◆ **C. C.** — ***Apportes-tu dans ce travail des « révélations » au sens propre du terme ? Quelles différences, par exemple, y a-t-il, avec le livre de Deutscher qui était jusqu'à présent la référence obligatoire ?***

P. B. — Bien entendu, on ne trouvera pas dans ma biographie un « nouveau Trotsky », seulement une foule d'éléments qui précisent sa trajectoire, les moyens de son combat, sa personnalité aussi. La seule « découverte », qui le sera pour le grand public, c'est celle que j'ai rendue publique en 1980 dans les *Cahiers* : la constitution en 1932 en URSS d'un « bloc des oppositions » qui réunissait autour de son initiateur, I. N. Smirnov — qu'entouraient Smilga, Préobrajensky, Mratchkovsky, etc. —, les groupes de Zinoviev et Kamenev, de Sten et Lominadzé, avec les cadres des JC, et de Tarkhanov et Safarov. Ces hommes, d'accord pour constituer un bloc, une alliance, ont pris contact avec Trotsky qui a donné son accord. Il n'était en revanche pas chaud pour l'alliance à laquelle songeait Smirnov, avec le groupe de Rioutine-Slepkov. Ce développement de l'union des oppositions a été interrompu par la répression, mais certainement surtout rendu impossible par la victoire de Hitler en Allemagne. En

1936 en tout cas, quand Staline dit que le GPU a « *quatre ans de retard* », c'est à la formation de ce « bloc » qu'il pense. Ce bloc politique, le GPU l'a habillé en « centre terroriste » d'un bloc, un déguisement grossier, mais le déguisement de quelque chose de réel, une alliance que Trotsky a bien entendu niée pour protéger ceux de ses militants aux mains du GPU, qui niaient aussi bien sûr. Cet événement éclaire d'un jour tout nouveau les procès de Moscou : je ne doute pas qu'on va découvrir cela à Moscou et aussi une opposition au sommet de l'appareil — qui eut des contacts avec Trotsky — et qui ne comptait pas seulement Kirov mais aussi Ordjonikidzé, et dont on n'a pas fini d'explorer les contours, notamment sa position sur l'Espagne quand elle est « tombée », au moment du deuxième procès de Moscou.

Pour le reste, il y a plutôt des centaines de découvertes, petites certes, mais dont le total change beaucoup de choses, des épisodes inaperçus, d'autres mal interprétés. Il y a aussi une sérieuse remise en question de ce que j'appelerai les rumeurs et les erreurs. Il y a les rumeurs mises en circulation par les adversaires de Trotsky et dont Maurice Joyeux s'est fait l'écho en poussant son réquisitoire sur Cronstadt jusqu'à l'absurde dans le film d'« Océaniques ». Par exemple, en la circonstance, les propos qu'on lui attribue sur la répression, soit en déformant la traduction, soit en lui attribuant les propos d'autres. Il y a toutes les rumeurs d'origine stalinienne sur sa façon de diriger l'Armée rouge, les exécutions de communistes, etc. Il a traduit en effet en conseil de guerre et approuvé la condamnation et l'exécution de responsables communistes déserteurs, mais sauvé et réintégré dans l'armée des milliers de travailleurs déserteurs dont il a fait des combattants. Et puis il y a les erreurs de Deutscher ou plutôt sa façon de romancer et d'inventer quand il ne sait pas, et il le fait systématiquement pour faire à postériori la leçon à Trotsky. Par exemple, il parle en 1925 d'un prétendu « *discours de Zaloutsky* », dont il souligne qu'il était « public » et dénonçait Thermidor et Staline, alors qu'il s'agit d'une conversation privée qui a fait l'objet d'une dénonciation. J'ai opéré des dizaines de « redressements » plus ou moins importants, chemin faisant, et l'ensemble donne, je crois, une physionomie qui est une « révélation ». Autre exemple auquel je contribue de façon modeste, je crois : la destruction de la légende sur le fait que Staline se serait emparé du programme de l'Opposition tel qu'il était, pour l'appliquer. Mon livre était terminé quand, le 25 août, je crois, dans *la Pravda*, l'historien V. P. Danilov a mis en miettes la version stalino-occidentale de la « *collectivisation forcée, idée de Trotsky réalisée par Staline* »... Mais l'idée y est. Et de même, j'ai, je crois, montré que ce n'est pas vrai que Trotsky considérait Boukharine comme pire que Staline alors qu'il était, sur la base de la démocratie ouvrière, prêt à combattre le second avec le premier. Et puis je crois avoir apporté pas mal en ce qui concerne la personnalité de Trotsky, la version banale et stupide mais très répandue qui le veut sectaire, tranchant, autoritaire, toujours prêt à excommunier, etc. De ce point de vue, il me semble que j'ai redonné à l'histoire politique de Trotsky une unité qu'elle avait mais qu'on dissimulait : il n'y a aucune opposition véritable, seulement un développement et un enrichissement, entre le Trotsky « conciliateur » d'avant 1914 et le Trotsky présenté comme un sectaire de gauche dans les années vingt : Joffé, en 1927, ne reprochait-il pas à Trotsky de ne pas suffisamment défendre son point de vue et de surestimer l'importance des compromis ? Je pense qu'il avait raison, mais son opinion n'était guère connue et encore moins prise en compte jusqu'à mon livre, il me semble. Finalement, je dirai qu'il y a peu de « révélations », bien qu'il y en ait une qui oblige à réécrire les manuels — le bloc des oppositions —, mais qu'il y a une lecture soignée de nombre de documents qui donne, dans le livre, une optique nouvelle.

Sibérie 1928, manifestation pour l'anniversaire d'Octobre. Sur la banderole : Lénine et Trotsky.

◆ **C. C.** — ***Pourquoi la réhabilitation de Trotsky sous Gorbatchev ? Que penses-tu tant de ce problème précis que de ce qui se passe en URSS aujourd'hui***

sur ces questions historiques et le rapport avec la politique en général ?

P. B. — Curieusement, il n'y a pas lieu à une « réhabilitation » judiciaire de Trotsky qui n'a pas été formellement condamné et il y a un petit jeu là-dessus. L'« arrêt » de condamnation des accusés du premier procès indiquait seulement que Trotsky et Sédov, « *convaincus* (...) *d'avoir pris une part directe aux préparatifs et d'avoir dirigé en personne l'organisation en URSS d'actes terroristes contre les dirigeants du Parti communiste de l'URSS et de l'Etat soviétique, doivent, s'ils sont découverts sur le territoire de l'URSS, être immédiatement arrêtés et déférés au tribunal militaire de la Cour suprême de l'URSS* ». Cette formule rituelle se trouve dans le texte de l'arrêt du deuxième procès de Moscou et ne figure pas dans le troisième, où Trotsky est cependant présenté comme l'inspirateur des crimes reconnus. Il est bien difficile à Gorbatchev et à ses juristes de ne pas faire un pas vers ce qui serait une sorte de « réhabilitation » de Trotsky, après la réhabilitation judiciaire des condamnés des procès de Moscou dont il était présenté comme le chef et l'inspirateur.

Nous en sommes pourtant relativement assez loin. Le discours de Gorbatchev au 75e anniversaire, comme je l'ai indiqué dans un article de *Libération*, n'en était guère arrivé en remontant le cours de l'histoire qu'aux arguments contre Trotsky de 1926. Et l'article du général Volkogonov sur « Le démon de la révolution » n'est une réhabilitation que pour qui veut le croire de toutes ses forces ! Il semble bien qu'aujourd'hui toutes les forces conservatrices de l'appareil se concentrent dans l'effort pour barrer la route à la mémoire en général et à la mémoire de Trotsky en particulier. Ce n'est évidemment pas un hasard. Ce dont il s'agit en réalité, comme l'a si bien souligné Siéva Volkov, c'est des idées de Trotsky et de leur impact éventuel sur la jeunesse d'aujourd'hui, sur la société soviétique en général. La réhabilitation de Trotsky, c'est la publication de ses ouvrages, et notamment de *la Révolution trahie*. Pourquoi en est-on venu à poser ce problème de la réhabilitation des vieux bolcheviks en général, de Trotsky en particulier ? Il me semble que c'est simple. Pour les besoins d'une politique économique qui s'annonce de « vérité et de rigueur », Gorbatchev a besoins d'être cru, d'avoir l'appui des intellectuels, d'apparaître comme le résultat d'une vraie rupture avec la « stagnation » (qui est le pseudonyme de Brejnev). D'où la glasnost... Et il faut bien tenir compte de la « *mémoire du peuple* » comme dit Afanassiev. On a fait la part du feu avec des concessions à la mémoire du peuple, une mémoire qui a enregistré Trotsky et qui nourrit les discussions autour de sa personne, à l'université ou dans les chambres d'étudiants. Le président des clubs politiques du Komsomol, V. F. Pisigine, m'a assuré que c'était la campagne de ces clubs de jeunes, nourrie d'informations précises après sa rencontre avec Anna Larina, qui avait été à l'origine de la réhabilitation de Boukharine, dont les dirigeants se sont aperçus en cours de route qu'il pouvait être utilisable pour leur politique agraire. Mais, bien entendu, les dirigeants ont plus à redouter qu'à espérer d'une publication des écrits de Trotsky, de sa critique de l'appareil et de la bureaucratie. C'est donc vraisemblablement la base, la jeunesse, sa poussée, qui déterminera les formes de la réhabilitation de Trotsky en URSS, laquelle ne peut que suivre une réintroduction dans l'histoire qui est actuellement en cours.

◆ **C. C.** — ***Ta biographie terminée, qu'est-ce qui t'apparaît comme le plus important au regard de l'actualité dans le monde ?***

P. B. — J'ai un peu essayé d'expliquer cela dans ma conclusion. Bien entendu, quand on regarde le travail de Trotsky et qu'on se tourne vers la réalité contemporaine, on ne peut que constater l'importance du problème des rythmes. Trotsky n'avait pas prévu de délais aussi longs pour une série de phénomènes qui sont pourtant bel et bien en train de se dérouler aujourd'hui sous nos yeux, je pense par exemple à la crise de décomposition des partis communistes staliniens. Il y a aussi une série de phénomènes, de prolongation du stalinisme en quelque sorte sous des formes nouvelles, que Trotsky n'a pas connus et dont on ne voit pas pourquoi il les auraient prévus. En même temps, son analyse de l'URSS et, du coup, des Etats dits socialistes, demeure d'une lucidité exceptionnelle et s'applique parfaitement à la période contemporaine. Certains articles de la presse soviétique, certains textes en circulation là-bas, semblent sortis de la même plume et c'est sans doute ce qui fait l'actualité de Trotsky. Seuls les ignorants peuvent sourire aujourd'hui du programme qu'il traçait en 1936 pour la « révolution politique », dont le chemin est visible depuis 1956 au moins.

Pour le reste, il y a des gens qui s'étonnent que Trotsky puisse encore, après tant d'années, enflammer les imaginations, mobiliser des forces jeunes, servir de drapeau. C'est tout simplement parce qu'ils ne se rendent pas compte que son hostilité au système capitaliste et au cortège de barbarie qui l'accompagne, ainsi que le visage démocratique qu'il défend tant pour le parti que le régime soviétique, répondent à des aspirations qui existaient en 1917 et qui n'ont pas été satisfaites encore aujourd'hui. C'est pourquoi je conclus ma biographie en écrivant, après un journaliste de 1933, que Trotsky est toujours vivant.

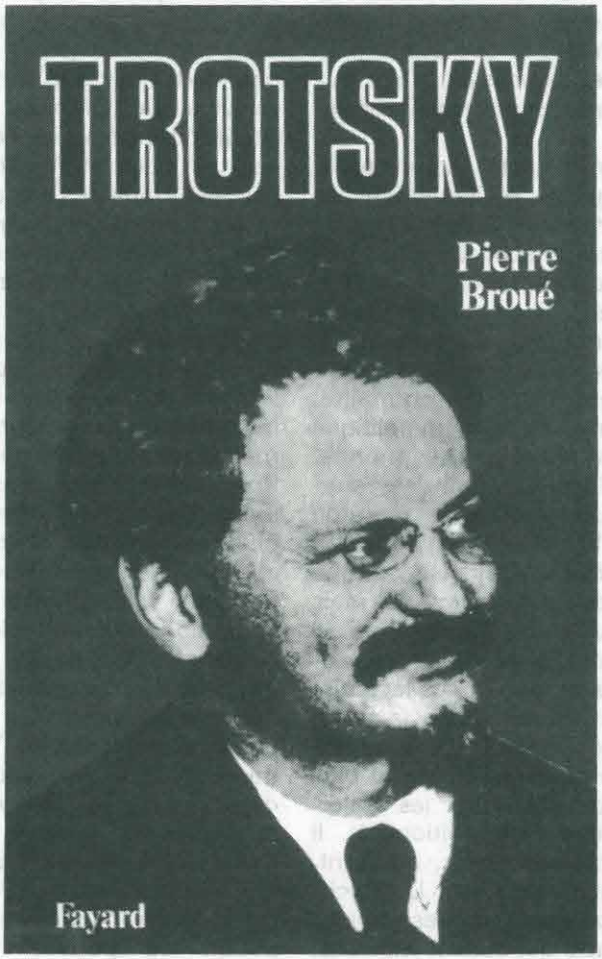
◆ **C. C.** — ***Et à tous ceux, dans le monde, qui se réclament de Trotsky et qui peuvent lire ton livre, qu'est-ce qu'il va leur apporter ?***

P. B. — J'y ai beaucoup pensé et il y a des journalistes qui m'ont interrogé là-dessus. Je souhaite qu'il leur donne à tous le désir de se rassembler dans la clarté, de rompre avec l'esprit de chapelle, les excommunications majeures, les dénonciations, l'abus des épithètes, qu'ils apprennent tous ou réapprennent le débat démocratique avec le désir sincère de confronter et discuter en recherchant à rapprocher leurs points de vue sans concessions de principe. Au fond, je voudrais qu'ils imitent Trotsky et pas qu'ils caricaturent, comme la caricature de lui qui a prévalu jusqu'à présent, bien involontairement et inconsciemment sans doute, chez nombre d'organisations qui se réclament de lui. Je voudrais, si tu préfères, que, dans sa tombe, il ne se dise pas qu'il a semé des puces et non des dragons. Au moment où il renaît en URSS, les trotskystes hors d'URSS lui valent bien ça, non ? Je pourrais dire comme Martin Luther King qu'en écrivant ce livre « *j'ai fait un rêve* ». Voilà mon rêve.

Propos recueillis par Francis Sitel

SUR LE « TROTSKY » DE PIERRE BROUE

ERNEST MANDEL



Il fallait être un Trotsky pour poursuivre inlassablement le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière soviétique et internationale, en pleine terreur hitlérienne et stalinienne, quand il était minuit dans le siècle.

La biographie de Trotsky par Pierre Broué ouvre un chapitre nouveau dans la littérature consacrée au grand révolutionnaire. Jusqu'ici, c'était la trilogie d'Isaac Deutscher qui en constituait la pièce maîtresse. Elle est maintenant dépassée par l'œuvre magistrale de Pierre Broué.

Certes, Deutscher est un écrivain brillant, aux formules frappantes, au style alerte, aux synthèses saisissantes. Mais Broué est meilleur historien. Il cite et vérifie les sources. Il évite les jugements à l'emporte-pièce. Il a pu exploiter des sources authentiques supplémentaires et une littérature secondaire, auxquelles Deutscher n'avait pas accès au moment où il rédigea sa biographie.

Surtout, le troisième tome de Deutscher est marqué par une polémique trop appuyée sur toutes les questions qui opposèrent les deux hommes au cours des années trente. Sur la plupart de ces questions, un examen objectif du problème, sur la base des données dont nous disposons aujourd'hui, permet de conclure que c'était Trotsky, et non Deutscher, qui avait analytiquement raison. Deux questions importantes l'attestent. D'abord, celle de l'ampleur de la crise sociale et politique ouverte en France dès 1934, culminant dans la grève générale de 1936. Deutscher l'a manifestement sous-estimée, même si l'on peut discuter la formule de Trotsky de juin 1936, *« la révolution française a commencé »*. Ensuite, celle de la « fondation » de la IVe Internationale en septembre 1938 ; c'est-à-dire la nécessité de continuer l'œuvre commencée en 1933 de construction patiente de nouveaux noyaux révolutionnaires, tant sur le plan national que sur le plan international, dans la mesure du possible, face aux coups que l'épreuve de la guerre lui porterait inéluctablement.

Sur ces questions, et bien d'autres, Pierre Broué, qui est évidemment plus proche politiquement de Trotsky que ne l'était Deutscher, est également plus objectif en tant qu'historien. Il écrit en tant que disciple de Trotsky, mais non en tant que disciple a-critique ou admirateur béat. Il ne cache jamais l'immense admiration et l'amour qu'il voue à son sujet, sentiments que nous comprenons d'autant mieux que nous les partageons. Mais, de son maître, il ne fait pas un penseur, et encore moins un politique infaillible. L'infaillibilité n'est pas de ce monde. Trotsky s'est trompé plus d'une fois dans ses analyses et surtout dans ses décisions politiques, comme Lénine, Rosa Luxemburg, Engels, Marx l'ont fait avant lui. Il y avait des failles dans la cuirasse, comme chez tous les hommes et toutes les femmes. Mais c'était une cuirasse d'or qui force l'admiration. Il continuera à la forcer pour des générations successives de militants, de savants et de simples lecteurs.

De la biographie écrite par Pierre Broué, le grand révolutionnaire se dégage comme une personnalité extrêmement attrayante et humaine, beaucoup plus que ne le présente la légende, tant chez les adversaires que chez les admirateurs inconditionnels. Il n'était point ce chef cassant, autoritaire, arrogant, comme le présente notamment son ami Lounachvesky, complètement absorbé par la succession des projets politico-organisationnels qui étaient les siens. C'était un être extrêmement sensible, souvent enclin aux compromis, dont la réserve cachait des élans affectifs profonds. Dans le contact avec les foules, cette capacité de communiquer atteignit des sommets rarement égalés au cours de ce siècle. Mais il a su aussi conquérir et conserver des affections et des amitiés individuelles durables — la plus notoire étant celle avec Christian Rakovsky — qui reflètent cette même humanité profonde.

Comme chez tous les classiques du marxisme, ses intérêts ne se limitaient pas à la politique et à l'économie, mais étaient universels. Féru de littérature et de philosophie, d'histoire et des sciences naturelles, de l'art militaire et de la technologie, de psychologie et de peinture, Trotsky pouvait s'appliquer le dicton latin dont Marx avait fait une de ses devises préférées : « Je suis un homme et rien d'humain ne m'est étranger. » Ce n'est pas le moindre mérite de l'ouvrage de Pierre Broué que de dégager pleinement cette profonde humanité de Trotsky et de la faire accepter par le lecteur.

LA REVOLUTION INTERNATIONALE

Plus faible tacticien et homme politique que Lénine, beaucoup moins capable que ce dirigeant né de rassembler des équipes de plus en plus amples de collaborateurs capables, conservant leur personnalité mais s'intégrant dans un collectif de plus en plus efficace — c'était une des sources fondamentales du succès spectaculaire de Vladimir Ilitch dans la construction du parti bolchevik —, Trotsky était par contre le théoricien et le stratège révolutionnaire le plus audacieux que le mouvement ouvrier ait produit au XXe siècle. On reste aujourd'hui encore confondu par la profondeur de l'analyse de *Bilans et perspectives*, écrit en 1906. Toute l'histoire de ce siècle est résumée dans cette analyse.

Seul parmi les disciples de Marx, il prévoyait que, dans le cadre du développement inégal et combiné déterminé par l'impérialisme, le prolétariat allait mener à la victoire la première révolution socialiste (nous pourrions dire aujourd'hui les premières révolutions socialistes), non dans les pays industriellement les plus avancés, où il était numériquement déjà hégémonique et culturellement plus fort qu'ailleurs, mais dans un pays relativement moins développé, la Russie, où il était politiquement le plus avancé, et où la corrélation des forces socio-politiques lui était la plus favorable, en fonction notamment de la faiblesse et de la pourriture des classes possédantes.

Cette victoire allait déclencher un processus de révolution internationale qui pourrait éliminer les faiblesses subjectives du mouvement ouvrier des pays plus avancés. Si cela ne se produisait pas, le maintien du pouvoir prolétarien en Russie deviendrait pratiquement impossible. Tous les succès et toute la tragédie de la révolution au cours des soixante-dix dernières années se trouvent ainsi anticipés.

Certes, la perte du pouvoir direct du prolétariat russe, par suite de la défaite d'une première vague de révolution internationale, n'a pas pris la forme d'une restauration capitaliste, mais bien celle de l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie. Cette variante-là, Trotsky ne l'avait pas prévue en 1906.

Elle le hanta dès 1922, comme elle hanta Lénine dès la même époque. C'est pourquoi l'idée du Thermidor — soulevée d'ailleurs par Lénine avant de l'être par Trotsky — dominera la pensée et l'action de Trotsky pendant quinze années, sinon jusqu'à son assassinat par un agent de Staline.

Mais comme la prévision de la victoire d'Octobre dès 1906 et l'intuition de la valeur universelle de la stratégie de la révolution permanente pour tous les pays moins développés, le concept de Thermidor n'est pas simplement une transposition de l'expérience de la Révolution française à la Révolution russe. Il ne prend tout son sens que dans le cadre de l'internationalisation (on dit maintenant la mondialisation) de l'histoire, et donc de la lutte de classe, définitivement scellée par l'époque impérialiste.

Ecrasée, pratiquement éliminée en tant que classe par sa défaite dans la guerre civile, la bourgeoisie russe ne pouvait pas revenir au pouvoir. Des forces restaurationnistes du capitalisme ne pouvaient se dégager que de la nouvelle société née de la révolution d'Octobre. Elles ne pouvaient triompher qu'en conjonction avec l'impérialisme, et d'ailleurs totalement subordonnées à celui-ci.

Trotsky et Natalia en Norvège.

Mais l'impérialisme lui-même était entré en crise profonde, irréversible, avec la Première Guerre mondiale. Il était contesté par des vagues successives de luttes prolétariennes dans les métropoles, par des crises économiques profondes, par des luttes inter-impérialistes exacerbées, par des soulèvements de plus en plus amples des peuples coloniaux et semi-coloniaux.

Le sort de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre est donc irrévocablement lié à l'issue des luttes de classes — plus précisément de l'ensemble des conflits socio-politiques — à l'échelle mondiale. La question du Thermidor est inextricablement combinée au processus de révolution et de contre-révolution mondiales. Cela, Trotsky, pratiquement seul parmi les dirigeants communistes, l'a compris dès 1923. C'est à juste titre un des leitmotive du livre de Pierre Broué. C'est aussi une des sources de l'importance décisive que la lutte pour la construction de la IVe Internationale prit aux yeux de Trotsky pendant la dernière période de sa vie.

La portée et le contenu concret du Thermidor soviétique n'en resteront pas moins une question à part dans les luttes fractionnelles qui déchirèrent les communistes russes entre 1923 et 1933. A ce propos, le livre de Broué apporte des précisions et des conclusions importantes par rapport à la trilogie de Deutscher.

L'Opposition de gauche avait dès 1923 la vision correcte du danger de dégénérescence bureaucratique du parti et de l'Etat. Pour reprendre une formule de Marx et d'Engels : les fonctionnaires de la classe ouvrière risquaient de devenir ses oppresseurs. C'est manifestement ce qui est arrivé, et c'est ce que Trotsky a plus tard résumé par la formule : expropriation politique du prolétariat (qui entraîne d'ailleurs de nombreuses conséquences également sur le plan économique).

Mais pareille contre-révolution politique n'est pas une contre-révolution sociale ; elle n'implique pas la restauration du capitalisme, pas plus que le Thermidor français n'impliquait une restauration de l'Ancien Régime, le pouvoir d'une noblesse semi-féodale et d'une monarchie absolue. C'est une contre-révolution politique sur la base de la société née de la victoire de la révolution. Or, pour l'Opposition, cette distinction capitale n'est pas claire dans la première période de son combat. Pour beaucoup de ses dirigeants, Thermidor et restauration capitaliste s'identifient, ou du moins s'articulent trop mécaniquement. Aussi, dans sa lutte combinée contre la bureaucratie, contre le « nepman » (la nouvelle bourgeoisie moyenne urbaine) et contre le danger koulak, elle est soumise à une rude épreuve lorsque Staline et sa fraction déclenchent en 1929 le tournant ultra-gauche de la collectivisation forcée des cam-

pagnes et de l'industrialisation précipitée. Une des composantes de l'Opposition, incarnée par Piatakov, mais suivie par Préobrajensky, Smilga et Radek, y voit le triomphe du moins partiel de ses idées et justifie ainsi sa capitulation. Ceux qui n'oublient pas la motivation fondamentalement ouvrière, anti-bureaucratique et internationaliste de la lutte contre la dégénérescence thermidorienne poursuivent leur combat sous la direction de Trotsky. Cela les amène à préciser le contenu du Thermidor soviétique, comme nous venons de le faire. Broué nous permet de suivre pas à pas l'évolution de la pensée de l'Opposition et de Trotsky à ce sujet. C'est une partie capitale de son ouvrage.

Les hésitations et contradictions de l'analyse de Deutscher à ce propos ne résistent pas à une analyse historique globale. Comment parler de « révolution par en haut » (la collectivisation forcée est ici visée) alors que la contre-révolution triomphe dans tous les domaines de la vie sociale, comme Trosky l'a démontré de manière saisissante dans *la Révolution trahie*, et que la critique radicale le souligne encore plus durement, en URSS même, à l'ère de la glasnost ? L'essor de l'industrie française, que les jacobins ont rendu possible, n'a vraiment commencé que sous le Consulat et sous l'Empire. Mais cela justifie-t-il la caractérisation de cette période comme celle d'une « deuxième révolution » ? Les plans quinquennaux sont-ils le produit d'Octobre ou le produit du stalinisme ?

Aujourd'hui, à l'heure du bilan final, peu de doute reste permis. Ce qui a été créé de positif pendant la décennie 1929-1939 est le produit de la révolution d'Octobre. Mais tout le cortège d'assassinats massifs, de famine, d'oppression, de gaspillage, d'absurdités, d'inégalité, qui a accompagné ces réalisations, et que Deutscher a fortement sous-estimé, c'est le produit du stalinisme, de la dictature bureaucratique, du pouvoir d'une couche sociale déterminée. Au regard duquel ni le prolétariat ni les vrais communistes ne s'attribuent la moindre co-responsabilité. Ils devaient le combattre sans merci et jusqu'au bout.

Cette question de la contre-révolution politique, qui a triomphé en Russie et qui ne peut être surmontée que par une révolution politique, débouche sur celle de la possibilité d'autoréforme possible de la bureaucratie. Sur cette question également, Broué a, *grosso modo*, raison contre Deutscher. Ce qu'on appelle, faussement d'ailleurs à notre avis (bien qu'Engels eut, le premier, utilisé ce terme), des « révolutions par en haut », comme celle, archétypique, de l'empereur Joseph II d'Autriche ou l'abolition du servage par le tsar Alexandre II de Russie, se caractérisent justement par le fait qu'elles n'éliminent pas radicalement les vestiges de régimes décrépis qu'il faut balayer pour garantir le progrès. Elles peuvent être radicales. Elles libèrent des forces progressistes importantes. Mais leur fonction est d'empêcher des révolutions populaires par des actions préventives. Et, justement parce qu'elles ne peuvent être aussi radicales que des révolutions populaires, elles peuvent tout au plus retarder celles-ci (quelquefois elles en facilitent plutôt l'avènement). Elles ne peuvent les empêcher à la longue. Ce qui était vrai pour Joseph II, Alexandre II ou Bismarck s'avèrera l'être, à la lumière de l'histoire, pour Khrouchtchev et pour Gorbatchev, quelles que soient les différences manifestes entre la société soviétique et les sociétés dans lesquelles ont opéré les personnages historiques que nous venons de mentionner.

Tout au plus doit-on comprendre la dialectique particulière entre des réformes radicales par en haut et les luttes de masse qui se développent par en bas, dialectique qui est d'autant plus importante et spécifique dans les sociétés post-capitalistes que la bureaucratie n'est pas une classe, contrairement à la noblesse de cour autrichienne avec les bureaucrates à son service ou aux junkers prussiens. Cette dialectique est encore accentuée du fait que le prolétariat a une hégémonie socio-économique potentielle énorme en URSS, sans commune mesure avec aucune classe populaire dans les sociétés susmentionnées.

RETOUR SUR DEUTSCHER

Dans la préface de son livre, Pierre Broué résume sa critique de Deutscher dans la formule : *« Ce n'est pas un compte personnel qu'il règle avec Trotsky, mais bel et bien un compte politique. »* Peu importe si ce jugement est exact ou non. Il est de toute manière certain qu'une biographie qui a des prétentions scientifiques ne doit pas avoir pour fonction un quelconque règlement de compte.

Or, Broué, par l'acharnement qu'il manifeste à l'égard de Deutscher, tombe dans le piège contre lequel il met lui-même en garde l'historien. Sa critique à l'égard de Deutscher est manifestement outrancière, voire parfois irritante. Elle est contre-productive, car l'objet de l'histoire risque d'être perdu de vue, au profit d'une entreprise polémique somme toute marginale.

Quand Broué reprend une formule de George Lichtheim (un écrivain non seulement antistalinien mais aussi antiléniniste) selon laquelle la trilogie de Deutscher serait *« très largement une apologie discrètement voilée de Staline »*, il dépasse manifestement la mesure. Les arbres l'empêchent de voir la forêt.

Malgré toutes ses faiblesses, la trilogie de Deutscher a eu le mérite historique de briser le mur de silence et de calomnies que les historiens staliniens et bourgeois, ainsi que leurs compagnons de route et les opportunistes et carriéristes qui capitulèrent devant eux, ont cherché à dresser pendant un quart de siècle autour du dirigeant de l'Armée rouge.

La même remarque s'applique d'ailleurs au rapport Khrouchtchev du XXe Congrès du PCUS. Que de nombreuses personnes tirent des conclusions fausses de la forme et des intentions de cette condamnation de Staline par Khrouchtchev, voilà ce qui soulève une tâche de différenciation et de lutte politiques indispensables, mais cette question est séparée de celle du jugement sur la portée objective du discours. Et Pierre Broué devra être d'accord avec nous pour dire que ce qui est déjà vrai de Khrouchtchev (ou des dénonciations de Staline par les gorbatchéviens) l'est dix fois plus de l'œuvre de Deutscher.

Le caractère quelque peu injuste de la tentative de Pierre Broué de systématiser sa critique à l'égard de Deutscher éclate d'ailleurs dans deux chapitres du livre où elle est étrangement absente : les chapitres consacrés aux années 1920-1921, intitulés fort à propos « La crise de la révolution » et « La retraite ». Nous partageons entièrement le jugement de Pierre Broué — fort nuancé et solidement étayé par une documentation issue des archives impérialistes que Trotsky lui-même ne pouvait connaître de son temps — sur les événements de Cronstadt. Mais nous croyons que Deutscher explique beaucoup mieux que ne le fait Broué le rôle tragique de l'année 1921, année charnière de la révolution.

L'arrière-fond historique est bien connu : chute catastrophique de la production matérielle, famine, désagrégation numérique du prolétariat, tassement de la première vague révolutionnaire en Occident avec une contre-offensive du capital, mais aussi défaite définitive des armées blanches dans la guerre civile et fin de l'intervention militaire impérialiste contre la Russie soviétique.

Espagne, 1936 : la riposte ouvrière au fascisme.

C'est dans ce contexte que le Parti bolchevik, avec Lénine et Trotsky en pointe, décide la NEP, organise la retraite, se prononce dans l'Internationale communiste contre l'aventurisme gauchiste et la théorie de l'« offensive » prônée par Zinoviev et Boukharine, défend la ligne de masse du front unique et de la conquête de la majorité, préalable à tout combat pour le pouvoir. Tout cela est logique, cohérent, se fonde sur une appréciation correcte des faits, des rapports de forces, des tendances d'évolution. Tout cela, Pierre Broué (comme d'ailleurs Deutscher) le met correctement en lumière.

Mais, simultanément, il y a dans l'attitude des bolcheviks à l'égard des formes d'exercice du pouvoir politique en Russie un tournant absolument injustifié et illogique. Au lieu de dire : « La guerre civile est terminée, l'ennemi de classe a reçu un coup décisif et ne se remettra pas de si tôt, il faut donc élargir de manière décisive la démocratie soviétique, avant tout la démocratie dans le parti, dans les syndicats, dans les soviets », les bolcheviks, dans leur immense majorité, y compris Lénine et Trotsky, opèrent un tournant dans le sens inverse : « Puisque la guerre civile est finie, l'énergie et la "tension" politiques au sein du prolétariat vont se détendre, la discipline, l'idéalisme, l'engagement, vont se relâcher, d'où un danger mortel que la retraite économique ne s'étende vers une retraite politique ; d'où la nécessité d'accentuer la discipline, le contrôle par en haut, la centralisation. D'où la réduction radicale de la démocratie politique. »

Des décennies durant, ce schéma d'analyse a d'ailleurs servi de modèle — disons plutôt de justification — lorsqu'il s'est agi d'accompagner des mesures de libéralisation économique d'un durcissement politique, et ce à l'encontre des prévisions des dogmatiques libéraux en Occident.

En réalité, l'analyse était fausse et a conduit à des conclusions politiques désastreuses. On peut difficilement démontrer que la menace du « nepman » était pire pour le pouvoir soviétique que celle de Koltchak ou de Wrangel. On pouvait encore plus difficilement démontrer qu'une classe ouvrière écartée des décisions politiques, de plus en plus réduite au rôle d'appui passif de l'appareil, était plus apte qu'une classe ouvrière active et capable d'intervention consciente de combattre la contre-révolution « rampante » et « sournoise ». Et on ne pouvait surtout pas fermer les yeux devant le fait que, dans le contexte économique donné, le danger numéro un n'était plus celui de la contre-révolution bourgeoise, mais celui de la désaffection et de la passivité politique de la classe ouvrière ouvrant la voie à la contre-révolution politique, au Thermidor.

Le flux et le reflux de la révolution dépendent en dernière analyse de la corrélation des forces sociales, non de qui se passe dans un des deux camps prin-

cipaux. Et, au regard de cette corrélation, ce qui se passe au sein de la classe ouvrière est au moins aussi important, sinon plus important, que ce qui se passe au sein de la bourgeoisie et de ses alliés.

Or, en période de difficultés matérielles énormes pour la classe ouvrière, institutionnaliser le pouvoir de l'appareil, les méthodes de commandement, les réductions voire l'étouffement de la démocratie ouvrière, contribue à réduire de manière radicale l'activité politique de la classe, donc à l'affaiblir politiquement et à modifier les rapports de forces à son détriment. Cela, Lénine et Trotsky ne l'ont pas compris en 1921. Ils l'ont compris un an plus tard. Mais, entre-temps, le mal était fait (nous ne disons pas que c'était irréversible). Le régime du parti unique était officialisé. Les fractions étaient interdites au sein du parti unique (ce qui était la conséquence quasi inévitable du principe du parti unique, chaque fraction étant un deuxième parti en puissance). Staline était nommé secrétaire général du parti unique. Et on assistait à une croissance ultra-rapide, monstrueuse, de l'appareil du parti : quelques centaines de permanents au lendemain d'Octobre ; quinze mille en août 1922.

Le livre de Deutscher a le mérite de montrer la nature radicale, décisive, de ce tournant. Trotsky, dans *la Révolution trahie*, n'a pas mâché ses mots. Dans une des autocritiques les plus importantes de sa vie politique, voici ce qu'il affirme : « *L'interdiction des partis d'opposition entraîna l'interdiction des fractions ; l'interdiction des fractions aboutit à l'interdiction de penser autrement que le chef infaillible. Le monolithisme policier du parti eut pour suite l'impunité bureaucratique qui devint à son tour la cause de toutes les variétés de démoralisation et de corruption.* »

On dira, non sans raison, Lénine et Trotsky ayant commis en commun l'erreur politique des interdits de 1921, que Lénine a malgré tout fait nommer Staline au poste de secrétaire général et que Trotsky est plus coupable de par ses positions antidémocratiques en matière d'orientation syndicale. Car, ce faisant, il a ouvert la voie à Staline. La nomination de celui-ci résulte en effet de l'élimination de ses amis Préobrajensky, Krestinsky, Sérébriakov, comme secrétaires du parti, par suite de la défaite du bloc Trotsky-Boukharine dans le débat sur la question syndicale. Toutes choses justes.

Encore faudrait-il moduler le jugement sur l'erreur que Trotsky commit manifestement sur la question syndicale. Ici, Broué a plutôt tendance à suivre le jugement incomplet de Deustcher. En fait, la question syndicale débattue en 1920 ne se réduit pas à la question de l'indépendance (relative) des syndicats par rapport à l' Etat, et de la marge d'action autonome des travailleurs à l'égard des gestionnaires de l'industrie (en voie de bureaucratisation), problématique au sujet de laquelle Lénine avait raison contre Trotsky-Boukharine. Elle englobe aussi la problématique de la forme de gestion, la question : « Qui gère ? »

Or, sur cette question, Lénine défendit le principe de la gestion unique, c'est-à-dire celle des managers. Trotsky-Boukharine, sans poser clairement la question de l'autogestion (l'Opposition ouvrière disait : gestion par les syndicats, comme le réclame le programme officiel du Parti), proposa des pas décisifs dans cette voie dans des documents que Broué, comme Deutscher, ne prend pas en considération. Nous avons attiré l'attention sur eux dès 1955 [1].

Après coup, il apparaît clairement qu'on ne peut arrêter le processus de bureaucratisation par la simple défense de l'autonomie syndicale face à des gestionnaires séparés de la masse des producteurs. La lutte contre la bureaucratie doit se mener au moins sur trois fronts : celui de la défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs ; celui de la démocratie socialiste (ouvrière, socialiste) et de son institutionnalisation ; celui de la gestion ouvrière des entreprises et de l'économie dans son ensemble. Sur ce dernier point au moins, Trotsky était en avance et non en recul sur Lénine en 1920.

L'AUTO-ORGANISATION DE LA CLASSE

Les hésitations de Broué sur la question centrale du pluralisme politique, sur la place charnière de l'année 1921, sont d'autant plus étonnantes qu'un des principaux mérites de son ouvrage est précisément de mettre en lumière la continuité de la pensée et de l'action de Trotsky en tant que défenseur intransigeant de l'idée d'auto-activité et d'auto-organisation de la classe ouvrière.

Trotsky est le premier théoricien de l'organisation soviétique, dès 1905. Il prédit alors que la Russie se couvrira de soviets lors de la prochaine révolution russe. Lénine n'adoptera cette idée, qui vient d'ailleurs de Marx et d'Engels, qu'avec *l'Etat et la révolution*, en 1917. L'Internationale communiste les généralisera en 1919-1920, et en fera, à juste titre, un principe universel, applicable à toute révolution à prédominance prolétarienne, où que ce soit dans le monde. Rosa Luxemburg, Gramsci, et d'autres théoriciens marxistes révolutionnaires, l'élaborèrent davantage en 1918-1920. Mais il suffit de regarder ces dates pour apprécier à sa juste valeur la « percée » théorique opérée par Trotsky dès 1906 à ce sujet [2].

Pour pouvoir être le théoricien et le praticien de l'auto-organisation ouvrière, Trotsky a du affiner sa conception du mouvement ouvrier organisé, surtout après que la division entre communistes et sociaux-démocrates s'était consolidée après 1919-1920. Lénine a suivi la même voie dans sa lutte pour le front unique, à partir de *la Maladie infantile du communisme* et du III e Congrès de l'Internationale communiste. Cette mise au point aboutit au concept de la nature organique du mouvement ouvrier organisé, qui est un tout contradictoire où jouent, d'une part, les différenciations, affrontements et luttes politiques, y compris les plus dures, mais où doivent persister, par ailleurs, les réflexes de solidarité de classe, de combat commun, d'unité d'action face à l'ennemi de classe, face aux dangers communs, en fonction d'intérêts communs. Si cela est évident du point de vue économique, et justifie pleinement

l'orientation vers le syndicat unique de masse, ce n'est pas moins vrai dans le domaine politique.

Les analyses du fascisme par Trotsky, sa définition du rôle vital du front unique ouvrier pour combattre la montée des nazis en Allemagne, ses propositions tactiques et sa campagne inlassable autour du danger mortel que constituerait la prise du pouvoir par Hitler pour le mouvement ouvrier allemand et international appartiennent aux contributions les plus brillantes du marxisme révolutionnaire. Pierre Broué les met en relief en connaissance de cause. Elles constituent un complément indispensable à la théorie générale de l'auto-organisation ouvrière. Elles permettent de comprendre que les soviets, les conseils de travailleurs, sont à la fois l'instrument de combat unitaire (l'instrument d'unification) le plus efficace et le plus naturel que la classe s'est donné, et l'instrument le plus efficace d'exercice du pouvoir par la classe elle-même. Dans une de ces fulgurations qui traversent ses écrits — Broué n'aime pas les appeler « prophétiques », terme un tantinet religieux, alors qu'il s'agit d'une combinaison de puissance d'analyse scientifique hors pair et d'intuition —, Trotsky avait prévu des années avant les faits que les soviets apparaîtraient en Espagne sous formes de comités des milices antifascistes. C'est exactement ce qui est arrivé en 1936.

Cela ne signifie évidemment pas que la défense intransigeante du principe de l'auto-organisation ouvrière, qui traverse toute l'activité politique de Trotsky — à l'exception tragique de l'année 1921 —, ait été absolument sans faille. Broué relève discrètement que Trotsky, comme Lénine, s'était allié à Kautsky contre Rosa Luxemburg autour de 1910, lorsque celle-ci déclencha sa lutte en faveur de la grève politique de masse ; le succès de celle-ci aurait été d'une importance capitale pour l'avenir du mouvement ouvrier allemand et de la lutte de classe dans ce pays. Cete question est intimement liée à celle de l'auto-activité et de l'auto-organisation de la classe. L'histoire confirme que la conscience de classe « moyenne » de la classe est notamment fonction de son expérience de lutte concrète, donc des formes concrètes de lutte qu'elle a effectivement vécues.

Il faut savoir gré à Pierre Broué d'avoir le courage de lever le tabou qui continue à frapper dans nos rangs l'œuvre de jeunesse de Trotsky : *nos Tâches politiques*. Certes, c'est une œuvre fort inégale et très injuste à l'égard de Lénine. Mais faire découler le stalinisme, voire la bureaucratisation du parti et des soviets, des principes d'organisation contre lesquels *nos Tâches politiques* partaient en guerre, comme le font après coup certains historiens, reviendrait à faire fi de tout un processus historique concret et complexe s'étendant sur deux décennies, englobant trois révolutions et deux contre-révolutions, entraînant le flux et le reflux de l'activité de millions d'hommes et de femmes, des corrélations fluctuantes de forces sociales colossales, et leurs répercussions inévitables sur la pensée de dirigeants, dont celle de Lénine.

Trotsky et Marry De Boer à Mexico.

On peut en effet difficilement nier que le Lénine de 1917-1919 n'est plus le Lénine de 1905-1907, il a rectifié ce qu'il y avait d'excessif dans les formules de *Que faire ?* concernant le jacobinisme des révolutionnaires professionnels. Ayant manifestement trop tordu le bâton dans une direction, il l'a rapidement redressé dans le sens opposé, insistant, notamment dans la préface du recueil *En douze ans*, sur l'application la plus large des principes démocratiques, de l'élection des dirigeants, de la publicité et transparence des débats, dans un parti légal, et plus encore : légal et de masse. Et, sur un plan théorique plus général, il précisait : *« Bien entendu, la cause première de ce succès (du parti des révolutionnaires professionnels) réside dans le fait que la classe ouvrière, dont les meilleurs éléments constituèrent la social-démocratie, se distingue, pour des raisons économiques objectives, de toutes les classes de la société capitaliste par une plus grande aptitude à s'organiser. N'était cette condition, l'organisation*

des révolutionnaires professionnels eût été un jouet, une aventure, une façade sans arrière, et la brochure Que faire ? *souligne à maintes reprises que* ***cette organisation qu'elle défend n'a de raison d'être qu'en liaison avec la classe réellement révolutionnaire et qui monte spontanément au combat*** » (*Œuvres*, tome 13, p. 103 ; souligné par nous).

Cela nous semble être la formulation correcte du problème des rapports entre organisation d'avant-garde, comme tâche spécifique à résoudre, spontanéité de masse, et auto-organisation de la classe, même si les termes « en liaison avec » méritent évidemment plus amples développements.

Mais, tout cela étant dit et entendu, il n'en reste pas moins que *Nos Tâches politiques* contiennent des inquiétudes et des avertissements sur les risques que court tout parti où une des composantes de la conception du centralisme démocratique, et surtout de sa mise en pratique, est développée outre mesure dans des conditions d'exercice du pouvoir et de recul de l'activité des masses. Pierre Broué fait œuvre salutaire en le soulignant avec fermeté.

La conclusion coule de source. Une véritable auto-organisation de la classe dans son ensemble, un réseau et un pouvoir des soviets englobant la totalité de la classe — ou du moins sa très grande majorité —, ne sont possibles que sur la base du pluripartisme. Parce que la classe ouvrière, dans les faits, suit divers partis et courants politiques ; les étouffer ou les interdire équivaut dès lors à restreindre, non les droits et les pouvoirs de l'impérialisme ou de la bourgeoisie, mais bien ceux de secteurs importants de la classe ouvrière elle-même. Cela est vrai aussi parce que, sans la liberté du débat et de la lutte politiques, l'activité et l'éducation politiques de la classe ouvrière se dégradent rapidement, et un système de suivisme passif d'abord, d'obéissance bureaucratique ensuite, et finalement d'indifférence et de cynisme généralisés, se substituent fatalement à la démocratie ouvrière vivante.

A ce propos, c'est notre Rosa qui a vu juste la première malgré sa sympathie passionnée pour la révolution d'Octobre, et malgré le fait qu'elle a trop peu tenu compte des circonstances particulières de la guerre civile qui faisait rage en Russie en 1918-1920. A partir de 1921, son avertissement est légitime et, hélas, confirmé par l'expérience historique : « *Mais si l'on étouffe la vie politique dans tout le pays, la paralysie gagne obligatoirement la vie dans les soviets. Sans élections générales, sans une liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie demeure le seul élément actif.* » (*la Révolution russe, octobre 1917, in Œuvres*, tome 2, Petite collection Maspéro, Paris, 1969, p. 85.)

LA HAINE STALINIENNE

Le livre de Pierre Broué permet de répondre à une question qui se dégage de l'histoire de l'URSS des années 1923-1940, et que les historiens et jeunes (sans parler de l'avant-garde ouvrière) se posent et se poseront de plus en plus dans ce pays : comment expliquer la haine persistante, la persécution implacable, de Staline à l'égard de Trotsky, de sa famille et de ses amis ?

Laissons de côté l'aspect purement psychologique du phénomène : rivalité personnelle, jalousie et envie, sentiment d'infériorité intellectuelle nourrissant un fort sentiment de culpabilité, paranoïa universelle et monstrueuse... Tout cela n'est pas faux. Mais c'est absolument insuffisant pour expliquer comment un individu frappé de pareilles tares ait pu régner de manière quasi totale, dans un grand pays, sortant d'une expérience révolutionnaire spectaculaire, qui avait non seulement libéré les énergies économiques mais encore le potentiel d'émancipation culturelle et morale de millions d'êtres humains.

On se rapprochera davantage d'une explication scientifique cohérente en soulignant le rôle politique des deux protagonistes de ce drame, comme représentants de manière quasi concentrée des intérêts, des traditions, des « valeurs » de deux forces sociales antagonistes en présence : le prolétariat et la bureaucratie.

La haine stalinienne fut longtemps partagée par une bonne partie de la bureaucratie. Le combat anti-bureaucratique de Trotsky fut ressenti comme fondamentalement juste par une bonne partie de l'avant-garde ouvrière — à des degrés divers, et surtout à des moments différents, voilà la tragédie ! —, par la quasi-totalité des vieux bolcheviks, y compris celles et ceux qui avaient appuyé Staline.

Plus ce dernier accumulait de pouvoirs, plus il évolua vers le « pouvoir personnel », plus le Thermidor aboutit au bonapartisme, à la dictature, et plus la survie de celui, de ceux et celles qui incarnaient le programme et l'idéal d'Octobre, pour ne pas dire la tradition émancipatrice du marxisme, devenaient insupportables aux suppôts et porte-parole de la contre-révolution politique ; qui, justement parce que c'était une contre-révolution politique et non sociale, ne pouvait pas couper totalement le cordon ombilical avec Marx et Lénine, devait apparaître drapés dans un « marxisme léninisme » monstrueusement déformé, se présenter comme les héritiers légitimes d'une tradition qu'ils foulaientt tous les jours davantage aux pieds. Il ne fallait pas seulement supprimer le contradicteur principal. Il fallait condamner au silence définitif tous les contradicteurs potentiels.

Or, parmi ceux-ci, seul Trotsky portait non seulement une dénonciation du stalinisme, mais aussi une explication de la dictature bureaucratique, solidement fondée sur la tradition marxiste. Cela en faisait forcément l'ennemi public n° 1 de la dictature. Il la sapait, pour ainsi dire, de l'intérieur, ne fût-ce que sur le plan théorique. Dès lors, la persécution systématique, la tentative de suppression totale de la mémoire et des idées de Trotsky correspondaient à un réflexe d'auto-défense et d'auto-justification d'une caste privilégiée forte de centaines de milliers d'individus, dont Staline était simplement le plus efficace et le moins scrupuleux exécuteur des basses œuvres.

L'explication est plus crédible, mais reste cependant insuffisante. C'est faire trop d'honneur à la bureaucratie en général et à Staline en particulier que de les présenter comme obsédés par des idées, des programmes, des dénonciations, des analyses cri-

tiques, voire des besoins d'auto-justification ou même d'identité. Tout cela a incontestablement joué un rôle dans la persécution de Trotsky et du trotskysme d'abord, du parti bolchevik dans son ensemble ensuite. Mais il y avait plus que cela.

Ce qui faisait de Trotsky et des bolcheviks-léninistes de l'opposition les ennemis prioritaires de Staline et de la bureaucratie c'était la capacité et la volonté inébranlable de Lev Davidovitch et de ses compagnons de traduire la critique et la dénonciation de Staline, du stalinisme et de la bureaucratie, en activité politique orientée vers la classe ouvrière. Il s'agissait d'un révolutionnaire, de révolutionnaires, éduqués, endurcis, trempés par deux expériences d'activité en période non-révolutionnaire, avant 1905 et entre 1907 et 1913, où ils avaient appris, en groupes plus réduits que l'Opposition de 1928 ou même celle de 1932, à épier le moindre signe de réveil et d'activité ouvrière, à s'insérer et insérer leurs idées révolutionnaires dans ces combats, même les plus réduits et les plus modérés, l'art de l'organisation clandestine pour tisser patiemment des liens, ne fût-ce qu'avec deux ouvriers oppositionnels dans telle entreprise, trois étudiants rebelles dans telle université, deux cents travailleurs déclenchant une action de protestation ou une grève même timide.

Staline, passé par la même école, connaissant les mêmes techniques, était paniqué par l'idée que ce que Trotsky et les bolcheviks avaient réussi contre le tsar, ils le réussiraient tôt ou tard également contre lui. Il pouvait s'accommoder de tout, à certaines conditions (voir la manière dont il traita les secteurs successifs de capitulards entre 1928 et 1934). Il ne pouvait pas s'accommoder de propagandistes et d'agitateurs tournés vers la classe ouvrière et la jeunesse.

Il ne se trompait d'ailleurs pas, du moins au niveau de l'histoire à long terme. Il suffit de se poser la question de ce qu'aurait été le destin de la révolution hongroise de 1956, celui de Solidarnosc, s'il y avait eu dans ces pays un noyau bolchevik-léniniste organisé, ne fût ce que de mille personnes, sans même évoquer l'équivalent de Trotsky, représentant, incarnant la tradition communiste du pays et s'étant identifié avec toute protestation populaire, toute revendication ouvrière depuis dix ou quinze ans, pour comprendre toute la différence que la vie ou la mort de Trotsky et du trotskysme en URSS représentait pour les chances de survie à long terme de la dictature bureaucratique.

La haine et la persécution de Staline à l'égard de Trotsky et du trotskysme, ce n'était donc pas seulement une haine et une persécution d'ennemis idéologiques. C'était une haine et une persécution des seuls communistes qui étaient capables d'aider la classe ouvrière soviétique à saper et à renverser le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie.

Ce que Staline et la bureaucratie haïssaient en Trotsky, c'est ce que les ouvriers et les jeunes d'URSS vont admirer et imiter chez lui dans les années à venir : sa défense intransigeante des intérêts matériels et politiques des travailleurs ; son identification avec la lutte anti-bureaucratique, pour la démocratie socialiste ; sa lutte persistante contre l'inégalité sociale, contre les privilèges, contre l'arbitraire, contre l'injustice, pour l'émancipation des femmes, des jeunes, des nationalités minoritaires face aux multiples tentatives de discrimination et d'embrigadement.

Pierre Broué nous fait revivre cet aspect, sans doute le moins connu, de Trotsky comme inspirateur et dirigeant de l'Opposition après son exclusion du PCUS, de manière minutieuse, mois après mois, année après année. C'est un des apports les plus précieux de ce livre remarquable. Et il faut lui savoir gré de ne pas personnaliser à l'excès cette continuité politique et organisationnelle impressionnante.

Car il ne s'agissait pas du seul Trotsky et des seuls Trotsky et Sedov. Il s'agissait de nombreux militants hors pair, que Broué fait revivre, auxquels il rend un

Vendredi 14 Mai 1948 - Bi-Mensuel "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS" Numéro 218 6 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS 17e. GUT 80-60

C C P PARIS 5479-17 — IMPRIME EN FRANCE.

EN GRÈCE CHAQUE JOUR DE NOUVEAUX ASSASSINATS

Tous les travailleurs français sont solidaires de leurs camarades grecs.

Ils les aideront véritablement en menant sans relâche le combat contre le capitalisme mondial, régime de boue et de sang.

C'est la tâche que s'est fixée la IV Internationale.

FACE A WALL STREET ET AU KREMLIN, FACE A LEURS AGENTS QUI DIVISENT LA CLASSE OUVRIÈRE

LE IIe CONGRES MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE

montre aux travailleurs la seule voie de la paix et de l'émancipation :

La Révolution Communiste Internationale et les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde

La Vérité, 14 mai 1948.

nom et une identité politique. Ils sont parmi les plus purs héros et héroïnes de notre siècle, qui n'ont jamais courbé l'échine, ni jamais cédé devant « l'inévitable », jamais perdu foi dans la disparition de ce cauchemar, qui ont été tués jusqu'au dernier. Comme l'a dit un témoin occulaire : ils sont tombés droits comme des chênes, avec sur les lèvres une condamnation de Staline et un hourra pour le pouvoir des soviets et pour la révolution mondiale. Nous sommes fiers d'eux et d'elles.

Demain, tous les prolétaires de l'URSS seront aussi fiers d'eux. Grâce à eux, notre courant est le seul qui peut regarder en face le peuple soviétique, sans sentiment de culpabilité, sans honte et sans complexes. Ils ont sauvé l'honneur et la continuité du communisme.

Dans la langue d'Esope de son discours final devant les juges (quels « juges » !) du troisième procès de Moscou, l'infortuné Boukharine a eu cette formule synthétique qui recouvrait aussi tant de regrets : *« Il fallait être un Trotsky pour proposer et faire tout cela. »* En effet ! Il fallait être un Trotsky pour poursuivre inlassablement le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière soviétique et internationale, en pleine terreur hitlérienne et stalinienne, quand il était minuit dans le siècle. Grâce au livre de Pierre Broué, des milliers de contemporains le comprendront mieux maintenant, et comprendront que ce n'était point une cause perdue.

C'est un grand, un très grand livre, grand par son dessein, grand par le souffle qui le porte, grand par son érudition, grand par les conclusions auxquelles il aboutit et que nous approuvons. Il est et restera un instrument indispensable. Il faudra attendre longtemps pour qu'on fasse mieux, peut-être après que toutes les archives s'ouvrent en URSS même, et encore.

1. E. Germain, « La discussion sur la question syndicale dans le parti bolchevik (1920-1921) » *in Quatrième internationale*, 1955, n° 1.

2. George Novack a correctement souligné cette contribution de Trotsky au développement de la pensée marxiste, clarifiant un aspect central des tâches politiques des révolutionnaires aux Etats-Unis (George Novack, « Leon Trotsky's contribution to Marxism », *in Proletarian politics*, Barodia/India, 1980, n° 1-2). Le même article contient un exposé succint et lucide de la loi du développement inégal et combiné, que Trotsky formula le premier, et une défense de la théorie de la révolution permanente qui se fonde sur cette loi. George Breitman développa plus en détail la conception marxiste (trotskyste) de la question noire aux Etats-Unis.

INTERNATIONALISME ET SOLIDARITÉ ANTI-IMPÉRIALISTE

PIERRE ROUSSET

L'internationalisme est une catégorie historique qu'il faut remplir d'un contenu concret, à chaque période.

Un séminaire sur les mouvements sociaux et l'internationalisme (intitulé « Comprendre l'internationalisation et l'internationalisme ») s'est tenu les 14 et 15 novembre, à l'Institut des sciences sociales de La Haye, Pays-Bas.

Nous publions ci-dessous la contribution présentée par Pierre Rousset à l'occasion de ce week-end sur l'internationalisme d'hier et d'aujourd'hui ; contribution dont le texte anglais est originellement paru dans « The Old Internationalism and the New. A Reader on Labour, New Social Movements and Internationalism » (La Haye, Peter Waterman, 1988).

Pierre Rousset traite ici de la solidarité anti-impérialiste et des leçons, en ce domaine, de la révolution vietnamienne et des activités déployées par la IVe Internationale.

Ce séminaire réunissait des universitaires, des syndicalistes, des militants de divers mouvements de masse ou comités de solidarité, certains d'entre eux très férus et d'autres beaucoup moins au fait de l'histoire du mouvement trotskyste, d'où, notamment, l'autoprésentation et les notes explicatives qui accompagnent cette contribution.

Il y a plusieurs façons d'aborder les rapports entre internationalisme et mouvements sociaux. Je centrerai ma contribution à la discussion de cette commission sur le cas de la solidarité anti-impérialiste. Le choix de cet angle d'approche tient à ma propre expérience : je suis engagé de façon plus ou moins permanente dans divers types d'activités anti-impérialistes depuis 1965. Plus précisément, les notes qui suivent sont basées sur trois expériences personnelles : des études et recherches sur les luttes de libération nationale et révolutionnaires en Asie du Sud-Est, Viêt-nam et Indochine (sur lesquelles je concentrerai l'essentiel de mes remarques), mais aussi Chine, Thaïlande et Philippines ; la participation aux mobilisations et organisations unitaires de solidarité anti-impérialiste[1] ; enfin, je connais assez bien une tentative (et ses difficultés) de construire une organisation internationale de marxistes révolutionnaires, la IVe Internationale (QI)[2].

Ces ancrages permettent de poser un certain nombre de questions sur les rapports entre luttes de libération nationale, anti-impérialisme et internationalisme ; ainsi que sur le type de rapports entre mouvements sociaux et partis politiques, des uns aux autres et entre eux. Je ne traiterai ici de ces questions que de façon très sommaire et schématique.

Pour entrer dans le sujet, j'examinerai quelques « enseignements » du Viêt-nam et de l'histoire du Parti communiste vietnamien (PCV) en y cherchant des implications éventuelles pour notre compréhension de l'internationalisme et de la solidarité anti-impérialiste.

L'INTERNATIONALISME : UNE CATEGORIE HISTORIQUE

La révolution vietnamienne représente un point de départ particulièrement intéressant pour aborder la nécessité/difficulté et la nature de « l'internationalisme comme réponse à l'internationalisation » (voir P. Waterman, 1987), et ses rapports à la question nationale.

Le caractère prolongé de la lutte (concept plus large que celui de guerre prolongée) est une des principales caractéristiques du cas vietnamien. La lutte pour la libération nationale, pour la révolution sociale et sur la question du pouvoir d'Etat au Vietnam a été d'une durée et d'une continuité rarement égalée : des années vingt aux années soixante-dix. Au cours de ce demi-siècle, cette révolution a évolué dans des cadres très différents. C'est vrai tant au niveau national — sous le colonialisme et après (1954) — que régional — avant et après la victoire de la révolution chinoise (1949) et la guerre de Corée (1950-1953) — et international — avant et après la Seconde Guerre mondiale (1937/39-1945), de l'intervention française à l'américaine (le tournant des annés cinquante), avant et après l'ouverture du conflit sino-soviétique (1960).

Ce rappel permet de replacer la notion « d'internationalisme » dans une perspective historique. En effet, selon la période, la lutte vietnamienne a présenté des articulations très différentes entre : les diverses composantes de la lutte dans le pays lui-même (les éléments urbains/ruraux et politiques/militaires, par exemple), avec des résultantes variées ; les éléments de conscience culturelle et politique, notamment la relation complexe et fluctuante entre identités nationale et de classe ; les références politiques internationales et les « modèles » d'organisation révolutionnaire dont s'est successivement inspiré le mouvement révolutionnaire vietnamien (par exemple, celui de la France, puis celui de la Chine) ; les contraintes mondiales et le contenu concret qu'y prend l'internationalisme : les formes, la vigueur ou la faiblesse de l'internationalisme, ses divers centres de gravité, le degré réel d'interaction entre les luttes dans la (semi) colonie et la métropole impérialiste.

L'histoire du PCV a été affectée par ces changements de cadre dès sa naissance (Hémery, 1975 ; Rousset, 1978 ; Khan, 1982). On peut distinguer quelques grandes périodes, se juxtaposant partiellement : avant 1945 (la révolution d'août) et après (les guerres de libération), avant 1954 (les Accords de Genève et la partition temporaire du pays) et après (la combinaison des deux processus révolutionnaires, au Nord et au Sud), etc.

Chacune de ces périodes présente des traits différents, notamment en ce qui concerne le potentiel et les formes concrètes de l'internationalisme. Dans les annés trente, par exemple, nombreux étaient ceux qui plaçaient leurs espoirs dans un rôle actif du Komintern et dans la combinaison directe de luttes de masse en France, la métropole coloniale, et en Indochine, la colonie. Les révolutionnaires vietnamiens tournaient leurs regards vers l'Ouest : vers la France (du Front populaire) et l'Europe (la lutte contre le fascisme, la guerre civile espagnole). La libération

nationale était vécue comme partie intégrante de l'internationalisme prolétarien.

A la fin des années quarante, après la Seconde Guerre mondiale, avec la dissolution du Komintern et l'incapacité du mouvement ouvrier français à empêcher une nouvelle intervention coloniale en Indochine, les révolutionnaires vietnamiens se retournèrent vers l'Est, vers la Chine, où le Parti communiste chinois (PCC) gagnait progressivement la guerre civile contre le Kuomindang. L'internationalisme fut alors vécu comme une dimension des guerres de libération nationale prolongées.

Il y a ici bien plus que l'évolution d'idéologies. En 1936 et 1937, il existait une réelle interaction entre les mobilisations ouvrières françaises et les mobilisations de masse du peuple vietnamien. Les bouleversements de l'Europe affectaient directement les conditions de lutte en Indochine et l'enjeu était très élevé :

Manifestation du Front de solidarité Indochine.

de nouvelles possibilités s'ouvraient tant sur le terrain des luttes (semi) légales que de la clandestinité. Le centre de gravité concret de l'internationalisme, vu d'Indochine, se situait alors en Europe occidentale. Les défaites subies là (l'Allemagne, l'Espagne, mais aussi le fait que le Front populaire français n'ait pas remis en cause l'ordre colonial) ont profondément modifié dans un sens négatif les rapports de forces en Indochine même, en fermant certains « possibles » des années trente (comme de gagner rapidement l'indépendance). Dans la seconde moitié des années quarante, le centre de gravité concret de l'internationalisme, vu d'Indochine, s'est déplacé vers la Chine.

Ce n'est là qu'un des exemples de la façon dont l'internationalisme, vu d'Indochine, a revêtu des significations fort différentes au cours des cinq décennies de luttes prolongées. La révolution vietnamienne permet de montrer quelle combinaison de facteurs détermine le potentiel et les réalités de l'internationalisme dans une période donnée ; elle illustre combien l'« internationalisme » est une catégorie historique, qu'il faut remplir d'un contenu concret, à chaque période.

L'ESPRIT DE L'INTERNATIONALISME : LES ANNÉES SOIXANTE ET APRÈS

Il y a évidemment dans le monde (impérialiste) moderne des traits permanents qui fondent la possibilité (et, du point de vue socialiste révolutionnaire, la nécessité) de l'internationalisme : l'internationalisation des forces productives et la dimension internationale des luttes de classes (y compris la dimension internationale des luttes de libération nationale). C'est le fondement de la théorie des internationales, fondement plus d'une fois réaffirmé par la IVe Internationale elle-même (Frank, 1968 ; Cannon, 1968 ; Ross et Mandel, 1982).

Mais l'internationalisme n'est pas seulement une abstraction théorique, incarnée de façon permanente dans la construction de petites organisations d'avant-garde. Pour être un facteur actif dans les luttes en cours, il doit pénétrer la conscience de larges secteurs du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux et populaires, des mouvements de libération nationale. Cette extension dépend des caractéristiques concrètes de la période. La théorie de l'internationalisme doit incorporer une histoire de l'internationalisme comme phénomène de masse et pas seulement une histoire des quatre internationales, et il reste beaucoup à faire sur ce terrain. C'est particulièrement pertinent pour la génération de militants à laquelle je suis identifié, née à un moment où le Viêt-nam était perçu — et était effectivement — le point focal des luttes de classes internationales.

1968 a symbolisé ce que nous appelons dans notre jargon la « dialectique/convergence des trois secteurs de la révolution mondiale » : ce fut l'année

de l'offensive du Têt au Viêt-nam (symbole du combat pour la libération nationale dans le tiers monde), du Mai français (symbole de la reprise des luttes de classes dans les pays capitalistes développés) et du Printemps de Prague (symbole de la lutte antibureaucratique dans les sociétés de transition).

Ce cadre global a eu un impact profond sur les formes de la nouvelle et relativement massive radicalisation des années soixante, dont les effets se firent sentir bien au-delà des faibles effectifs de la « nouvelle avant-garde » politique en Occident : il existait une identification naturelle avec les luttes du monde entier. A l'internationalisation de la contre-révolution (les Etats-Unis en Indochine), on devait répondre par le nouvel internationalisme révolutionnaire. La radicalisation étudiante de la seconde moitié des années soixante fut tout naturellement internationaliste. On peut dire qu'à l'époque le sens de l'internationalisme comme anti-impérialisme était une composante de la radicalisation de la jeunesse et de ce qu'on appelle aujourd'hui les (nouveaux ?) « mouvements de masse », dans un nombre significatif de pays au moins. La décennie de 1963 à 1973 présentait également des conditions favorables à la consolidation d'une internationale révolutionnaire de petite taille, mais active. C'est dans ce cadre que les forces de la IVe Internationale se sont réunifiées, en 1963 (*Quatrième Internationale*, 1963), et, qu'après 1968, des organisations nationales plus fortes participèrent à sa construction, comme en France avec la formation de la Ligue communiste (Ligue communiste, 1969).

Les temps ont changé, on le sait. Si l'internationalisation est plus active que jamais au niveau des facteurs objectifs (voir le terrain économique), il n'en va pas de même pour les facteurs subjectifs ; l'internationalisme est en crise — pour ne pas dire pire — et pas seulement dans le mouvement révolutionnaire : le monde impérialiste connaît aussi sa crise de direction internationale.

En dehors d'un petit nombre de militants, il n'existe plus à une relative échelle de masse d'identification immédiate et simultanée avec la lutte des travailleurs polonais, la grève des mineurs britanniques et les luttes des peuples nicaraguayen et salvadorien. Cela explique dans une certaine mesure les nouvelles difficultés rencontrées par les organisations internationales comme la IVe Internationale, ou les courants comme le maoïsme depuis la seconde moitié des années soixante-dix. Cette constatation a aussi des implications sur la façon dont l'internationalisme comme anti-impérialisme peut s'enraciner dans des milieux plus larges que les simples « avant-gardes programmatiques » et les comités et réseaux de solidarité, petits mais persévérants.

Dans certains pays, une des pistes les plus viables réside probablement dans l'éclosion d'une conscience anti-impérialiste au sein du mouvement pour la paix (par exemple, à travers les mouvements anti-interventionnistes sur l'Amérique centrale et, bientôt, espérons-le, sur les Philippines). Mais le mouvement pour la paix est bien faible dans certains pays (comme la France, largement à cause de l'histoire politique de ce pays depuis la Seconde Guerre mondiale, de la nature de son mouvement ouvrier — et probablement aussi à cause du revers de la médaille que représente la tradition française, généralement « politique » et non « morale » sur ces questions.)

Enfin, quels seront les effets de la crise financière actuelle sur la conscience du mouvement ouvrier lui-même — et sur les chances d'une renaissance (ou d'une nouvelle érosion) de l'internationalisme prolétarien ?

L'INTERNATIONALISME COMME NÉCESSITÉ

L'internationalisme n'est plus à la mode. Cela ne signifie pas que l'internationalisme n'est plus nécessaire ; le besoin est bien là, même si la conscience en est faible. Une des principales leçons du Viêt-nam est que l'internationalisme est une nécessité. Chaque processus révolutionnaire est très spécifique, original. Mais les guerres du Viêt-nam ont révélé quelques vérités essentielles sur le monde contemporain et sur la combinaison stratégique de facteurs qui peut mener à la victoire. Comme la Révolution russe — et comme dans une certaine mesure la chinoise —, la révolution vietnamienne a d'abord remporté une victoire (fragile) dans le cadre d'une guerre mondiale, en août 1945. Mais, l'appui internationaliste ayant fait défaut en France et en Union soviétique, elle n'a pu la consolider. Dès lors, la révolution vietnamienne ne pouvait plus être victorieuse dans un tel cadre — ou bénéficier d'ouvertures « objectives » dans la situation internationale comme les révolutions cubaine et nicaraguayenne. Elle a dû, dans une large mesure, se créer elle-même les conditions internationales de sa propre victoire : c'est l'histoire qui suit les Accords de Genève de 1954 et qui mène aux Accords de Paris de 1973.

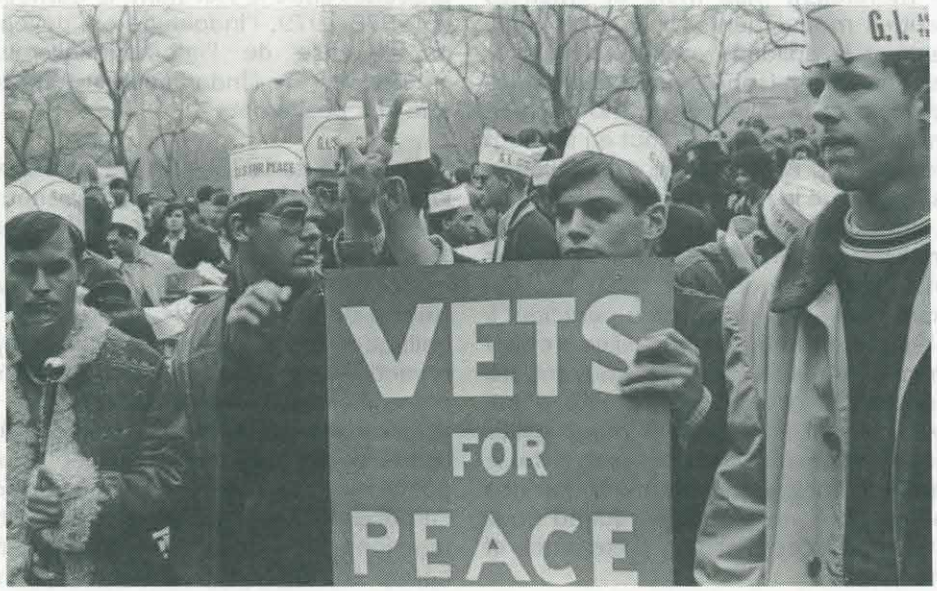
Plus d'une fois, le mouvement de libération nationale vietnamien s'est retrouvé isolé sur la scène internationale. Néanmoins, l'internationalisme actif s'est avéré un facteur décisif pour la victoire elle-même, et pas seulement pour assurer la consolidation et la défense d'un régime issu d'une victoire. Il a fallu infliger à Paris et Washington une défaite militaire mais aussi politique. Et cela non seulement en Indochine mais aussi sur la scène internationale, en France et aux Etats-Unis mêmes. Le PCV ne pouvait pas envoyer de troupes, de missiles ou de bombardiers au-delà des frontières de son pays. Mais il pouvait agir sur la situation politique en France et aux Etats-Unis, indirectement (en se montrant capable de soutenir une guerre prolongée et coûteuse plus longtemps que les puissances impérialistes) et directement (en intervenant activement outre-mer dans l'organisation de la résistance à la sale guerre).

Loin d'être un luxe, la solidarité internationale était une nécessité absolue. Mais elle ne fut pas automatique ; elle dut être gagnée sur des terrains nombreux et complexes. Le PCV a dû élaborer une diplomatie, en période défensive et en période offensive ; il a dû gagner le soutien d'un « camp socialiste » profondément divisé, d'un mouvement antiguerre multiforme, fractionné, aux Etats-Unis, et le soutien du mouvement international de solidarité

(notamment en Europe occidentale). Il était vital pour la révolution vietnamienne de tirer le maximum d'avantages de tous les potentiels de solidarité, et d'exacerber les divisions dans le camp ennemi.

Face aux « conseils » et aux pressions de Moscou et Pékin, le PCV a dû imposer à ses alliés sa propre indépendance de choix dans les négociations et règlements politiques (Rousset, 1975) : c'est là une des différences les plus frappantes entre les négociations de Genève de 1954, au cours desquelles les Vietnamiens étaient relégués à une position subordonnée par rapport aux délégations russe et chinoise (Joyaux, 1979), et celles de Paris, où les Vietnamiens se trouvaient seuls face aux délégations saïgonnaise et américaine.

Plus généralement, les forces révolutionnaires vietnamiennes placèrent de plus en plus les thèmes des « trois grands courants » de « la révolution mondiale » (la libération nationale, la lutte de classe prolétarienne et la construction socialiste) et du front unique en défense de leur lutte pour l'indépendance au centre de leur politique (Le Duan, 1970). Elles se montrèrent capables de collaborer avec tous les courants de la solidarité, malgré les difficultés de l'entreprise, par delà divergences idéologiques et politiques. En poursuivant cette politique avec conséquence, ils acquirent une efficacité extraordinaire sur le terrain international et contribuèrent activement à l'unité du mouvement de solidarité. Cela explique en partie qu'ils soient devenus le foyer d'un nouvel esprit internationaliste.



Anciens du Viêt-nam lors d'une manifestation anti-guerre à New York.

UNITÉ, SOLIDARITÉ, RÉCIPROCITÉ, RESPONSABILITÉ

Ici aussi, les leçons du Viêt-nam sont fort utiles pour les luttes révolutionnaires actuelles qui ne bénéficient pas d'un « moment favorable » objectif dans la situation internationale : le Salvador et les Philippines en particulier. Elles soulignent la responsabilité de ceux qui pouvaient alors, et peuvent encore aujourd'hui contribuer aux activités et à l'éducation internationalistes. Les Vietnamiens ont eu besoin de nous ; comme d'autres avant et après eux.

Il y avait un devoir politique et moral ici. Il fallait tout faire pour mettre fin à ce qui devint probablement la plus sale de toutes les sales guerres impérialistes ; or, on ne le pouvait qu'en unissant toutes les forces concernés. Mais il y avait plus. Une véritable interaction s'est instaurée entre les luttes indochinoises et les autres luttes du monde. En attirant sur eux l'essentiel de l'intervention US pendant dix années charnière, les trois peuples indochinois ont contribué de façon décisive à mettre la politique de Washington en crise et à montrer les limites de la puissance économique, militaire et politique des Etats-Unis dans l'après-guerre (Kolko, 1986). De l'Angola au Nicaragua, d'autres mouvements ont pu saisir le « moment favorable » ouvert par les victoires de 1975 : la paralysie (relative et temporaire) du camp impérialiste.

Pour des millions de gens dans le tiers monde, en Occident et au Japon, le Viêt-nam était une référence. Certes, il existait alors un mythe révolutionnaire, qui posa un problème dans les années soixante-dix lorsqu'il devint évident que le socialisme n'était pas pour bientôt dans les pays industrialisés. Mais il y avait plus qu'un mythe. Le mouvement multiforme contre la guerre du Viêt-nam affectait de larges secteurs des mouvements de la jeunesse, ouvriers et sociaux : c'était une composante organique de la vague de radicalisation des années soixante, de la formation de la « nouvelle gauche », de l'émergence de nouvelles forces progressistes et révolutionnaires, des changements de mentalité et de conscience.

Dans ce cas plus que dans tout autre, peut-être, la solidarité n'a pas été à sens unique, de l'Occident au tiers monde. En effet, il me semble qu'on peut dire

que les forces vietnamiennes ont reçu moins qu'elles n'ont donné, tant au niveau « objectif », en montrant les limites de la puissance américaine, qu'au niveau « subjectif », en travaillant avec toutes les couleurs de la palette progressiste et révolutionnaire. Elles ont assumé le poids de la guerre et payé pour ce faire un prix très élevé. A plus d'une reprise, les Vietnamiens ont été frustrés de leur victoire par manque d'internationalisme actif en Occident : en 1945, 1954, 1965, 1968... C'est pour cette raison que la guerre a été si longue et coûteuse ; il ne faut pas l'oublier aujourd'hui que le versant sombre de l'Indochine révolutionnaire nous apparaît (Rousset, 1985).

Solidarité a signifié réciprocité, et responsabilité, des deux côtés. Les Vietnamiens comprenaient bien que le mouvement anti-guerre/de solidarité était fait de mouvements nationaux. Pour être efficace, il fallait qu'il soit large, pour être large, il fallait qu'il ait un sens pour la population du pays où il se développait ; il ne pouvait simplement être dirigé de Hanoï comme un réseau d'ambassades informelles. Ce faisant, les Vietnamiens se montraient plus mûrs et efficaces qu'une série d'autres mouvements de libération qui tendent à considérer la solidarité comme leur propriété privé. C'est une des raisons pour lesquelles les Vietnamiens ont accepté la diversité du mouvement de solidarité comme un fait politique ; tout en prônant l'unité. Malheureusement, l'autre terme de la relation n'a pas toujours manifesté la même responsabilité. Le thème du front uni devait être aussi important pour nous que pour les Indochinois. Des organisations comme le Front solidarité indochine (FSI) ont été construites sur cette base et ont appelé à participer à toutes les mobilisations, même quand elles s'effectuaient à l'initiative d'autres forces. Mais souvent, les divisions sectaires freinaient la solidarité. Plus d'une fois, des mobilisations ont été reportées ou affaiblies par des luttes intestines qui n'avaient pas grand chose à voir avec la tâche de mettre fin à la guerre. Par nos actions, nous avons aidé, en particulier quand nous acceptions d'unir nos forces. Par nos prétentions et nos querelles, non.

Nous nous battions pour la fin de l'intervention impérialiste, pour le droit à l'autodétermination et pour la victoire des forces de libération nationale/révolutionnaires. La solidarité est au service de ceux qui sont engagés dans le combat. C'est pourquoi il était important pour nous d'être prêts à répondre à des appels spécifiques à la mobilisation, quel que soit leur terrain, si cela était considéré comme important ou vital par les Vietnamiens eux-mêmes. En même temps, il n'était ni de notre ressort ni dans nos capacités, de décider de leur conduite.

Le terrain diplomatique offre un bon exemple, à cet égard. Il n'entrait certainement pas dans notre rôle de décider quand et comment les Vietnamiens devaient négocier, ou ce que serait alors un règlement acceptable : la responsabilité n'en pouvait incomber qu'à ceux qui menaient effectivement la lutte. Le mouvement de solidarité n'était pas une sorte d'entremetteur dont la fonction aurait été d'élaborer un accord « raisonnable ». Mais le mouvement de solidarité devait être capable de répondre à un appel à l'action, même sur le terrain diplomatique, si ceux qui menaient la lutte en ressentaient le besoin, comme cela se produisit en automne 1972, lorsque les Vietnamiens appelèrent toutes les forces à se mobiliser pour forcer l'administration US à respecter sa parole et à signer les accords de Paris.

Internationalisme signifie unité, tant dans le pays où se mobilise la solidarité que dans celui où se mène la lutte. Le Salvador aujourd'hui en est un bon exemple. Unité signifie pluralisme. Le pluralisme est bon, la division est mauvaise ; la différence entre les deux réside le plus souvent dans la sens de la responsabilité. Chaque composante de la solidarité peut conserver ses propres convictions politiques sans tenter de les faire avaler à l'ensemble du mouvement.

L'INTERNATIONALISME ET LA QUESTION NATIONALE

Le Viêt-nam a joué, particulièrement entre 1965 et 1975, un rôle actif et positif dans le renouvellement de l'internationalisme. Quand des guerres se sont produites entre le Viêt-nam, le Cambodge et la Chine, en 1978-1979, l'Indochine est devenue un symbole de la crise de l'internationalisme. Cette leçon « négative » de l'Indochine est tout aussi importante que la « positive ».

La crise de 1978-1979 ne peut s'expliquer que par la combinaison de facteurs nationaux, régionaux et internationaux (Rousset, 1980, a et b ; Chanda, 1987). Parmi ceux-ci, on peut citer : l'état des pays indochinois après un calvaire sans précédent (trente-cinq années de guerre au Viêt-nam) ; les politiques impérialistes avant et après 1975 ; la réfraction en Indochine du conflit sino-soviétique, comme conflit interbureaucratique ; les tensions internes aux processus révolutionnaires indochinois (issus notamment de la question nationale dans la péninsule) ; le caractère très spécifique de la crise cambodgienne et du phénomène khmer rouge ; la réaction du mouvement révolutionnaire thaï à la crise ; et, dans ce contexte, les implications des erreurs (de la vision et des orientations) « triomphalistes » du PCV en 1975 et 1976.

A leur manière, l'Asie du Sud-Est et l'Indochine sont restés, après 1975, un point nodal des contradictions internationales. L'absence de capacités internationalistes s'est alors révélée aussi importante que l'avait été le mouvement de solidarité international durant la décennie précédente.

La crise d'après 1975 pose une série de questions complexes mais urgentes.

Comme l'internationalisme, la question nationale doit être restituée dans sa dimension historique. La révolution vietnamienne, plus que toute autre peut-être, a montré l'importance et les multiples faces de la question nationale dans les luttes du tiers monde. La lutte pour la libération nationale opère à plusieurs niveaux : le politique et l'économique (l'indépendance) ; le culturel (réaffirmer l'authenticité d'une histoire et d'une identité) et le structurel (la formation d'une nation indépendante, et de l'Etat indépendant/moderne).

Confrontés aux dangers du nationalisme, les Vietnamiens ont très classiquement distingué le nationalisme des nations opprimées de celui des oppresseurs ; et la défense des droits nationaux, du nationalisme comme idéologie. Néanmoins, avec le thème des « quatre mille ans d'histoire de la nation vietnamienne », ils ont fini par ne plus faire de la « nation » une catégorie historique. Le problème est que « nation » ne peut s'identifier simplement à communauté humaine, et la formation d'une nation à la continuité d'une présence humaine ; à partir des premières communautés établies dans le bassin de la Rivière rouge, plusieurs nations auraient pu se former ; la présente nation vietnamienne existerait-elle sans les mille ans d'occupation chinoise (entre autres et multiples facteurs) ?

Le rôle et la place d'une nation ne sont habituellement pas dénués d'ambigüités. La même nation peut être successivement et simultanément opprimée (par l'impérialisme, par exemple) et oppresseur (à l'égard d'une minorité nationale/religieuse, par exemple). Cela est lié à un des traits centraux de la notion (moderne) de nation : souveraineté sur un territoire, ce qui implique contrôle sur (ou lutte pour créer) un Etat (une administration).

Premier Mai en Bolivie.

En Indochine même, la question est devenue urgente à cause des différences de culture, de taille et de ressources des trois pays regroupés par la colonisation française, et l'importance des minorités (montagnards). Après les années trente, le thème de la Fédération indochinoise fut abandonné et la notion de souveraineté totale devint de plus en plus importante ; pour de bonnes raisons, mais avec des implications dangereuses lorsque la solidarité politique qui existait au sein du front révolutionnaire indochinois se brisa avec la constitution du courant khmer rouge. La question des futures relations intra-indochinoises fut alors esquivée. La crise d'après 1975 a pourtant montré que l'évolution des rapports entre affirmation de la nation et internationalisme restaient une question cruciale.

SOLIDARITÉ, INDÉPENDANCE ET CAPACITÉ DE DURER

La crise indochinoise de 1978-1979 peut aider à clarifier une série de questions auxquelles le mouvement de solidarité s'est affronté.

L'internationalisme est resté une nécessité après 1975, tant en Indochine même, qu'à l'égard de l'Indochine. Mais il ne s'est pas matérialisé à un moment crucial. En effet, nous, mouvement de solidarité, ne l'avons pas maintenu en vie après les victoires ; à cause du phénomène khmer rouge, du triomphalisme du PCV (qui choisit de s'adresser au gouvernement et non plus aux « amis »), mais aussi à cause de nos propres faiblesses.

L'internationalisme exige la capacité de durer. Les luttes sont prolongées, que ce soit sous la forme de guerres révolutionnaires ou autrement. Pour être efficace, la solidarité doit aussi être prolongée. Pour cela, l'indépendance du mouvement de solidarité doit être défendue. Pour durer, la solidarité ne doit pas être comprise par les militants organisés politiquement dans un sens « instrumental », en vertu duquel ils la maintiennent quand elle peut directement aider une de leur tâches immédiates de construction de parti, et l'abandonnent quand ce n'est plus le cas. La solidarité unitaire ne doit pas dépendre du contrôle d'un seul parti.

L'effet dramatique que le conflit interbureaucratique entre la Chine et l'URSS a eu en Indochine — et la manière dont l'impérialisme s'en est saisi à ses propres fins — souligne une nouvelle tâche de l'internationalisme aujourd'hui : la protection des révolutions contre ce type de pressions. Au cœur de ce problème, on trouve la différence entre internationa-

lisme et « campisme ». Les « camps » mondiaux existent bien : ils sont une réalité politique avec laquelle il faut traiter. Le soutien des Etats postcapitalistes (que ce soit la Chine ou le bloc soviétique) doit être conquis par ceux qui se battent (et ceux qui les aident à se battre). Mais la logique du campisme est néanmoins très éloignée de la véritable logique de l'internationalisme. Elle conduit à juger le caractère progressiste d'une lutte par la manière dont celle-ci s'articule avec la diplomatie d'un Etat (ou de plusieurs Etats).

Toute lutte mérite d'être jugée à sa valeur intrinsèque, et non à la perception qu'en a l'une ou l'autre capitale du « camp progressiste ». La solidarité unitaire ne doit pas dépendre d'un quelconque appareil d'Etat. Pour durer, la solidarité doit partir de la défense à long terme de la lutte du peuple et non de la défense d'un programme précis, d'ailleurs souvent en cours d'évolution. Il y a un vieux débat dans le mouvement de solidarité que la crise de 1978-1979 contribue finalement à clarifier : faut-il soutenir les luttes sur le « programme » de leur directions, ou pas ?

Nous avons apporté notre soutien aux mouvements de libération nationale cambodgien, laotien et thaï, et nous avons eu raison de le faire. Or, nous savons maintenant qu'ils avaient des programmes différents ; ils ont fini par se faire la guerre. Aujourd'hui nous soutenons à la fois les Salvadoriens et les Philippins, dont les mouvements ont des origines idéologiques très différentes (et ne sont pas forcément eux-mêmes homogènes, comme le cas salvadorien le montre particulièrement clairement). Unitaire, la solidarité peut et doit s'unir sur une plate-forme simple, élémentaire et fondamentale à la fois.

La solidarité anti-impérialiste unitaire et indépendante doit s'enraciner dans des mouvements larges, quand c'est possible. Mais elle ne peut être menée de la même manière quand elle représente un élément central de la situation politique nationale (comme lorsque elle était le champ de recomposition de la « nouvelle gauche », ou, comme aux Etats-Unis, lorsqu'il fallait ramener les soldats chez eux) qu'en d'autres circonstances (comme aujourd'hui en Europe pour ce qui concerne l'Amérique centrale et les Philippines). La solidarité anti-impérialiste est parfois une composante organique des mouvements sociaux, parfois non. Il faut néanmoins construire une véritable continuité de ce terrain d'action, ce qui réclame conviction, volonté, c'est-à-dire organisation et formation politique.

Ici, la responsabilité des militantes et militants organisés est très importante. Ce sont elles et eux qui peuvent assurer la continuité du travail de solidarité et de la formation internationaliste, au-delà des péripéties de la lutte et des mobilisations de masse. Ces militants organisés peuvent agir dans des comités de solidarité, des organisations de masse (comme les syndicats) ou des partis politiques (petits ou grands). La façon dont ils ou elles se comportent peut avoir un effet considérable sur l'efficacité du travail de solidarité permanent.

INTERNATIONALISME, ANTI-IMPÉRIALISME ET IVE INTERNATIONALE

On ne peut pas parler d'internationalisme et des mouvements sociaux sans traiter des responsabilités des militants « politiquement organisés » — qui font partie intégrante des mouvements « larges » — et de leurs organisations. Animés par des convictions profondes, doués de savoir-faire, liés à des organisations très diverses, ils peuvent apporter une aide considérable ; ou bien aggraver bien des problèmes si le sectarisme et la manipulation prennent le dessus.

L'internationalisme opère à des niveaux différents. Le mouvement de solidarité avec l'Indochine incorporait un large éventail de niveaux, liant ensemble des forces faiblement structurées et des groupes très cohérents. Le dynamisme du mouvement anti-guerre découlait partiellement de cette interaction. Dans ce cadre, le rôle joué par des petits groupes radicaux de la « nouvelle gauche » a été bien plus important que ce à quoi on aurait pu s'attendre au vu de leur taille (de même que le rôle de personnalités influentes et d'intellectuels du mouvement). Ce fut le cas, entre autres, pour les forces liées à la IVe Internationale dans plusieurs pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et au Japon, notamment. Comment l'internationalisme de parti peut-il se combiner à l'internationalisme de masse de manière utile ? L'histoire de la IVe Internationale peut être une étude de cas intéressante pour tenter de répondre à cette question.

L'internationalisme anti-impérialiste et les questions « du tiers monde » ont joué un rôle important dans l'histoire de la IVe Internationale (Frank, 1969). Parmi les principales expériences historiques qui ont présidé à la création de cette nouvelle internationale, il y a eu la défaite de la révolution chinoise de 1925-1927. Pendant un temps, l'Asie a été l'endroit où certaines de ses plus importantes sections nationales se sont formées, mais depuis la crise des organisations chinoises et la transformation du LSSP ceylanais en parti réformiste, le poids de la IVe Internationale a considérablement décliné dans cette région décisive du monde. Néanmoins, l'Amérique latine a été et reste l'une des plus importantes régions pour la IVe Internationale, aux côtés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Aujourd'hui, le PRT mexicain est certainement l'organisation la plus significative de l'internationale.

A travers l'existence de ses propres organisations nationales dans les pays dépendants, notamment dans les années soixante et soixante-dix, la IVe Internationale a dirigé une partie de son effort de solidarité anti-impérialiste vers la défense de ses propres cadres (comme la campagne pour la libération du dirigeant péruvien bien connu Hugo Blanco) et le soutien à ses propres sections nationales (comme la campagne de soutien à l'organisation bolivienne). Plus généralement, depuis la Seconde Guerre mondiale en parti-

culier, le développement des mouvements de libération nationale a profondément affecté la vie internationale de la IVe Internationale. Il a nourri des discussions sans fin sur la nature des partis qui ont mené ces mouvements à la victoire. Il a apporté une contribution décisive à la solution de la plus grave scission de la IVe Internationale, celle de 1952-1954 : la réunification incomplète, mais néanmoins importante, de 1963 a été préparée par la réponse positive apportée par les deux ailes du mouvement international aux révolutions algérienne et cubaine.

Il n'y a pas d'histoire simple ou homogène de la IVe Internationale, indépendante des périodes et des pays. Chaque organisation nationale est pleinement responsable de ses propres choix politiques ; elle a sa propre histoire et ses propres caractéristiques. Mais, dans l'ensemble et malgré des faiblesses évidentes, il existe une tradition active et très honorable d'intervention internationaliste, en particulier sur le terrain de la solidarité anti-impérialiste. La IVe Internationale a appris très tôt à soutenir des luttes même quand elles étaient dirigées par des partis ou mouvements très différents d'elle-même. La section française, par exemple, a toujours maintenu son soutien au mouvement de libération nationale vietnamien, même quand le Parti communiste français l'a abandonné au nom de la solidarité gouvernementale, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (Moneta, 1971 ; La question coloniale et la section française de la IVe Internationale, 1973 ; Ruscio, 1985).

Les organisations nationales de la IVe Internationale ont souvent été, avec les chrétiens, des personnalités intellectuelles et quelques autres, parmi les pionniers de la solidarité avec une nouvelle lutte de libération nationale. Elles se sont impliquées dans toute une gamme d'activités concrètes de soutien. Dans le cas de l'Algérie, par exemple, elles ont contribué non seulement au développement d'une opposition massive à la guerre, mais aussi à la constitution d'un réseau clandestin qui aidait les forces de libération en France et ailleurs en Europe. Elles ont offert un soutien matériel et technique, outre leur soutien politique (Hamon et Rotman, 1979). Du Vietnam à Cuba et à l'Algérie, la IVe Internationale a mobilisé ses forces dans la solidarité. Aujourd'hui, ses sections nationales et organisations sympathisantes jouent souvent un rôle significatif dans les activités anti-impérialistes, en particulier pour l'Amérique centrale.

L'internationalisme a fait partie de la raison d'être de la IVe Internationale depuis sa fondation. Cette expérience lui a appris à soutenir des mouvements à « définition » idéologique ou politique différente de la sienne. Elle lui a aussi appris (certes, avec un succès inégal) à appliquer concrètement les politiques de front uni et à travailler avec d'autres dans le mouvement de solidarité : groupes révolutionnaires divers, chrétiens, membres des PC, « tiers-mondistes », etc. La même expérience a été accumulée sur d'autres terrains, comme la solidarité avec les luttes ouvrières et la solidarité avec les travailleurs polonais.

Meeting de la LCR à Tokyo, dans la salle des paysans de Sanrizuka.

LE DÉCLIN DU SECTARISME DES ANNÉES SOIXANTE-DIX

Néanmoins, plusieurs problèmes se sont posés à ma génération, dans les années soixante-dix. Dans les années soixante, quand l'internationalisme était largement anti-impérialiste (au moins en Europe) et fondé sur le radicalisme du mouvement étudiant, la IVe Internationale avait la capacité de contribuer à des initiatives centrales (à Paris, Berlin, Bruxelles, Milan, pour citer quelques exemples). Dans les années soixante-dix, l'internationalisme a dû se tourner aussi vers le mouvement ouvrier (avec la crise !). La

IVe Internationale a pris quelques initiatives sur ce front (l'organisation de conférences de syndicalistes de base). Mais ses forces se sont avérées trop faibles et trop inégalement représentées dans les divers secteurs industriels (d'un pays à l'autre) pour vraiment réussir.

Cela est lié à un autre aspect des années soixante-dix. Dans l'ensemble, la décennie a été plutôt sectaire en ce qui concerne l'extrême gauche. Les relations unitaires entre les groupes révolutionnaires ont été assez difficiles, ce qui a freiné leur capacité d'action. La IVe Internationale était certainement une des forces les plus unitaires de la gauche radicale, mais elle n'a pas été exempte de tout sectarisme et de toute conception manipulatoire ; ceux-ci ont même parfois été aigüs comme dans le cas du courant connu sous le nom de « moréniste » en Amérique latine (qui a fait scission de la IVe Internationale en 1979 sur la question du Nicaragua).

Un authentique changement d'atmosphère s'est produit dans les années quatre-vingt, pour le mieux. Nombreux étaient ceux, dans le mouvement révolutionnaire, qui commençaient à penser que le sectarisme coûtait trop cher : perte de crédibilité, de dynamisme, de forces — et même de vies et d'occasions exceptionnelles. Mon expérience personnelle est qu'un nouveau sens du dialogue et de l'unité s'est répandu chez de nombreux révolutionnaires et radicaux d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie... Ce qui est très prometteur.

Certes, ces évolutions sont encore fragiles et inégales. Aux Etats-Unis, les forces liées à la IVe Internationale viennent de traverser une très grave crise et la tendance est plus à la division qu'à l'unité ! Partout, un certain nombre d'organisations ont gardé le sectarisme des années soixante-dix — ou même des années trente. Certaines continuent encore de faire de l'antitrotskysme une religion[3] (on peut dire que l'antitrotskysme, héritage du stalinisme, joue un rôle similaire à l'anticommunisme pour les régimes de droite. L'antitrotskysme est en fait une forme spécifique d'anticommunisme née dans le mouvement communiste lui-même).

Néanmoins, la collaboration, la coordination et même des regroupements et des fusions se sont produites entre organisations de traditions idéologiques différentes d'une manière qui n'aurait pas été possible il y a dix ans. Certaines sections de la IVe Internationale ont récemment connu de tels fusions ou regroupements, dans plusieurs pays comme le Brésil, le Pérou, l'Allemagne de l'Ouest. Certaines, comme dans l'Etat espagnol, sont actuellement engagées dans un processus de collaboration qui pourrait mener à de nouvelles fusions, s'il réussit.

UNE RÉÉVALUATION DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGT

Derrière ces changements, il y a plus qu'un nouvel esprit unitaire. Un certain nombre de préjugés du passé ont été remis en cause par des réalités — c'est vrai pour la IVe Internationale aussi bien que pour d'autres courants révolutionnaires. De nouvelles discussions se sont ouvertes, qui sont loin d'être terminées. Les questions posées sont importantes, en particulier en ce qui concerne les rapports entre l'internationalisme d'avant-garde et l'internationalisme de masse.

Dans le passé, les organisations nationales de la IVe Internationale pouvaient être unitaires (plus souvent) ou sectaires (moins souvent). Mais il y avait une présupposition commune : que la géographie politique de la gauche était essentiellement polarisée autour de trois pôles principaux : le stalinisme, la social-démocratie et le marxisme révolutionnaire (tel qu'il est exprimé dans le programme de la IVe Internationale). Les autres courants étaient perçus comme « centristes », oscillant entre ces trois pôles. Mais deux de ces pôles étaient physiques (le stalinien et le social-démocrate), tandis que le troisième était encore fondamentalement « programmatique » — ce qui était déjà assez problématique si l'on veut parler d'un pôle d'attraction.

La plupart des autres courants révolutionnaires (comme le maoïste à l'échelle internationale ou le castriste à l'échelle continentale) partageaient des présuppositions semblables, d'autant plus que « leur » pôle était en plus physique : le poids de la Chine et de Cuba. Mais la « simplification » attendue de la géographie de la gauche internationale autour de ces pôles ne s'est pas produite. La politique étrangère chinoise évolua dans un sens inattendu. Le pluralisme, sinon la division, restèrent la règle, au niveau international, et, le plus souvent, aussi national.

Une deuxième présupposition, qui remontait aux années trente, a également été remise en cause, celle selon laquelle « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » (*Quatrième Internationale*, 1977[4]). L'idée qui sous-tend cette phrase est que les conditions socio-économiques générales pour une lutte révolutionnaire victorieuse dans un certain nombre de pays (à commencer par l'Europe) sont essentiellement mûres, que de larges secteurs des masses sont prêts au combat et que l'obstacle principal est le poids des directions bureaucratiques réformiste et stalinienne. Ce jugement était probablement au moins partiellement vrai dans les années trente (que l'on se rappelle la guerre civile espagnole) — mais certainement pas cinquante ans plus tard, dans les pays impérialistes !

Ces questions ont commencé à être discutées dans la IVe Internationale à l'occasion de son dernier congrès mondial, en 1985. Elles sont loin d'être complètement résolues. Mais des changements significatifs se sont déjà produits. Le texte alors adopté sur « La construction de la IVe Internationale » analysait l'existence d'un processus de recomposition du mouvement ouvrier et des forces révolutionnaires, global, complexe, multiforme et prolongé. Il commençait à analyser explicitement le rôle de la IVe Internationale en rapport avec le « processus de recomposition global » (*Quatrième Internationale*, 1985). De nouvelles élaborations nationales sont engagées pour tirer les leçons nécessaires du passé, mettre à jour de

nombreuses questions de stratégie et de construction du parti, réévaluer et critiquer les notions comme le « centrisme » ou la vision réductrice d'une simple « crise de direction » (Bensaïd, 1987).

Les questions soulevées sont difficiles : comment faire de notre mieux, dans les circonstances actuelles, pour regrouper des forces révolutionnaires nationales sans perdre l'atout programmatique et politique de la IVe Internationale, qui exprime si souvent, comme sur la question de la démocratie socialiste, des leçons de l'histoire moderne et contemporaine payées au prix fort ? Comment unir ou unifier dans la clarté politique ? Comment renforcer la collaboration internationale entre divers types de forces révolutionnaires ? Il n'y a pas de réponses simples à de telles questions, mais il y a déjà des changements notables : une façon différente de s'adresser aux courants révolutionnaires en dehors de la IVe Internationale ; une perspective à plus long terme en ce qui concerne les rapports unitaires, la recherche du dialogue et de l'échange d'expériences plutôt que les polémiques stériles, l'intégration de la notion de pluralisme dans l'analyse du mouvement révolutionnaire international, une vision plus respectueuse des autres. C'est, à mon avis, un tournant très important.

Tout cela ne concerne pas que les militants révolutionnaires organisés. Un esprit et une pratique plus internationaliste/pluraliste au sein de la gauche révolutionnaire elle-même peut contribuer à la renaissance d'un sens plus large de l'engagement internationaliste et des espoirs dont les mouvements ouvrier et sociaux sont porteurs. L'introduction plus systématique de conceptions unitaires dans « l'avant-garde » elle-même contribuerait certainement à combattre les pratiques instrumentales et manipulatoires de celle-ci dans le travail de masse. Des rapports plus sains entre les révolutionnaires organisés peuvent induire des rapports plus sains entre eux et les autres militants des mouvements ouvrier et sociaux. C'est un des biais par lesquels ceux qui sont « politiquement organisés » peuvent aider, plutôt que freiner, le développement des mouvements de masse autonomes.

Pierre Rousset

1. Mon activité principale dans une organisation de solidarité anti-impérialiste en France s'est faite d'abord dans le Front solidarité indochine (FSI). Le FSI est mort de mort naturelle après avril 1975 – date des victoires indochinoises. J'ai alors participé à des comités de solidarité avec la Thaïlande, et, plus tard, les Philippines.
2. La IVe Internationale a été fondée en 1938 sur un programme communiste antistalinien/antibureaucratique. Plusieurs organisations revendiquent l'héritage de cette organisation internationale. Celle dont je parle est le plus souvent associée au nom de l'économiste marxiste belge Ernest Mandel.
3. Trotsky était un des principaux dirigeants de la révolution russe – et une des principales personnalités à s'opposer à l'ascension du régime stalinien en URSS dans les années trente. Battu et exilé, il fut l'un des fondateurs de la IVe Internationale en 1938 ; il fut assassiné au Mexique par un agent de Staline en 1940.
4. Cette phrase est tirée du *Programme de transition* pour la révolution socialiste, l'un des plus importants documents de la fondation de la IVe Internationale en 1938.

Fraternisation entre GI's déserteurs et représentants du Viêt-nam en guerre.

Bibliographie

☆ Daniel Bensaïd, *Stratégie et Parti*, La Brèche, Paris, 1987.
☆ James P. Cannon, « The Vanguard Party and the World Revolution », *in 50 Years of World Revolution 1917-1967, An international symposium, Merit Publishers*, Ernest Mandel ed. New York, 1968.
☆ Nayan Chanda, *les Frères ennemis. La péninsule indochinoise après Saigon*, Presses du CNRS, Paris, 1987.
☆ Pierre Frank, « Necessity and Objective Roots of Proletarian Internationalism », *in 50 Years of World Revolution 1917-1967*, An international symposium, Merit Publishers, Ernest Mandel ed. New York, 1968.
☆ Pierre Frank, *la Quatrième Internationale*, Maspero, Paris, 1969.
☆ *Programme de transition*, Editions de la taupe rouge, Paris, 1977.
☆ « La dialectique actuelle de la révolution mon-

diale », *Quatrième Internationale*, 21e année, n° 19, Paris, 1963.
☆ « XIIe Congrès mondial de la Quatrième Internationale », *Quatrième Internationale*, numéro spécial 17-18, 1985.
☆ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *les Porteurs de valises, la résistance française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, Paris, 1979.
☆ Daniel Hémery, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Maspero, Paris, 1975.
☆ Huynh Kim Khánh, *Vietnamese Communism 1925-1945*, Cornell University Press, Ithaca & London, 1982.
☆ Gabriel Kolko, *Vietnam, Anatomy of a War 1940-1975*, Allen & Unwin, London et Sydney, 1986.
☆ François Joyaux, *la Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine*, Genève, 1954 ; et Publications de la Sorbonne, Paris, 1979.
☆ Le Duan, *la Révolution vietnamienne. Problèmes fondamentaux, tâches essentielles*, Editions en langues étrangères, Hanoï, 1970.
☆ Ligue communiste, *Construire le parti, construire l'internationale, extrait du débat préparatoire au congrès de fondation de la ligue communiste -2- de l'internationalisme à l'internationale*, Cahiers rouges, documents de formation communiste n°8-9, Maspero, Paris, 1969.
☆ Jacob Moneta, *le PCF et la question coloniale (1920-1965)*, collection Livres rouges, Maspero, Paris, 1971.
☆ *La Question coloniale et la section française de la IVe Internationale, de la création de la IVe Internationale à la guerre d'Algérie*, collection Cahiers rouges, série « Marx ou Crève », Maspero, Paris, 1973.
☆ John Ross et Ernest Mandel, « The Need for a Revolutionary Internationale », *International Marxist Review*, vol. 1, n° 1, 1982, Spring, 1982.
☆ Pierre Rousset, *le Parti communiste vietnamien*, Maspero, Paris, 1975.
☆ Pierre Rousset, *Communisme et nationalisme vietnamiens*, Galilée, Paris, 1978.
☆ Pierre Rousset, 1980, a. « Toward a Critical Solidarity », *AMPO*, vol. 12, n°2.
☆ Pierre Rousset, 1980, b. « Débat sur les origines de la crise indochinoise », *Inprecor*, summer special issue.
☆ Pierre Rousset, « Dossier Indochine : dix ans après la victoire », *Inprecor*, n° 196 (13 mai) et n°197 (27 mai), 1985.
☆ Alain Ruscio, *les Communistes français et la guerre d'Indochine (1944-1954)*, l'Harmattan, Paris, 1985.
☆ Peter Waterman, « A More Real Thing than Big-Big Coke, The New Internationalism », *The Hague : Working Paper*, n°37, ISS, 1987.

VERS L'AN 2000 : POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME OUVRIER ET DÉMOCRATIQUE

PETER WATERMAN*

Internationalistes de toujours, comme on dit, nous voulons débattre avec ceux qui réfléchissent et travaillent à ce que peut être, et doit être l'internationalisme de demain. Nous remercions Peter Waterman de nous autoriser à publier son article. Engagement d'une discussion qu'on ne peut que souhaiter...

Ce n'est pas *l'activité* internationaliste qui manque aujourd'hui. La télévision et les journaux parlent tous les jours de Greenpeace, de conférences internationales de femmes, de dénonciations d'Amnesty, d'initiatives de solidarité avec les peuples et les nations opprimés, d'actions du mouvement pacifiste international, etc. Même au pays de Reagan — qui s'est autoproclamé grand prêtre, juge et gendarme de l'ordre international actuel —, on a pu assister à une manifestation de masse des travailleurs et des églises contre la politique US en Amérique centrale et en Afrique du Sud (Washington, 25 avril 1987).

Ce qui manque en ce domaine, c'est une réflexion et une coordination systématiques. A quelques exceptions notables près (voir Waterman, 1988 ; Nils, 1978), il n'existe pas de débat sur l'internationalisme contemporain, que ce soit dans sa conception la plus générale, ou sur ses points d'application spécifiques dans le mouvement ouvrier, dans celui des droits de l'homme, dans le mouvement écologique, ou dans d'autres mouvements encore.

Cet article se propose d'ouvrir un tel débat. Son titre fait référence au livre de Raymond Williams, *Towards 2 000* (1983). Raymond Williams était un vieil homme plein de jeunesse, qui est mort bien trop tôt, le 26 janvier 1987. C'était un sociologue de la culture, un romancier, un écrivain socialiste. Sa pensée était profondément enracinée dans la réalité nationale, mais, en même temps, il faisait partie de cette poignée de penseurs socialistes britanniques profondément et ouvertement internationalistes. Il insistait sur le fait qu'aujourd'hui, nous n'appartenons plus seulement, ni même principalement, à des « communautés » épousant les frontières des Etats-nations, mais plutôt à des communautés locales et internationales. Il préconisait un internationalisme s'appuyant sur des communautés à dimension humaine, permettant de dépasser les relations entre Etats-nations (1983, p. 180-199). Mon article constitue un hommage à Williams et un essai de mise en forme systématique de ses propositions. Cet article s'organise en trois séries de thèses, qui passent, en un mouvement de zoom, du panorama au gros plan. Ainsi je commence par exposer neuf points d'ordre général sur l'internationalisation et l'internationalisme ; je continue en approfondissant quatre de ces points, et termine en développant l'un d'entre eux. Ce même mouvement correspond également — pour prolonger la métaphore — à un travelling qui va de l'internationalisme en tant que phénomène politique général, à l'internationalisme ouvrier comme forme spécifique de celui-ci. Le vieil internationalisme ouvrier et socialiste du XIXe siècle est peut-être moribond, mais il nous faut en inventer un nouveau pour l'an 2000.

NEUF PROPOSITIONS GÉNÉRALES SUR L'INTERNATIONALISATION ET L'INTERNATIONALISME

1. Durant tout le XIXe siècle, les analyses du processus d'« internationalisation » étaient sutout menées en référence au *Capital*. Cependant, les contradictions mises en lumière par ces analyses n'opposaient pas seulement capital international et salariat international, mais aussi capital international et Etat national.

2. Au XIXe siècle, l'« internationalisme » était principalement associé au mouvement ouvrier et aux idées socialistes qui avaient effectivement contribué à l'émergence d'une communauté et d'une culture ouvrières internationales. Mais l'aboutissement paradoxal de l'internationalisme du XIXe siècle fut aussi la généralisation de la forme Etat-nation (Italie, Pologne), le renforcement du pouvoir d'Etat sur la société et l'accroissement de la subordination de masse à l'Etat (Etat-providence, Etat communiste ou Etat populiste).

3. Le processus contemporain d'internationalisation doit être compris comme un phénomène social *global*, dans lequel il faut inclure la diffusion du système de normes et pratiques sociales capitalistes vers les Etats de la périphérie (à l'Est comme au Sud), ainsi que la mise en place d'un grand nombre d'instances supranationales qui viennent peser de manière croissante sur la politique des Etats-nations et sur le comportement de la population mondiale.

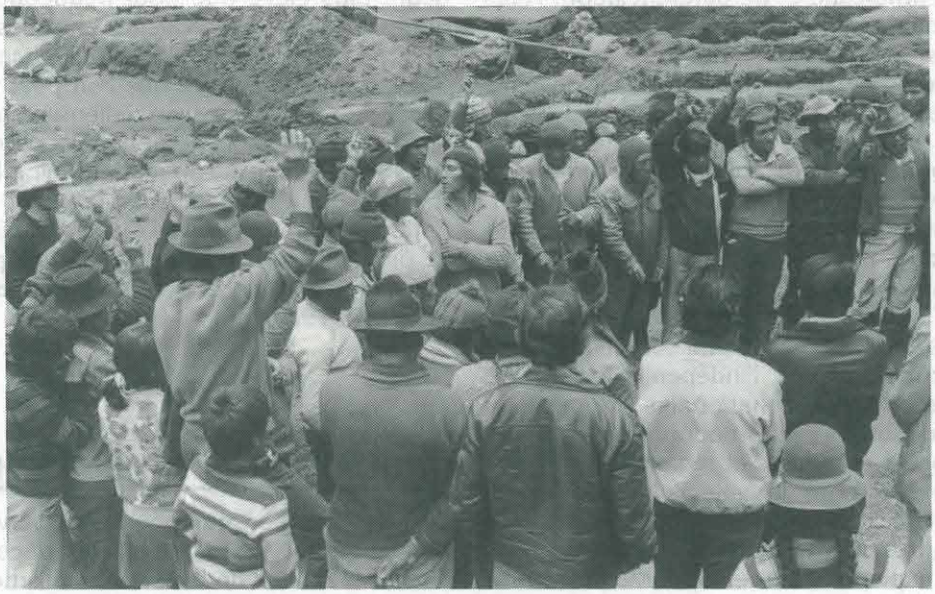
4. Les anciens mouvements sociaux (mouvement ouvrier, mouvements nationaux ou ethniques) restent dans une large mesure subordonnés à l'Etat-nation ou tournés vers lui ; les nouveaux mouvements sociaux (femmes, droits de l'homme, pacifisme, environnement, etc.) prennent en compte, implicitement ou explicitement, la dimension locale, internationale et nationale, des rapports de forces et des formes d'exploitation, de domination et d'aliénation ; leurs luttes tendent à se dérouler à plusieurs niveaux imbriqués, de telle sorte que l'orientation de ces mouvements devient alors implicitement ou explicitement internationaliste.

5. Au lieu d'un internationalisme porté exclusivement par un mouvement ouvrier contribuant au progrès de l'humanité par la poursuite même de ses propres intérêts de classe, nous nous trouvons confrontés aujourd'hui à une multiplicité d'intérêts collectifs se chevauchant souvent, et qui, dans le cours même de leur lutte contre les effets de domination, ajustent constamment leur identité, leurs formes d'action, et leurs objectifs en un dialogue mutuel permanent. Il nous faut donc employer le pluriel et parler *des nouveaux internationalismes*.

6. Le principe éthique qui sous-tend l'internationalisme est celui de *solidarité*, que l'on définit traditionnellement par rapport à une communauté de statut (prolétarien), d'intérêt (classe ouvrière) et d'idéologie (socialisme) ; mais la diversification croissante des acteurs de l'internationalisme rend aujourd'hui nécessaire une définition plus complexe de la solidarité, permettant de rendre compte de cette diversité et d'englober des mouvements internationalistes dont les différences s'expriment dans un cadre général de tolérance et de soutien mutuels.

7. Si les mouvements internationalistes contemporains interviennent sur le champ international par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales éventuellement basées dans un pays précis, elles tendent en même temps à transcender le cadre national en favorisant la formation de *réseaux flexibles*, ouverts, horizontaux, constitués d'unités autonomes, dont les liens reposent sur des valeurs communes, plutôt que sur une discipline imposée ; quand une organisation traditionnelle, nationale ou internationale, s'ouvre à la sensibilité internationaliste, c'est souvent parce qu'elle est elle-même insérée dans un réseau international, ou pénétrée par des réseaux internationalistes.

8. Dans la plupart de ces nouveaux mouvements — comme par exemple les mouvements féministe et écologique —, les membres de la classe moyenne tiennent le rôle d'*acteur* principal ; dans d'autres cas, ils remplissent plutôt la fonction primordiale de *représentants* du mouvement ; de plus en plus souvent d'ailleurs, ce rôle renvoie à des fonctions d'animation ou de prestation de services plutôt que de direction.



Bolivie, 1978, premières élections syndicales dans les mines de Vilico à 4 500 m. d'altitude.

9. C'est précisément la place centrale du salariat dans l'émergence de la société marchande puis dans le processus d'industrialisation capitaliste (ou étatique) qui rend si difficile le succès de l'*internationalisme ouvrier* ; le fait que le capital transnational joue un rôle central dans le processus d'internationalisation ne garantit pas qu'il en sera de même en ce qui concerne l'internationalisme ouvrier ; même si ce dernier donne des signes de renouveau, son articulation dynamique avec les internationalismes démocratiques reste à inventer.

QUATRE DÉFINITIONS ESSENTIELLES

1. *Internationalisation*. Ce terme désigne le processus de modernisation à l'œuvre dans un monde dominé par le capitalisme, sous ses différents aspects : extension de la sphère marchande, industrialisation, prolétarisation et concentration du capital ; bureaucratisation et étatisation (aux niveaux national et international) ; imposition de modèles sociaux visant à régler les relations à l'intérieur de la famille et entre les sexes ; centralisation et standardisation de la culture (voir Connell, 1984). C'est l'accumulation du capital qui constitue le moteur de cette dynamique et qui engendre l'internationalisation de la production, des échanges, des services et des relations financières. La bureaucratisation accompagne la centralisation du pouvoir, au plan national d'abord, puis à l'échelle internationale. Le modèle de la famille bourgeoise se propage parallèlement à une sexualité déshumanisée, fondée sur la concurrence et transformée en marchandise. L'industrialisation de la culture entraîne la diffusion universelle des normes et formes occidentales. On peut certes considérer que l'importance croissante des actions de coopération entre Etats contribue à exprimer et à approfondir l'« interdépendance » croissante de l'humanité, et même à exercer une influence régulatrice sur les Etats-nations et les firmes multinationales (Brecher, 1987, p. 104). Mais ces actions tendent aussi à exprimer les intérêts des états dominants, à reproduire le capital et l'Etat-nation, et à déposséder encore plus les gens de tout contrôle sur leur vie quotidienne (voir Picciotto, 1988).

2. *Internationalisme*. Cette notion classique impliquait une critique de l'Etat-nation et du capitalisme. Celle-ci était fondée sur le constat des limites étroites de l'Etat-nation capitaliste l'empêchant de faire face aux problèmes sociaux et de répondre aux besoins humains fondamentaux. Cette critique débouchait sur l'appel à instituer des solidarités transnationales, universelles ou extra-territoriales, et à construire des communautés et des organisations égalitaires et démocratiques. L'internationalisme est apparu à partir de l'expérience de l'industrialisation

capitaliste et de la construction d'Etats centralisés et modernes mais bien peu démocratiques. Ces derniers détruisaient les communautés et les solidarités anciennes, sans offrir une alternative satisfaisante aux masses. L'internationalisme s'est développé notamment sur la base des liens noués entre militants ouvriers et intellectuels socialistes cosmopolites. L'approfondissement des processus d'internationalisation a dans le même temps fait obstacle à ce que d'autres catégories sociales (enseignants, femmes, et même minorités ethniques et régionales) prennent conscience d'elles mêmes en tant que sujets universels. Les processus d'internationalisation ont également engendré des problèmes sociaux toujours plus nombreux et dont la dimension universelle est toujours plus affirmée (dette, menaces sur la couche d'ozone, SIDA, terrorisme d'Etat, Tchernobyl). De plus en plus souvent aussi, ces problèmes sont traités dans des enceintes internationales, et les revendications populaires formulées en termes internationalistes. L'internationalisme contemporain a atteint un haut degré de complexité et de différenciation. Alors que l'absence d'internationalisme *de masse* (travailleurs, femmes, paysans, minorités ethniques) demeure un problème, la multiplicité et la diversité des internationalismes représente un potentiel considérable. Il faut aujourd'hui parler des internationalismes et reconnaître cette pluralité comme une dimension essentielle de l'internationalisme contemporain. L'internationalisme ne s'oppose pas au nationalisme ou à toute autre revendication d'identité ne visant pas à perpétuer des rapports de domination ou d'exploitation. Tout au contraire, l'internationalisme apparaît de plus en plus comme une condition nécessaire à l'affirmation de l'indépendance et à l'expression des spécificités nationales, même lorsqu'il s'agit d'identités « infra-nationales » comme celles des minorités ethniques et régionales.

3. *Solidarité.* Il s'agit de la valeur éthique et du rapport humain qui sous-tend l'internationalisme et lie ce dernier aux luttes que, tout au long de l'histoire, les opprimés et les exploités ont mené pour la reconnaissance de leur identité et pour leur libération. La solidarité (voir Vos, 1976) a couramment été définie en termes d'identification ou encore de substitution à l'autre. Ce n'est qu'une partie de la définition dans la mesure où l'identitification peut impliquer l'uniformisation et même l'exclusion de l'autre, alors que la substitution peut conduire à l'acceptation de fait des inégalités matérielles et morales. C'est pourquoi il faut comprendre la solidarité en termes de réciprocité (avantage mutuel), d'affinité (sentiments réciproques) et de complémentarité (contributions différenciées). Si l'on considère la trinité démocratique — liberté, égalité et solidarité —, on peut constater que la bourgeoisie et le libéralisme ont donné la priorité à la liberté politique, tandis que le prolétariat et le socialisme ont privilégié l'objectif d'égalité économique. Dans les deux cas, la solidarité était subordonnée à l'autre terme et lui était même sacrifiée dans la pratique, si ce n'est dans la doctrine. Les nouveaux mouvements sociaux qui se consacrent à la préservation, à la redécouverte ou à l'invention de la communauté et se dégagent ainsi du capitalisme et de l'étatisme, tendent à donner la priorité à la solidarité comme rapport social et humain, ou au moins à réaffirmer son importance à côté des notions de liberté et d'égalité.

4. *Internationalisme ouvrier.* Ce concept doit être analysé et périodisé. Dans son sens le plus général, ce terme englobe différentes formes d'internationalisme : celui des travailleurs au niveau de l'atelier, celui des communautés ouvrières, des syndicats et partis ouvriers, celui enfin des intellectuels socialistes. L'internationalisme ouvrier, même dans la forme qu'il prenait au XIXe siècle, entretenait des liens avec ce que nous appellerions aujourd'hui mouvements de défense des droits de l'homme et de libération nationale. Il n'était pas sans rapport avec le cosmopolisme bourgeois et l'universalisme religieux. On peut même avancer que, même pendant cette période, l'existence de l'internationalisme ouvrier était d'autant plus réelle que celui-ci était moins « prolétarien » (qu'il avait moins à voir avec le travailleur comme force de travail). La solidarité fait partie intégrante de l'existence du salarié et de la lutte syndicale à un degré plus élevé que pour beaucoup d'autres catégories sociales. La solidarité entre les travailleurs est à tel point nécessaire à l'autodéfense quotidienne et à la lutte revendicative que l'on peut y voir une base historique, et même éventuellement institutionnelle, à un renouveau de l'internationalisme chez les travailleurs. Un tel renouveau ne peut avoir lieu que dans la mesure où les travailleurs rejettent toute subordination au capitalisme, à l'étatisme et à l'impérialisme, et prennent conscience de l'interdépendance entre leurs intérêts nationaux et internationaux (voir Cantor et Schor, 1987).

HUIT PRINCIPES POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME OUVRIER

Les principes qui pourraient servir à fonder un nouvel internationalisme ouvrier découlent de la critique des limites de l'internationalisme traditionnel et d'une réflexion partant des expériences nouvelles réalisées par des groupes internationalistes liés ou non au mouvement ouvrier (on peut comparer aux principes proposés par Cantor et Schor, 1987, p. 77 à 82).

Le nouvel internationalisme ouvrier :

1. Nécessite des rencontres directes entre les travailleurs concernés, et pas seulement entre leurs représentants.

2. Implique un flux d'information et de soutien réciproques (ou multidirectionnels) qui cesse de circuler à sens unique, depuis les travailleurs et les syndicats « riches », « puissants », « libres » vers les autres.

3. Exige de ses participants un effort matériel visible, une activité ou un sacrifice, et pas seulement la rédaction de déclarations et d'appels.

4. Combat chez les travailleurs toutes les discriminations fondées sur les opinions politiques ou religieuses, sur l'idéologie ou le sexe, et ceci au niveau local, afin d'éviter que de telles discriminations puissent se reproduire au niveau international.

5. S'ajuste aux besoins quotidiens exprimés par les travailleurs ordinaires, à leurs capacités, et non à ceux de leurs représentants

6. Etablit des liens avec les autres internationalismes démocratiques, afin de renforcer les luttes ouvrières tout en s'attachant à dépasser un point de vue trop étroitement économiste.

7. Implique que toute organisation à visées internationalistes finance ses activités à l'aide de fonds recueillis auprès du public ou des travailleurs, qu'elle garantisse l'ouverture la plus large du débat interne comme du débat public, et qu'elle mène à bien de manière indépendante l'élaboration de sa politique et sa recherche.

8. Demande aux intellectuels qui s'y engagent d'être clairs quant à leurs propres intérêts, motivations et fonctions, d'engager le dialogue avec les travailleurs, et de se mettre à leur service notamment en prenant en charge leur formation.

CONCLUSION : UNE IDÉE DONT L'ACTUALITÉ NE VA PAS DE SOI

Né en Europe dans le cours de la lutte contre le capital industriel et l'Etat-nation autoritaire, l'internationalisme est en train de renaître avec la lutte globale contre le capitalisme, l'étatisme et l'aliénation, dans leurs manifestations multiples et complexes. Cependant, le succès d'un combat n'est jamais inscrit dans les règles du jeu. Cet article doit donc viser ouvertement à entraîner la conviction.

Le point d'application du levier, c'est l'expérience, la conscience et les aspirations de millions de gens éduqués, dotés de conscience sociale et politique, qui vivent dans chacun des « trois mondes » (et dans tout autre qui pourrait être identifié). Il semble raisonnable de supposer que la plupart de ceux qui seront amenés à lire cet article, quel que soit leur pays d'origine, sont des internationalistes implicites, en ce sens qu'ils ont pris conscience de la nature universelle des problèmes auxquels ils sont confrontés et à la nécessité de la solidarité internationale. Beaucoup d'entre eux seront engagés dans une ou plusieurs formes d'activité de solidarité internationale. Il est temps pour eux de prendre du recul et de réfléchir au nom du jeu. Ce nom, c'est l'internationalisme. Pour gagner, une équipe a besoin de confronter ses idées afin de dégager une compréhension et une stratégie communes, permettant à chacun d'agir de manière plus créative et plus efficace.

Un article qui cherche à mobiliser risquant de verser dans l'optimisme forcé par excès de volontarisme, mieux vaut par conséquent conclure sur une note de pessimisme réfléchi. Je remarque que l'internationalisme ouvrier a suscité au sein de la gauche internationale divers commentaires à l'occasion du centenaire du Premier Mai. Le mouvement ouvrier péruvien a par exemple célébré cet anniversaire avant tout comme un événement national, ne faisant que marginalement référence au monde extérieur et aux travailleurs du monde entier (Waterman et Arellano, 1986, p. 21 à 24). Quant aux historiens du travail d'Amsterdam, ils ont pu étudier l'internationalisme ouvrier comme quelque chose de mort, pareils à des anthropologues examinant les rituels à moitié oubliés d'une tribu disparue (v. Holthoon et v.d. Linden, 1988). Un vétéran du PC des Etats-Unis a rapproché — sans allusion aux ironies de l'histoire — ces trois étranges phénomènes : un Premier Mai mai organisé par un lieutenant-colonel, au lendemain d'un coup d'état en Ethiopie ; les slogans officiels d'un Premier Mai 1956 célébré dans un Etat communiste où les travailleurs n'ont pas le droit de grève ; enfin la tentative peu réussie du PC des Etats-Unis de renouer avec la célébration du Premier Mai à l'Union Square de New York (Foner, 1986, p.152 à 156). Si nous ne

voulons pas célébrer le Premier Mai de l'an 2000 selon des rituels aussi hypocrites, pathétiques ou confidentiels, alors il nous faut consacrer plus d'effort à comprendre ce qu'est l'internationalisme, l'ancien et le nouveau.

Pour terminer, je soumets au débat une proposition politique. Pourquoi ne pas donner au Premier Mai un nouvel essor en en faisant une Journée de solidarité internationale associant de manière explicite l'internationalisme ouvrier et les internationalismes démocratiques, à l'échelle nationale et internationale ? C'est aux organisations ouvrières et socialistes de prendre en charge cette initiative. Mais encore faut-il qu'elles sachent trouver une nouvelle manière de réaliser l'unité entre tous ces gens et la convergence de toutes ces revendications, que le capital et l'Etat voudraient bien pouvoir empêcher.

** Peter Waterman enseigne à l'Institut d'études sociales de La Haye où ses cours portent sur la politique dans le tiers monde. Peter Waterman a travaillé deux fois avec le Mouvement communiste international : au milieu des années cinquante, pour l'Union internationale des étudiants, au milieu des années soixante, pour la Fédération syndicale mondiale. Depuis 1978, il publie depuis 1978 la Newsletter of International Labour Studies* et contribue à diverses revues. L'article que nous traduisons s'inscrit dans son projet de recherche intitulé « Démocratisation de la communication internationale : ONG (Organisations non gouvernementales), tiers monde et mouvement ouvrier ». Institute of Social Studies, POB 90733 2509 LS, The Hague, Pays-Bas

Bibliographie :

☆ Brecher Jeremy, « From an Ecological Perspective : The "National Question" reconsidered », *New Politics*, vol. 1, n°3, 1987, p.95-111.

☆ Cantor Daniel et Juliet Schor, *Tunnel Vision : Labour, the World Economy and Central America*, Boston : South End Press, 1987, 88 pages.

☆ Connell R. W., « Class Formation on a World Scale », *Review*, vol. 7, n°3, 1984, p.407-440.

☆ Foner Philip, *May Day : A Short History of the International Workers Holiday, 1886-1986*, International Publishers, 1986, New York.

☆ V. Holthoon Frits et Marcel v.d. Linden, *Internationalism in the Labour Movement : 1830-1940*, Brill, Leiden, 1988.

☆ *NILS 1978-?, Newsletter of International Labour Studies*, Quarterly, Galileistr, 130, 2561TK, La Haye, Pays-Bas.

☆ Picciotto Sol., « The Control of Transnational Capital and the Democratisation of the International State », *Journal of Law and Society*, vol. 15, n°1, 1988, p.1-19.

☆ Vos Henk, *Solidariteit : Elementen, Complicates, Perspectieven*, Amboboeken, Baarn, 1976.

☆ Waterman, Peter et Nebiur Arellano, « The Nervous System of Internationalism : The Transmission and Reception of International Labour Information in Peru », *Working Paper*, 32, 1986, La Haye : Institut d'études sociales.

☆ Williams Raymond, *Vers l'an 2000, Chatto and Windus, Londres, 1983.*

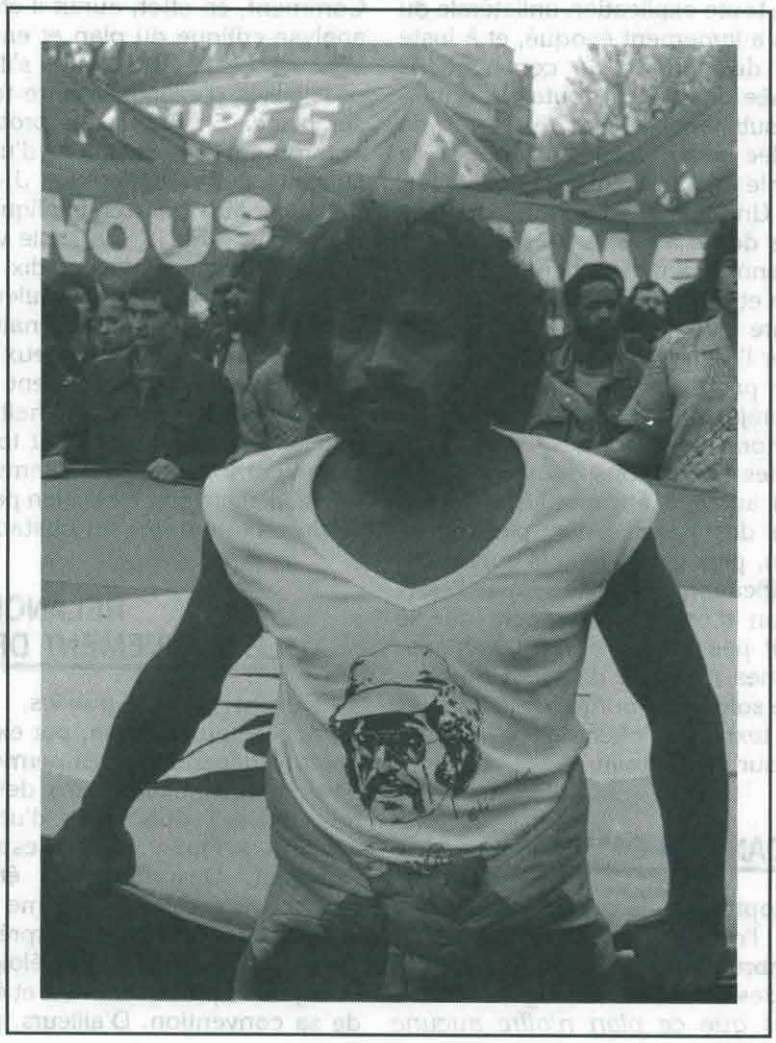
NEWSLETTER INTERNATIONAL LABOUR STUDIES

Galilei Straat, n° 130
2561 PX DEN HAAG
Pays-Bas

10 numéros par an : 108 F.

KANAKY BILAN D'UN REFERENDUM

CLAUDE GABRIEL



La décolonisation, c'est la fondation d'un Etat kanak indépendant.

Les résultats du référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie relancent le débat sur l'ensemble du projet gouvernemental. 63,09 % d'abstentions auxquels il faut ajouter 4,39 % de votes blancs ou nuls. 26 % des électeurs ont voté « oui » et 6,5 % ont voté « non ». Premier constat : l'opération politicienne projetée par M. Rocard est un échec, et l'objectif du FLNKS de s'appuyer sur un vote « irréversible » des Français est très compromis.

En Nouvelle-Calédonie, d'autre part, le « non » obtient 42,97 % des suffrages. Nouméa et cinq autres bourgades votent majoritairement contre le projet gouvernemental, rappelant ainsi le risque de partition du territoire contenu dans le découpage des provinces prévu par le plan Rocard. D'où un second constat : la ligne de partage entre le camp indépendantiste et le camp caldoche n'a pas été substantiellement remise en cause par le « dialogue » des derniers mois. Globalement, la population kanake a suivi la consigne électorale du FLNKS. Mais, fait notable, le taux d'abstention est nettement plus élevé que la moyenne locale pour les trois îles Loyauté (Maré, Ouvéa et Lifou), et pour la commune de Pouébos où, pourtant, les Mélanésiens constituent la quasi-totalité de la population.

UNE PROPAGANDE DEROUTANTE

Il faut se garder de toute explication unilatérale du taux d'abstention. On a largement évoqué, et à juste titre, l'effet dissuasif du nombre de consultations électorales dans l'année. Mais il est toutefois significatif qu'une partie substantielle de l'électorat de gauche n'est pas allée voter. Compte tenu de la campagne menée par le Premier ministre et par le PS, le fait est à retenir. Une partie importante de ces abstentions tient sans doute au refus de participer à une opération politicienne qui n'avait rien à voir avec la Nouvelle-Calédonie et qui se présentait comme un élément de l'ouverture vers les centristes. Il faut, d'autre part, y ajouter l'impact des mouvements de grève, à commencer par celui des infirmières, qui portait largement préjudice à la crédibilité de M. Rocard dans l'électorat de gauche.

Une autre partie des abstentions de gauche provient des milieux qui auraient été mobilisés par un choix clair en faveur des Kanaks. Or, plus on se rapprochait du scrutin, plus les dirigeants socialistes multipliaient les « clarifications » afin de séduire l'électorat du RPR. Chacun d'entre eux rappela que le référendum ne portait pas sur un projet d'indépendance et qu'eux-mêmes n'étaient de toute manière pas favorables à cette solution. Pourquoi fallait-il, dès lors, voter pour un texte qui cherchait à garantir l'avenir de la France sur ce territoire ?

LE FLNKS DANS LA CAMPAGNE

Le FLNKS a adopté sur le plan Rocard une position prudente à l'occasion de sa convention nationale de septembre dernier. La motion finale entérine la signature des accords de Matignon *« mais considère néanmoins que ce plan n'offre aucune garantie sur le plan de sa revendication fondamentale »*. Le FLNKS *« prend acte du refus du gouvernement français de s'engager vers une politique reconnaissant le droit inné et actif du peuple kanak à son indépendance »*. Cette prise de position reflétait les divergences de vue au sein du mouvement indépendantiste et constituait donc un compromis interne. La campagne électorale menée en France par le direction du FNLKS l'a été sur une toute autre orientation, le référendum y devenant un véritable axe stratégique pour la préparation de l'indépendance.

Nous avions souligné dans notre presse le danger qu'il y avait à compter principalement, à un moment donné, sur l'électorat français pour asseoir une stratégie de libération nationale. Les résultats du 6 novembre confirment ce jugement. Or, le prix de cette tentative a été une campagne, menée en France par J.-M. Tjibaou, pratiquement jamais critique par rapport au projet gouvernemental et, par conséquent, assez éloignée de l'esprit de la motion du Front.

Il y a plusieurs raisons à cette attitude de la direction du FLNKS en métropole. Tout d'abord, la prise de position de la convention nationale de septembre reflétait un compromis et ne rentrait nullement dans l'analyse détaillée du plan Rocard. Dès lors, elle laissait toute latitude aux dirigeants du Front pour donner leur interprétation respective du projet gouvernemental. Voire d'improviser. La seconde raison tient à ce qu'était le référendum par lui-même. Comment, en effet, aurait-il été possible de faire une analyse critique du plan et ensuite d'appeler à voter « oui » ? Le FLNKS avait, s'il le voulait, toutes les possibilités d'expliquer cette tactique à ses militants sur place. En France, le problème était tout autre, notamment en direction d'un public de gauche. Devant cette difficulté, J.-M. Tjibaou a choisi d'appeler au « oui » en expliquant que le plan Rocard était pour le FLNKS la seule voie possible pour aller à l'indépendance d'ici à dix ans. La contradiction disparaissait donc, mais seulement en apparence : le « oui » du référendum devenait un « oui » pour l'indépendance kanake ! Or, ceux qui assistèrent à des meetings du PS s'entendirent raconter en détail qu'il n'en était rien et que le souhait était que ce pays reste français. La confusion était totale. Et si une organisation comme la Ligue communiste révolutionnaire a refusé d'aller voter c'est bien parce que le plan Rocard se présente comme un obstacle à l'indépendance.

RELANCER LE MOUVEMENT DE SOLIDARITE

Devant des publics, un peu étonnés, J.-M. Tjibaou expliqua, par exemple, qu'il fallait préparer l'indépendance en permettant à des Kanaks de devenir actionnaires dans des entreprises locales. Il ne s'agissait donc plus d'utiliser tactiquement les accords de Matignon pour espérer les « subvertir » de l'intérieur. Désormais, ils étaient présentés — en France du moins —- comme la voie vers l'indépendance. Ceci était une interprétation totalement nouvelle du plan Rocard, fort éloignée des avis émis par une grande partie du Front et évoqués dans la motion de sa convention. D'ailleurs, pour mieux convaincre

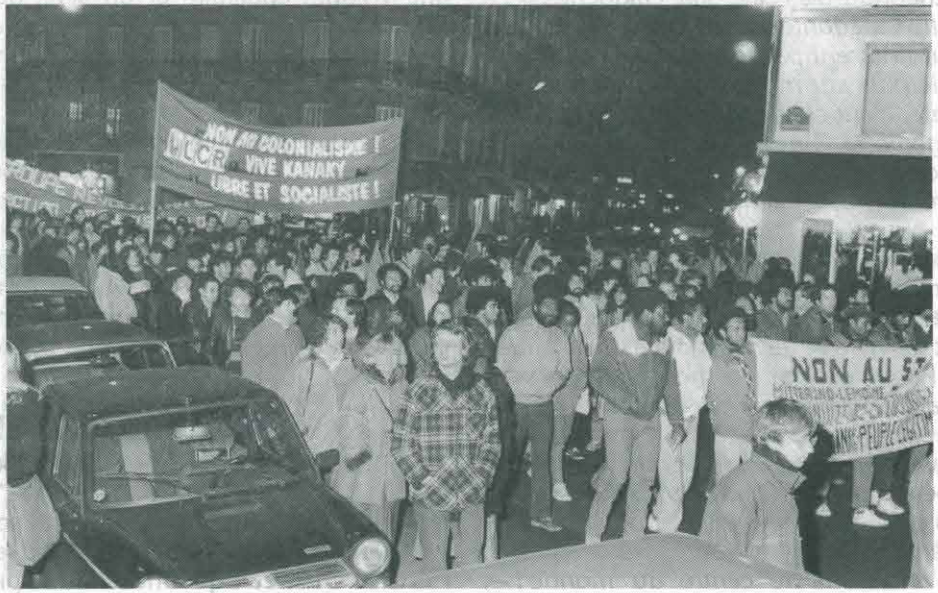
son auditoire, J.-M. Tjibaou expliqua à de nombreuses reprises que la grande nouveauté en Nouvelle-Calédonie était que Blancs et Kanaks se regardaient désormais différement et apprenaient peu à peu à travailler ensemble. Les résultats du référendum ont montré qu'il s'agissait plus d'un vœu du président du FLNKS que d'une réalité.

Le mouvement de solidarité, pour sa part, avait choisi majoritairement d'appeler au « oui ». Les arguments employés ont été fort divers. Pour les uns, il s'agissait simplement d'accompagner les choix du FLNKS ; pour d'autres, il s'agissait de soutenir le projet gouvernemental. Le PS et le ministère des DOM-TOM lancèrent du même coup une OPA pour rassembler et utiliser les diverses initiatives prises par la solidarité durant la campagne. Le bilan de ce choix est moins que convaincant. Ce n'est pas l'élargissement de l'audience du mouvement de solidarité qui a été obtenu mais son glissement vers des positions floues, inconséquentes et opportunistes. Il ne pouvait pas en être autrement car pour la solidarité, aussi, il était impossible de vouloir combiner une authentique critique du plan Rocard et une campagne pour le « oui ». Il aurait été bien difficile d'expliquer à des milliers de Français que Rocard refusait de s'attaquer aux racines du colonialisme mais qu'il fallait tout de même voter pour son projet.

Dès les premières initiatives de la campagne, « l'élargissement du soutien » a eu un goût amer. Le meeting de la Mutualité organisé par le Comité Calédonie-fraternité, initiative des personnalités du spectacle et des sciences, regroupa fort peu de monde. Mais on y entendit un grand nombre de professions de foi contre l'indépendance, on y interdit un drapeau de Kanaky et on n'y donna pas la parole à J.-M. Tjibaou. En échange de quoi ? En échange de la présence de Jack Lang et de Louis Le Pensec, du chanteur Guy Béart et du politologue Alfred Grosser. Une telle soirée résumait parfaitement l'objet du référendum pour les tenants du pouvoir. L'ouverture vers les barristes — puisque c'est d'elle dont il s'agit — intéressait plus les dirigeants socialistes que toute campagne de dénonciation du colonialisme français. Or, ce genre d'opération a un prix : la négation du droit des Kanaks à l'indépendance.

Un autre exemple encore. Un appel pour le « oui » de *« cent élus dans les instances universitaires »*, lancé par le courant du PS Convergence socialiste, a été distribué sur toutes les facultés. Ce texte — largement co-signé par l'organisation sioniste de l'Union des étudiants juifs de France, des spécialistes en matière d'autodétermination des Palestiniens — explique : *« Nous ne voterons pas pour ou contre l'indépendance »* et précise à deux reprises, au cas où l'on ne comprendrait pas, que l'amnistie ne porte pas sur les « crime de sang ».

Le PS a fait une campagne pour convaincre sur sa droite. Rien d'étonnant à cela. Il est en revanche regrettable qu'une partie du mouvement de solidarité se soit fourvoyée dans cette direction. Le bilan sera très lourd quand les Kanaks auront à nouveau besoin d'une solidarité militante et active. La confusion entretenue au cours de ces dernières semaines a largement détruit les acquis de plusieurs années d'explication sur la situation en Nouvelle-Calédonie. Et l'indépendance du mouvement de solidarité par rapport au pouvoir a été en partie compromise.



Manifestation de soutien à la Kanaky.

Une autre politique était possible. Il fallait partir des besoins à long terme et comprendre que rien ne devait compromettre un projet de solidarité militante à la hauteur de ce que seraient les enjeux et les besoins du mouvement indépendantiste. Il fallait prendre à la lettre la motion du Front prenant ses distances avec le projet Rocard et montrer ainsi que, demain, il faudra de toute manière être capable de faire échec à la politique du pouvoir. Le FLNKS aurait très bien compris qu'il s'agissait ainsi de préserver une solidarité dont il aurait à nouveau besoin à terme. Le FLNKS n'a pas besoin d'un soutien qui soit l'antichambre du ministère des DOM-TOM, mais d'un

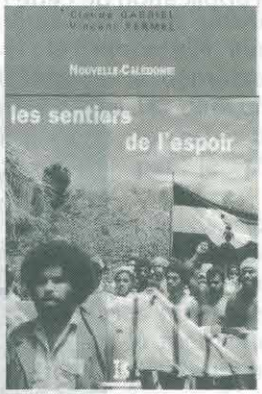
[*sic*], *resteront inculpés et seront jugés conformément à la loi*[9] ». C'est bel et bien un chantage honteux fait aux Kanaks. On leur enjoint de rentrer dans le rang, faute de quoi il y aura de lourdes peines pour leurs militants toujours inculpés... Rocard veut pardonner ! Mais peut-on oublier que l'armée française a exécuté froidement ses prisonniers à Ouvéa ? Rocard peut donc se garder son pardon.

Il faut l'amnistie totale et immédiate pour tous les inculpés kanaks. Cet axe reste une première étape pour la reprise des activités de solidarité. Ensuite, il faudra reprendre le long travail d'explication pour qu'un jour la Kanaky soit libre.

Le taux d'abstention pour toute la Nouvelle-Calédonie est de 36,75 %. Il est de 54,93 % à Ouvéa, 53,47 % à Maré, 53,40 % à Lifou, 50,56 % à Pouébo. Plusieurs interprétations sont possibles : la confusion née de l'appel à voter « non » par le FULK, membre du Front, l'impact des événements d'Ouvéa, etc. C'est sans gêne que L. Le Pensec déclare au *Monde* du 9 novembre : « *N'oublions pas aussi que pour la première fois en France un référendum était dépourvu de tout caractère plébiscitaire.* »

1. *Le Monde* du 10 novembre 1988.
2. *Le Monde* des 6 et 7 novembre 1988.
3. Voir C. Gabriel, V. Kermel, *les Sentiers de l'espoir*, La Brèche, 1988. Ceci ne retire rien à la légitimité de la revendication des Kanaks d'obtenir de la part de la France des compensations pour 135 ans de colonisation.
4. Combien de fois au cours de cette campagne n'a-t-on pas entendu évoquer le bicentenaire de la Révolution et « *la France des droits de l'homme* » ?
5. Nous écrivions en septembre à propos du meeting Rocard-Lafleur-Tjibaou à Nouméa : « *On a voulu faire un effet de tribune pour illustrer la "réconciliation" mais, autour, la Nouvelle-Calédonie, coloniale, est intacte.* » C. Gabriel, V. Kermel, *op. cit.* p. 191.
6. J.-M. Tjibaou a révoqué à la veille du référendum la possibilité de délivrer des baux aux caldoches qui occupent les terres contre une rente aux clans kanaks. Celle-ci ne résoudrait rien pour la maitrise d'une politique agricole nationale, ni pour l'amélioration de l'agriculture mélanésienne confinée aux réserves.
7. Fait significatif quant à « l'opposition » du RPR sur le contenu réel des accords de Matignon, B. Pons, dès le 8 novembre, déclarait que « *le groupe RPR fera tout pour que, en aucune manière, on ne jette de l'huile sur le feu et pour que ce qui lui parait être bien dans les accords de Matignon puisse progresser* », *le Monde* du 10 novembre 1988.
8. *Le Monde* du 4 novembre 1988. Le 8 octobre, des bandes de jeunes Mélanésiens avaient saccagé 93 voitures et 25 boutiques à l'occasion de la grande braderie commerciale de Nouméa.
9. *Le Monde* des 6 et 7 novembre 1988.

VIENT DE PARAÎTRE



Editions La Brèche

224 pages, 70 F

EDITIONS LA BRECHE

Rouge, l'hebdo de la LCR, publie un numéro spécial à l'occasion du cinquantième anniversaire de la IVe Internationale avec, notamment, une interview de Maurice Nadeau et des contributions de Daniel Bensaïd, d'Ernest Mandel et de Louis Couturier. Toutes les semaines, *Rouge* propose analyses, dossiers, enquêtes, interviews, tables rondes sur la politique, le syndicalisme, la lutte des femmes, la culture, l'écologie, l'idéologie...

La revue *IVe Internationale* s'efforce de rendre compte, par des analyses approfondies, des grandes questions que posent les contradictions à l'œuvre dans la société. Ainsi, le n° 28 propose un dossier sur les nouvelles technologies de reproduction, tandis que le n° 29-30 est entièrement consacré à l'anniversaire de la IVe Internationale, avec des articles de Livio Maïtan, de Georges Breitman, d'Alan Wald, de Czeslaw Wilko, de Sandor, de Michaël Löwy et de Bikila.

Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

librairie
diffusion
LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

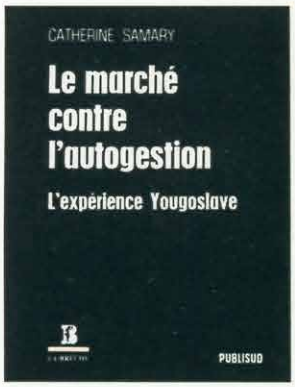
9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

le marché contre l'autogestion

l'Expérience yougoslave
Catherine Samary
Co-édition La Brèche-Publisud
336 pages, 154 F

Cet ouvrage décrit le va-et-vient entre les questions théoriques de la transition au socialisme et l'histoire concrète de quarante années de réformes économiques successives en Yougoslavie. Livre important au moment où l'expérience yougoslave prend une tournure tragique.
Préface d'Ernest Mandel.

Distribution DISTIQUE



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551